

EN POLOGNE

Des milliers de partisans de Solidarité ont manifesté à Gdansk

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouvé-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 60 c. ; France, 3,80 F ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 15 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650672 F
C.C.P. 4207 23 PARIS
Tél. 246-72-23

Espoir avorté en Amérique centrale

Il y aura peut-être un jour un règlement négocié des conflits d'Amérique centrale, mais les dernières informations venant de Washington montrent qu'on en est encore loin.

Un timide espoir avait surgi le 28 juillet dernier, à la suite de déclarations de M. Fidel Castro. Celui-ci s'était dit disposé, « dans le cadre d'un accord mutuel global », à cesser ses fournitures d'armes dans la région et à retirer ses conseillers militaires du Nicaragua. M. Reagan semblait prêt à prendre au mot le dirigeant cubain, à condition que ce dernier fût « vraiment sérieux ».

Près de trois semaines ont passé, et le gouvernement américain est arrivé à la conclusion, apparemment, que M. Fidel Castro n'était pas « sérieux ». C'est ce qu'affirme en tout cas un « haut responsable » interrogé par le « Washington Post » : depuis que le dirigeant cubain a fait sa proposition, dit-il, la Havane a continué d'envoyer des armes lourdes au régime sandiniste. Rien n'indique que M. Castro soit intéressé par un règlement politique au Salvador et au Nicaragua. « Il n'y a donc rien à négocier », a conclu le responsable américain.

Le gouvernement de M. Reagan a peut-être des raisons de douter des intentions réelles de M. Fidel Castro. Mais peut-il lui-même être pris au sérieux, lorsqu'il demande aux Cubains de faire le premier pas et de renoncer tout de suite à ce qui, précisément, devrait être négocié ?

Car si l'activisme de la Havane n'a pas cessé, celui de Washington, lui, s'est intensifié. Les États-Unis ont commencé des manœuvres aéronavales au large du Honduras et du Nicaragua destinées, de leur propre aveu, à préparer un éventuel blocus et à décourager les livraisons d'armes à la guérilla salvadorienne. Le commandant en chef de la flotte américaine dans l'Atlantique est venu en personne inspecter la base militaire que les États-Unis sont en train de monter à Puerto-Castilla, au Honduras, où cent vingt « bâteaux verts » ont commencé à entraîner les premiers éléments d'une force d'intervention « antisubversive » dans la région.

Enfin, le dernier coup de force au Guatemala en dit long sur ce que M. Reagan considère comme ses « vrais amis » en Amérique centrale. Le général Mejía a pris le pouvoir alors qu'un attaché militaire américain, talkie-walkie à la main, se trouvait dans le palais présidentiel. Ses premières déclarations ont été de fidélité pro-américaine et d'hostilité aux pays (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama) qui cherchent une solution pacifique en Amérique centrale.

Le Mexique est sans doute un pays-clé dans toute tentative de négociation. Or les conversations de M. Reagan a eues le dimanche 14 août avec le président de ce pays, M. De La Madrid, ont ressemblé fort, selon les observateurs, à un dialogue de sourds. Les Mexicains ne sont guère entendus lorsqu'ils refusent de voir dans les guerres d'Amérique centrale un simple épisode de la confrontation Est-Ouest. Encore moins quand ils affirment, comme vient de le faire M. De La Madrid, que « personne ne peut croire que ses valeurs et ses solutions sont supérieures, et vouloir, de ce fait, les appliquer à une autre nation ».

L'intervention française au Tchad

En se déployant au nord et à l'est de N'Djamena les parachutistes français ont délimité une barrière de sécurité au-delà de laquelle une confrontation franco-libyenne pourrait se produire

De notre envoyé spécial

N'Djamena. — La mise en place d'un dispositif militaire français de plus en plus important donnait, dimanche 14 août, en fin de journée, une mesure plus juste de l'aide que la France accorde à M. Hissène Habré. D'ailleurs, c'est sans doute pour l'écarter sur l'engagement de Paris que M. Penna, conseiller à l'Elysée, a rendu le même jour une visite au président tchadien.

Les Français auraient-ils fixé un peu au-dessus du 14° parallèle, soit juste au nord de Salal et d'Arada, la zone que les Libyens et leurs alliés locaux ne pourraient franchir sans risquer une riposte directe française ? Ils ne le disent pas mais l'opération « Manta », telle qu'elle se déroule en ce moment, semble l'impliquer.

Situés à 450 kilomètres au nord de N'Djamena, sur la route de Faya-Largeau, la localité de Salal, sur laquelle les gouvernementaux se sont repliés vendredi, constitue traditionnellement le premier verrou avancé de la capitale tchadienne, à la limite extérieure du périmètre de sécurité de N'Djamena. A partir de ce lundi, un détachement français et son matériel y seront déposés par des Transal, Arada, à 127 kilomètres au nord d'Abéché, joue le même rôle dans la défense de la capitale de l'Est, où une compagnie du

Le contingent français au Tchad dispose également d'un important matériel qui renforce son autonomie d'action : huit Transal, trois Super-Puma (des hélicoptères de transport de troupes), des AML (automitrailleuses légères), des canons, des missiles antichars, des jeeps et des camions.

Le périmètre de sécurité ainsi défini par l'intervention française serait — et ce n'est sûrement pas un hasard — à la limite du rayon d'action de la plupart des avions libyens. Faute de ravitailleurs en vol, les Mig et les Mirage du colonel Kadhafi qui décolent d'Azouzi ne peuvent pas dépasser Koro-Toro ou Oum-Chalouta, deux localités qui ont d'ailleurs été bombardées ces derniers jours. Seuls les six bombardiers Tupolev, dont disposerait la Libye, auraient un rayon d'action suffisant pour protéger les garnisons de N'Djamena et d'Abéché, puisqu'ils disposent de 2 KC-135 chargés de les ravitailler en vol.

En ce qui concerne un éventuel problème d'interception aérienne — mission pour laquelle ne sont pas équipés les Jaguar — une demi-douzaine de Mirage-3 ou F-1 sont déjà en alerte. Ils ont aussi pu être ravitaillés en vol par les KC-135 et n'en ont pas exclu leur transfert à Bangui.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 3.)

LA LUTTE POUR LE CONTRÔLE DES CASINOS DE NICE

Le rôle ambigu de Jean-Maurice Agnelet

Il y a près de six ans disparaissait Agnès Le Roux l'inculpation de celui qui fut son conseiller et son amant relance l'affaire du Palais de la Méditerranée

Nice. — L'inculpation pour homicide volontaire (le Monde, 8-9 août) de l'ex-avocat nicot, Jean-Maurice Agnelet, qui fut le conseiller, le confident et l'amant de la fille de l'ancien P.-D.G. du casino du Palais de la Méditerranée, à Nice, Agnès Le Roux, n'est probablement pas le dernier rebondissement dans cette affaire. Le sort d'Agnès Le Roux, qui a disparu le 30 octobre 1977, a été scellé à l'évidence le 17 juin 1977. En votant ce jour-là selon les directives supposées de M. Jean-

De notre correspondant régional

Dominique Fraton, alors P.-D.G. du casino Rubi — voisin et concurrent du Palais de la Méditerranée — elle a fait perdre la majorité à sa mère. Le prix de ce vote : 3 millions de francs que Fraton a reconnu avoir versés en grande partie à Agnès (1). Grande, épanouie, les yeux sombres, toujours habillée à la diable, Agnès, à vingt-neuf ans, est une jeune

femme imaginative et très indépendante. Deux ans plus tôt, elle est devenue la maîtresse de Jean-Maurice Agnelet, l'un de ses amis d'enfance, alors marié — il divorcera par la suite — et père de trois enfants.

GUY PORTE.

(Lire la suite page 11.)

(1) Une convention de cession de droits sociaux avait été signée le 16 mai 1977 entre le P.-D.G. du Rubi et la jeune femme.

Plus sûrement encore l'Eglise de France avait par ses adresses un certain « complexe polonais » en cherchant à manifester, même inconsciemment, sa force par le nombre, comme ses prédécesseurs de Varsovie lors du voyage pontifical du printemps dernier. Les mathématiques pourtant ne peuvent avoir, à Lourdes, la même signification.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 6.)

(1) Jean-Paul II est le premier pape « en exercice » à se rendre à Lourdes. Ses prédécesseurs, Jean XXIII, Paul VI et Jean-Paul I^{er}, avaient accompli un pèlerinage aux sanctuaires mariaux avant leur élection.

LE SILENCE DES INTELLECTUELS DE GAUCHE

Les bruits de porte-parole

par GILBERT COMTE

gens sérieux et les amènent à se taire.

M. Max Gallo le déplore. Sans qu'il le veuille, ses regrets rejoignent les propos du quotidien new-yorkais dans un même constat de carence. Jusqu'à présent, nul ne remarque la concordance. Cette inattention juge à son tour l'époque. Dans un pays intellectuellement vigoureux, la mémoire aide la logique à établir les rapports entre des événements discontinus pour en dégager une ligne générale. Quand cette recherche-là ne s'accomplit plus d'elle-même, pour ainsi dire d'instinct, la réflexion s'écroule et le bavardage se réfugie à son tour dans un désespoir silencieux. Nous y sommes !

M. le porte-parole s'en afflige. Mais il manque lui-même aux disciplines élémentaires de l'esprit et tombe au-dessous des défauts qu'il dénonce chez autrui. « Car l'époque impose la confrontation des idées et une large diffusion des enjeux de la période, ténace-t-il. D'autant plus que chaque catégorie tend à s'écarter de la défense de son secteur et de ses conceptions, que le recours à l'État ne peut et ne doit être la solution de tous les problèmes ni la clé unique du changement, que

l'Europe, qui est la seule voie neuve rétrospectivement en fait, dans cette fin de siècle, cahote de crise en crise et dresse contre elle les intérêts des groupes sociaux actifs en même temps que les nations ne réussissent pas à concevoir un véritable projet européen ».

Une vieille règle de composition française enseigne : « Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. S'il y a une phrase à faire hurler Péguet, et tachez, oui, tachez donc d'en arracher le principe, d'y découvrir la méthode d'une quelconque connaissance intellectuelle ! Parler aux clercs, monsieur Gallo, suppose au moins l'usage correct de la langue ; vous ne vous y pliez guère. Nous prenons donc pour des bûches ? »

Un style vague trahit toujours une pensée incertaine. Le mal qu'éprouve M. le porte-parole à définir la sienne, dans un système où il détiendrait une parcelle de pouvoir, dé passe évidemment sa personnalité et sa calamiteuse écriture. Comme il ne s'abandonne pas à tâche par perversion, le mal qu'il éprouve à l'accomplir en atteste au moins les difficultés.

(Lire la suite page 5.)

Les mots d'un « manuel » de droite

par LIONEL STOLÉRU (*)

Lorsque j'avais été nommé secrétaire d'Etat au travail manuel, de bons esprits s'étaient esclaffés : « Voilà bien la dernière trouvaille giscardienne : nommer un intellectuel au travail manuel ! ». J'avais eu ma revanche le jour où, ayant organisé le déjeuner des intellectuels à l'Elysée avec, en particulier, notre regretté Clavel, certains journaux se gaussaient de voir le responsable du travail manuel s'occuper d'intellectuels. Voilà bien, là, la France plus sartrienne que le Sartre de la *Question juive*, expliquant qu'on est juif lorsque les autres vous considèrent comme juif. Cette définition doit valoir pour de nombreux mots autres que juif, notamment « intellectuel » et « gauche ».

C'est dire que le débat ouvert par Max Gallo sur le silence des intellectuels de gauche me paraît l'exemple même des questions mal posées. Outre que la qualité première des intellectuels n'est pas de pérorer, la vraie question me semble être de savoir, non pas pourquoi les intellectuels français soutiennent si peu Pierre Mauroy — dont la densité de réflexion est pourtant si stimulante — mais pourquoi les intellectuels français ont si peu de chose à dire sur le projet d'avenir de la société française.

Comme l'a fort bien écrit Léon Schwartzberg dans le *Monde* du 11 août, la première qualité d'un intellectuel est son indépendance vis-à-vis de tout et de tous. C'est-à-dire sa volonté d'absolu, par-delà les compromissions et les compromissions de la vie quotidienne présente. Sa seconde qualité me semble être sa capacité d'être en avance sur le présent, de projeter vers l'avenir quelques rayons de lumière, comme l'ont fait en leur temps les encyclopédistes, Karl Marx, Sartre et bien d'autres.

Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est que nos intellectuels ne sont plus ce phare qui éclairait l'avenir par-delà les péripéties politiques du présent. Pour me limiter à quelques-uns de ceux dont je me sens proche et que j'estime, j'attends chaque jour que Michel Foucault, Emmanuel Le Roy Ladurie, Raymond Aron, Bernard-Henri Lévy, entre deux livres sur la sociologie du passé ou deux chroniques sur le temps présent, nous donnent un essai sur la France de l'an 2000, sur les nouvelles valeurs qui peuvent émerger de la crise.

(Lire la suite page 5.)

(*) Secrétaire d'Etat dans le gouvernement de M. Barre.

Symptomatique, l'urgence de journalistes qui découvrent Valmorel, soit se dresser le spectre de l'abus de pouvoir. Le pape se refuse sur lui. Pas un coup de fusil, une douce et lente adhésion. Inévitable, comme une femme foule. La station finale ! Le voilà donc qui se cabre, qui se dit : « y a un truc » et qui s'achève, désespérément, la folle. Pour découvrir, finalement, que la force de Valmorel, c'est son inséparabilité.

On, Valmorel est intelligente. Dernière-née des grandes stations de la Tarentaise — la petite dernière — elle a, de tout évidence, profité de l'expérience des autres. Station « intégrée » comme beaucoup de ses semblables, elle a intégré, condensé, rassemblé avec les « plus » possibilités et inévitables. Résultat : un « produit » presque parfait.

A l'origine de cette réussite, la conception d'une volonté, d'une expérience et des capacités nécessaires pour qu'un site devienne réalité. Volonté d'une collectivité territoriale, le Comité du bassin d'Agnelet (le bassin communal), formé en 1971 et débarrassé de créer une station au service des gens de part, d'en faire la nouvelle locomotive d'une région en pleine croissance. Expérience d'un groupe spécialisé dans la réalisation de complexes de loisirs, le GEF (1) Capetain, agencé par des investisseurs « institutionnels » : hôteliers, banquiers, du gîte les fonds de commerce de retraite, c'est-à-dire à la recherche de placements à long terme dans une activité de haut niveau.

Le type de financement qui explique le « succès » de la station. Pour rendre, en effet, il est impératif d'apporter tous les équipements « pierre et bois » : chalets, architecture polychrome, les fameuses « chalets de bois ». Le chalet, lui, ne connaît pas de telles contraintes et peut, par conséquent, à l'architecte de

Comment expliquer de la réussite de Valmorel ? La réponse est simple : Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes. Valmorel a été conçue et réalisée par une équipe d'experts, une équipe de professionnels, une équipe de spécialistes.

AFRIQUE

Fin de règne au Malawi

I. - Le « faiseur de pluie »

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lilongwe. - Le Malawi d'aujourd'hui est inspiré par le Shakespear. Sur la scène, un vieux chef à l'énergie déclinante ; en coulisse, sa compagne encore jeune et son ambassadeur méfiant, rongé d'impénitence, font le vide autour du futur conseil : le peuple-spectateur étranger à ces combats de l'ombre, attend avec une vague inquiétude leur dénouement.

Depuis quelques mois, la classe politique vit une fin de règne convulsive, rythmée d'annonces lugubres : fin mars, le vif vent de l'opposition, le régime, Artati Mpatani, est abattu à Harare (Zimbabwe) ; début mai, le chef de l'opposition, M. Orton Chirwa et sa femme, attirés en un et demi plus tôt dans un piège par le pouvoir, sont condamnés à mort ; mi-mai, le secrétaire général du parti unique, Dick Mateenje, et trois autres personnages de premier plan disparaissent dans un « tragique accident » de la route, piètre camouflage d'un probable assassinat collectif.

Certes, mises au pas, liquidations et règlements de comptes en tous genres ne datent pas d'hier au Malawi. En vingt-cinq ans d'un règne sans partage (1), le docteur Hastings Kamuzu Banda, actuel doyen des dirigeants africains, pratique avec constance, en digne émule de Machiavel, ce qu'un analyste appelle à son propos l'« insécurité des acquis » (2). De faux complots en purges périodiques, de punitions sombres en pardons octroyés, cet autocrate ombreux, qui tient du maître d'école justicier, orfèvre dans l'art du châtiment et de la manipulation, s'est érigé en dictature présidentielle en méthode de gouvernement.

Président à vie depuis 1971, le « Ngwazi » (Sauveur) se croit-il éternel ? Sa susceptibilité chatouilleuse, à quatre-vingt-deux ans, reste intacte. Quoique évoquée dans la Constitution, sa succession est un sujet tabou. A sa mort, le rôle-clé incombait au secrétaire général du Malawi Congress Party (M.C.P.). Est-ce par hasard si cette charge porte malheur à ses titulaires ? En sept ans, quatre d'entre eux - MM. Aleke Banda, Nqumayo, Muluzi et Mateenje - sont morts ou tombés de leur piédestal. Au Malawi, mieux vaut ne pas se voir en dauphin, ni être tenu pour tel.

An prix de quelques signées politiques, le docteur Banda, symbole incontestable de l'unité nationale, se targue d'incarner un régime stable, oasis de calme dans une région si fiévreuse. Dirigé d'une main ferme et souvent lourde, le Malawi connaît, il est vrai, la tranquillité publique et la paix sociale, ignore les déchirements ethniques et les luttes religieuses (hormis la notable exception, dans les années 1970, des Témoins de Jéhovah, secte persécutée ici comme ailleurs en Afrique).

L'actuelle dureté du régime fut-il inspiré ou mis en œuvre par les deux plus influents personnages du sérail : l'« hôte officiel », Cecilia Kadzimir, compagne du président depuis un quart de siècle, et son oncle, M. John Tembo, l'immuable gouverneur de la banque centrale ? Le clan Tembo-Kadzimir a-t-il renforcé son emprise au point d'imposer ses choix à un vieillard fatigué ? S'agit-il au contraire d'un acte d'autorité pleinement voulu et assumé par le docteur Banda ? La « guerre de succession » risque-t-elle, si tardive l'échéance, de

dégénérer en des querelles intestines plus sanglantes ? Telles sont les principales inconnues, en ces temps troubles. En attendant, M. Kamuzu Banda continue de monopoliser l'avant-scène. Fort de sa légitimité multiple, il est sans doute le dernier dictateur charismatique du continent, condamné pour ce qui lui reste de vie à mériter la confiance et le respect de son peuple. Il demeure avant tout le père de la nation, le messie qui, rentré au pays après une si longue absence, arracha l'indépendance à un colonisateur d'ailleurs largement consentant, le héros libérateur annoncé quarante ans plus tôt par Chilimbwe, ce prophète révolté.

« Celui qui sait mieux »

Il est souvent le « faiseur de pluie » héritier de la tradition zoulou, le chef coutumier suprême, détenteur des emblèmes tribaux : le sceptre, la peau de civette et le chasse-mouches en poil de singe blanc. L'absence d'élites avant l'indépendance, la soumission anec-

dotiques fonctionnaires ne peuvent en même temps appartenir à la hiérarchie du M.C.P. Le peuple fait confiance au président pour châtier l'incompétence ou la malhonnêteté des puissants. Malheur à celui qui, si grand qu'il soit, oublie l'un des quatre principes composant la devise du M.C.P. : « Unité, loyauté, obéissance et discipline ». L'exclusion du parti, sanction suprême réservée au président, tombe alors comme un couperet.

Le responsable public perd aussitôt ses fonctions publiques et ses droits civiques. Privé de la carte du parti, véritable passeport, il s'en retourne au village natal, où, comme dans la Rome antique, il fait figure de prosaïte et peut, à l'extrême, se voir interdire l'accès au marché où à la fontaine commune. Surtout, la sanction entraîne *ipso facto* la privation du pouvoir économique, privilège d'une minuscule élite favorisée par des relations de patronage. Le spectre de cette déchéance représente une puissante arme de dissuasion et incite tout naturellement au loyalisme. Les exclus du M.C.P. seraient aujourd'hui quelques centaines. Après sa chute, M. Muluzi, ancien secrétaire général du M.C.P., ouvrit une petite boutique de quincaillerie.

La toute-puissance du parti permet d'en faire le meilleur outil au service du développement. Agent économique omniprésent, le M.C.P. diffuse vers la base les consignes du pouvoir : « Semez dès maintenant, diversifiez les cultures, inscrivez vos enfants à l'école... » Le parti s'appuie sur plusieurs organisations de masse : Ligue des femmes, Ligue de la jeunesse et surtout Jeunes Pionniers. Ce dernier mouvement fut conçu à l'origine comme le fer de lance du développement rural. Formé par des techniciens israéliens spécialistes du kibboutz, les Pionniers mirent en valeur les terres encore disponibles. Mais la loi fit bientôt de ces jeunes en chapeaux, choisis par M. Banda, une milice parapartout jouissant souvent de l'impunité. L'armée et la police, par exemple, n'ont pas le droit d'arrêter un Jeune Pionnier sans l'autorisation expresse du président. Depuis quelques années, ces militants zélés semblent cependant mieux tenus en laisse.

A la mort de M. Banda, la convention du parti - quelque sept cent cinquante « grands électeurs » - désignera un successeur pour cinq ans. Elle devrait en fait se contenter d'entériner le choix soumis à son aise par un comité de trois membres dirigé par le secrétaire général du M.C.P. Depuis la disparition de Dick Mateenje, ce poste-clé reste vacant. Le « système Banda » survivra-t-il à son fondateur ? Comme dans tout régime ultra-personnalisé, la solidité des institutions est incertaine. Les appétits et les ambitions contenues par une main de fer pendant un quart de siècle s'agitent désormais dans le champ libre.

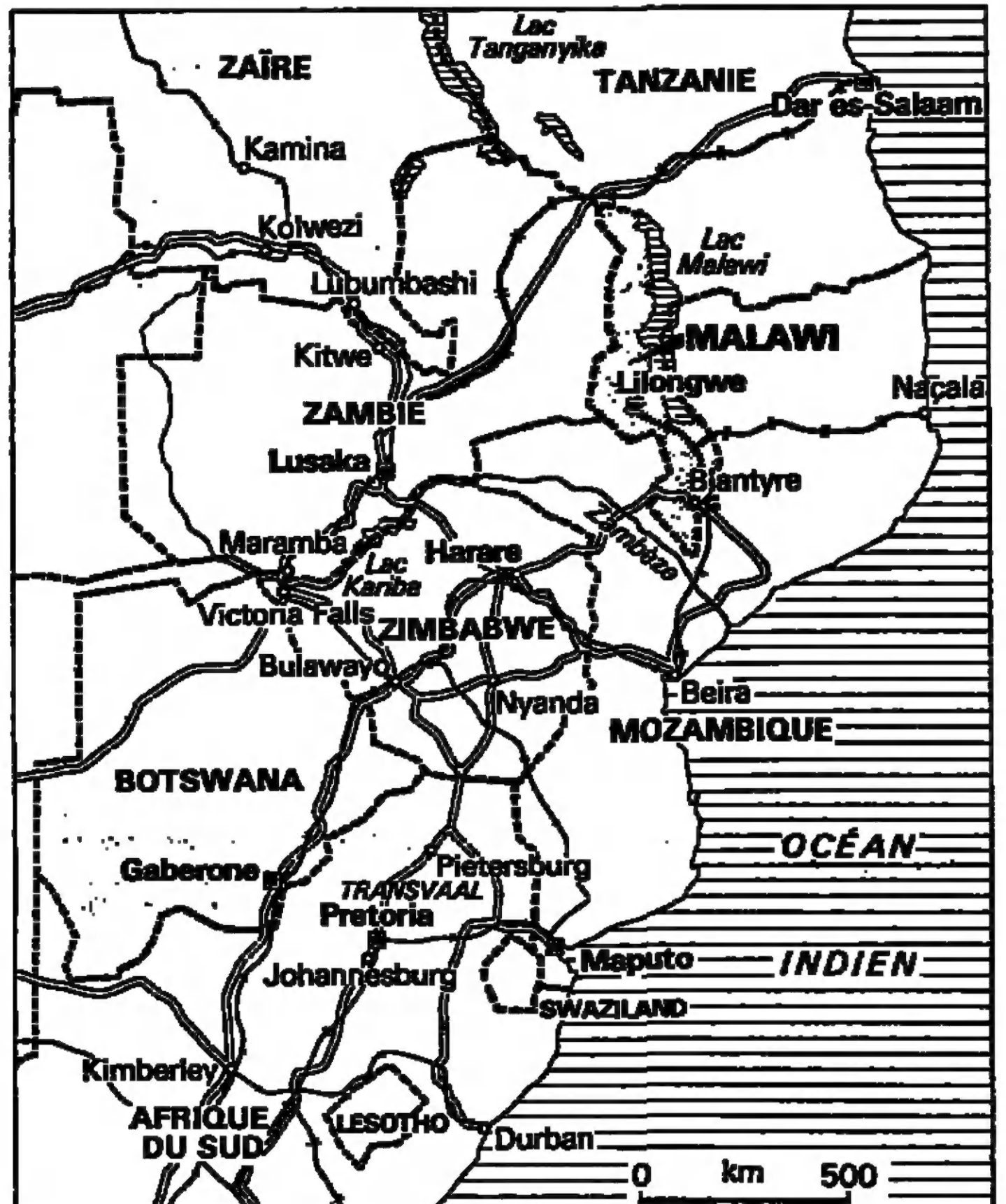
On risque d'assister à un conflit aigu entre les proches du président, soucieux de perpétuer le système à leur profit et une génération montante de fonctionnaires, fière de ses diplômes et de ses compétences, et plus ouverte au monde extérieur. L'opposition en exil est-elle en mesure, par l'agitation politique, voire l'intervention militaire, d'empêcher le cours des choses ? Les quatre mouvements d'opposition tentent pour l'instant de surmonter leurs divisions idéologiques et de nouer une alliance contre l'ennemi commun (3). Mais le prestige de leurs chefs auprès des jeunes Malawiens est douteux. Si l'on en juge en tout cas par l'intensité des luttes de sérail à l'intérieur et l'insouciance nouvelle des exilés, l'ère de l'« après-Banda » est ouverte.

Le couperet !

Inutile de développer une police quand on dispose, comme M. Banda, d'un parti tentaculaire, incomparable instrument de contrôle et d'information, dont l'efficacité fait, d'ailleurs, l'admiration de M. Samora Machel, son homologue mozambicain et marxiste (la Constitution du M.C.P. soit dit en passant, fut l'œuvre de jeunes progressistes qui entouraient le « Ngwazi » au début des années 60). Archétype du parti de masse, le M.C.P. rassemble la quasi-totalité des Malawiens adultes, soit plus de 2,5 millions de personnes qui, dans leurs réunions de cellules, arborescent sur la poitrine l'effigie du président, votent à main levée et ont l'illusion de prendre leur part d'un pouvoir collectif. L'idéologie y est courte, mais la pression sociale irrésistible.

Le M.C.P. possède un réseau d'informateurs sans égal sur le continent. Si la délation est un devoir civique, les autorités mettent régulièrement en garde les militants zélés contre la tentation des lettres anonymes. Plaintes et rapports sur la vie publique et privée suivent la voie hiérarchique, de la cellule au comité national exécutif. Le président de cellule, fût-il petit employé ou simple paysan, ne craint pas de dénoncer les abus de pouvoir d'un haut fonctionnaire. La transparence du système renforce ainsi son efficacité.

Dans la vie quotidienne, les activités de l'Etat et du parti sont étroitement imbriquées. Pourtant, les



trale à l'autorité et la forte empreinte laissée par l'enseignement missionnaire - notamment écossais - sur une société déjà conservatrice, avaient favorisé l'accapement du pouvoir par cet homme au tempérament dominateur. Mais il se souciait en outre d'enrichir son influence en faisant de la paysannerie malawite sa meilleure alliée. Chaque année, on le voit, en chapeau melon et costume trois pièces, inspecter minutieusement les récoltes.

C'est peu dire que le régime est personnelisé. Outre la présidence, le « Ngwazi » cumule six ministères. Court-circuitant à son gré les hommes et les institutions, il a toujours maintenu avec les paysans un contact personnel qui contribuait à l'essor de sa popularité. Son pouvoir emprunte au despotisme, plus ou moins éclairé, et au paternalisme envahissant. Soignant son image de patriarche expérimenté, il étudie aujourd'hui encore le moindre dossier et décide de tout. N'est-il pas, selon le slogan officiel, « celui qui sait mieux » ?

Pour ministres, il veut de bons élèves, assidus et obéissants. A propos des jeunes nationalistes qui avaient fait appel à lui et qu'il appelait « mes garçons », il lançait dès 1961 : « Je leur parle comme à des enfants, et ils se taisent ». Ce ton descendant alimentait bien des amertumes et des malentendus entre le « Ngwazi » et ses collaborateurs successifs. M. Kamuzu Banda se définissait comme « un dictateur choisi par le peuple et qui agit avec son consentement ». Quand il prend ses vacances annuelles en Angleterre, toute la machine administrative est grippée.

Aucune liberté politique classique - droit de réunion, d'association ou d'expression - n'existe au Malawi en dehors du parti unique. Toute critique du gouvernement est un délit, toute attaque contre le président, un crime. La trahison est passible de la peine de mort. Ce n'est pas forcément un acte, mais seulement, selon M. Banda, « la pensée exprimée à haute voix de renverser le gouvernement par la force ». D'après une loi datant de 1973, « toute personne livrant de fausses informations à des journalistes étrangers » risque la prison à vie. Le Malawi n'est pas le paradis des éboueurs.

Zimbabwe

M. Nkomo rentre à Harare

M. Joshua Nkomo, chef de l'opposition au Zimbabwe, a annoncé qu'il rentrerait dans son pays le lundi 15 août après cinq mois d'exil volontaire en Grande-Bretagne et qu'il participerait à la séance du Parlement mercredi.

Ancien allié du premier ministre, M. Robert Mugabe, pendant la guerre d'indépendance de la Rhodésie, M. Nkomo avait fui le Zimbabwe en mars après une attaque contre son domicile (le Monde du 10 mars). Il affirmait que M. Mugabe complottait contre sa vie. Son retour devrait lui permettre de se justifier devant le Parlement. Le gouvernement avait déposé une résolution proposant qu'il soit destitué de son siège de député.

Selon l'hebdomadaire britannique Mail on Sunday, M. Nkomo a échangé une correspondance secrète avec M. Mugabe dans laquelle il se dit prêt à « avec qui que ce soit » pour mettre fin à la violence que connaît le Matabeleland, sa province d'origine et son fief politique. Quand les événements m'ont fait fuir mon pays, j'ai bien dit que je ne parlais pas seulement pour ma propre survie. J'ai profité de cette absence forcée pour concevoir les moyens de résoudre les problèmes de mon pays », a ajouté M. Nkomo. - (Reuters).

AMÉRIQUES

Chili

La presse et le gouvernement évoquent l'hypothèse d'une guerre civile

Les affrontements auraient fait officiellement 24 morts

Santiago (A.F.P., A.P.). - L'hypothèse d'une guerre civile est évoquée au Chili après les violents incidents qui se sont produits pendant trois jours à Santiago et dans d'autres villes du pays. « Nous voyons renaître le spectre lointain des affrontements entre Chiliens », écrit le quotidien El Mercurio. « La pire chose qui puisse arriver au Chili est que nous soyons confrontés à une guerre civile », a déclaré de son côté le nouveau ministre de l'Intérieur, également chef du gouvernement, M. Sergio Onofre Jarpa.

Sept personnes ont été tuées, dans la nuit de vendredi à samedi, au cours de bagarres entre manifestants et forces de l'ordre, dans plusieurs quartiers pauvres de Santiago, a indiqué le secrétaire général du gouvernement, M. Alfonso Marquez de La Plaza. Le bilan officiel fait état de vingt-quatre morts, de dizaines de blessés et de plus de mille cinquante arrestations depuis le jeudi 11 août. Selon un bilan non officiel, il y aurait eu, en fait, vingt-sept morts.

De nouveaux heurts se sont produits samedi et dimanche à l'occasion des obsèques des victimes. Les plus violents ont eu lieu dans un cimetière municipal, au sud-ouest de la capitale. Une grande partie des six cents personnes présentes ont lancé des pierres contre les forces de l'ordre, qui ont répliqué avec des grenades lacrymogènes. Les affrontements se sont poursuivis dans les bidonvilles alentours.

La police est intervenue également au cours d'une autre procession funéraire, et a arrêté un prêtre irlandais, le Père Liam Holohan, qui prenait des photos. Celui-ci a déclaré, après avoir été libéré, qu'il avait été frappé.

Il est clair que ce sont des groupes de provocateurs profession-

nels qui ont agi », a déclaré le secrétaire général du gouvernement lors d'une conférence de presse. Le quotidien El Mercurio, favorable au régime, a exprimé certaines réserves samedi sur la manière dont la répression a été conduite en parlant des « inquiétudes de certains qui craignent que les soldats - dont un grand nombre de conscrits - ne soient pas nécessairement les plus aptes à remplir une mission qui n'est pas propre aux forces armées ».

Dans le même quotidien, M. Sergio Onofre, qui a pris ses fonctions le jour même de la protestation nationale, a donné des précisions sur les projets politiques du gouvernement : les Chiliens seront appelés avant 1990 à voter un retour à la démocratie en adoptant une réforme constitutionnelle.

« Je ne peux pas assurer la date, mais le Chili aura un parlement élu avant 1990 », a-t-il affirmé. M. Onofre a annoncé également l'étude d'un projet autorisant le retour des exilés politiques dont le nombre varie, selon les estimations, entre 70.000 et 200.000.

Le président de la République italienne, M. Pertini, a envoyé samedi 13 août un message au secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, lui exprimant son indignation pour la répression exercée par le régime Pinochet et lui demandant que l'O.N.U. manifeste dans les délais les plus brefs sa condamnation du gouvernement chilien. De son côté, M. Andreotti, ministre des affaires étrangères, a proposé que soit examinée la possibilité d'une démarche conjointe des chancelleries des pays de la Communauté européenne à Santiago. L'Italie est le seul pays européen à avoir rappelé depuis plusieurs années son ambassadeur au Chili en signe de protestation. (Corresp.).

Nicaragua

SELON DES RÉVÉLATIONS A « EL PAIS »

Somoza aurait été assassiné par neuf anciens guérilleros argentins

De notre correspondant

Madrid. - C'est un commando de neuf Argentins, anciens membres de la guérilla dans leur pays et ayant pour la plupart combattu au Nicaragua aux côtés des sandinistes, qui a assassiné le 17 septembre 1980, à Asuncion, au Paraguay, l'ancien dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza.

C'est ce qu'affirme, dans une longue entrevue réalisée « quelque part au Paraguay » et publiée le dimanche 14 août par le quotidien madrilène El Pais, le chef de ce commando, M. Enrique Haroldo Goriaran.

M. Goriaran, âgé de quarante et un ans, a été l'un des fondateurs, en 1970, en Argentine, du mouvement de guérilla de tendance trotskiste E.R.P. (Armée révolutionnaire du peuple). Il a combattu par la suite au Nicaragua avec les sandinistes sur le front sud, contre le régime de Somoza.

Depuis ses révélations, les préparatifs de l'attentat ont commencé au début de 1980 et ont été menés sans la collaboration des nouvelles autorités nicaraguayennes. Deux membres du commando ont d'abord repéré le domicile de Somoza à Asuncion. Leurs compagnons ont pénétré séparément au Paraguay à partir du mois d'avril.

Le petit groupe a observé pendant trois mois les allées et venues de l'ancien dictateur. En août, un des conjurés a loué une villa sur l'avenue d'Espagne (que Somoza empruntait pour se rendre dans le centre de la ville) en se faisant passer pour le représentant de Julio Iglesias, censé venir participer au tournage d'un film au Paraguay.

Au moment où la voiture de Somoza est passée devant la villa, suivie d'un véhicule d'escorte, une camionnette est sortie du garage et a bloqué le passage. Un autre membre du commando a tiré sur la lance-grenades sur l'autonomie du président déchu, mais l'engin s'est enrayé. M. Goriaran, alors, a tiré avec un fusil jusqu'à ce que le lance-grenades se débloque et fasse mouche au premier coup.

Après un échange de tirs avec les gardes du corps de Somoza, le commando a pris la fuite dans la camionnette... qui est tombée en panne quelques dizaines de mètres plus loin. Les fuyitifs ont intercepté une autre voiture et se sont dispersés rapidement dans la ville. L'un d'entre eux, M. Hugo Irujo, a été arrêté et assassiné le lendemain par la po-

lice paraguayenne. Les autres ont réussi à quitter clandestinement le pays par la route ou par le fleuve.

Trois ans après les faits, M. Goriaran affirme qu'il s'est décidé pour la première fois à parler « parce qu'au moment où les agressions contre le Nicaragua se multiplient et où les forces armées argentines s'y associent il est bon de montrer qu'il y a eu des démentis des Argentins, malgré la dictature, combattant du côté de ceux qui veulent préserver leur indépendance ». - Th. M.

LE PRÉSIDENT REAGAN SUT « DE PRÈS » L'AFFAIRE DU JEUNE SOVIÉTIQUE QUI REFUSE DE RENTRER EN U.R.S.S.

Washington (A.F.P.). - L'affaire du fils du premier secrétaire de l'Ambassade soviétique à Washington, qui a écrit au président Reagan pour lui demander de rester aux Etats-Unis, a pris un cours du week-end des proportions d'un incident diplomatique (le Monde du 13 août). L'U.R.S.S. a refusé samedi 13 août que les autorités américaines interrogent le jeune Andreï Berezhkov, âgé de seize ans, pour se rendre compte de ses intentions. Le F.B.I. surveille les accès du bloc résidentiel de l'ambassade soviétique, où se trouverait toujours le jeune homme, et la police des frontières a reçu l'ordre de ne pas laisser celui-ci quitter le pays.

L'un des principaux conseillers du président Reagan, M. Edwin Meese, qui a qualifié la situation de « très délicate », a déclaré que les autorités américaines continueraient d'insister pour avoir un entretien avec Andreï Berezhkov. Le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Larry Speakes, a indiqué de son côté à El Paso (Texas), où se trouve M. Reagan, que celui-ci suivait l'affaire de près et que le cas du jeune homme faisait l'objet de conversations entre Moscou et Washington.

L'ambassade soviétique a contre-attaqué en accusant le F.B.I. d'avoir retenu pendant quinze minutes le fils d'un correspondant de l'agence Tass à Washington, Vyacheslav Kouharenko, qui rentrerait avec sa famille en U.R.S.S. Selon un porte-parole soviétique, ce n'est qu'après que le jeune homme, âgé de quinze ans, ait affirmé qu'il souhaitait revenir chez lui qu'il a été autorisé à monter dans l'avion avec ses parents.

ASIE

Pakistan

Plusieurs centaines d'arrestations pour la première journée de « désobéissance civile »

Islamabad. - Des milliers de personnes ont participé à la première journée de « désobéissance civile » au Pakistan. Plusieurs centaines ont été arrêtées.

Plusieurs centaines d'arrestations ont été effectuées à Islamabad, Lahore et Karachi. Les manifestants ont refusé de payer les impôts et de travailler.

Le mouvement a été lancé par le parti Awami, qui réclame la démocratie et la fin de la dictature militaire.

Le gouvernement a déclaré que les arrestations étaient nécessaires pour maintenir l'ordre public.

Le mouvement de désobéissance civile a continué dans d'autres villes du Pakistan.

Le mouvement a été soutenu par de nombreux intellectuels et artistes.

Le mouvement a été condamné par le régime militaire.

Le mouvement a été réprimé par la police.

Le mouvement a été réprimé par la police.

Le mouvement a été réprimé par la police.

Le mouvement a été réprimé par la police.

Le mouvement a été réprimé par la police.

Le mouvement a été réprimé par la police.

Le mouvement a été réprimé par la police.

Le mouvement a été réprimé par la police.

La presse et le gouvernement évoquent l'hypothèse d'une guerre civile

Les affrontements auraient fait officiellement 24 morts

Santiago (A.F.P., A.P.). - L'hypothèse d'une guerre civile au Chili est évoquée par la presse chilienne depuis quelques jours. L'opposition et le gouvernement ont tenu à préciser que l'hypothèse d'une guerre civile n'est pas une hypothèse. Les affrontements ont fait officiellement 24 morts.

Les affrontements ont fait officiellement 24 morts. Les affrontements ont fait officiellement 24 morts.

Les affrontements ont fait officiellement 24 morts. Les affrontements ont fait officiellement 24 morts.

Nicaragua

SELON DES RÉVÉLATIONS A L'ÉTRANGER

Somoza aurait été assassiné par neuf anciens guerilleros argentins

De notre correspondant

Managua. - L'ancien président du Nicaragua, Anastasio Somoza Debayle, a été assassiné le 21 septembre 1983. Selon des révélations faites à l'étranger, Somoza aurait été assassiné par neuf anciens guerilleros argentins.

Le président Reagan a dit de près l'affaire jeune soviétique qui refuse de rentrer en URSS.

Le président Reagan a dit de près l'affaire jeune soviétique qui refuse de rentrer en URSS.

Le président Reagan a dit de près l'affaire jeune soviétique qui refuse de rentrer en URSS.

Le président Reagan a dit de près l'affaire jeune soviétique qui refuse de rentrer en URSS.

Le président Reagan a dit de près l'affaire jeune soviétique qui refuse de rentrer en URSS.

Le président Reagan a dit de près l'affaire jeune soviétique qui refuse de rentrer en URSS.

Le président Reagan a dit de près l'affaire jeune soviétique qui refuse de rentrer en URSS.

Pakistan

Plusieurs centaines d'arrestations pour la première journée de « désobéissance civile »

Islamabad (A.F.P.). - Plusieurs centaines d'opposants au régime militaire du général Zia Ul Haq ont été arrêtés dimanche 14 août au Pakistan, où des milliers de personnes ont défilé dans les rues à l'occasion de la première journée de la campagne de désobéissance civile lancée par le Mouvement pour la restauration de la démocratie (M.R.D.).

A Karachi, la plus grande ville du pays, plus de vingt mille personnes ont manifesté dans les jardins du mausolée de Mohammad Ali Jinnah, fondateur de la nation, aux côtés des principaux responsables du M.R.D. (qui regroupent huit partis politiques d'opposition, tous interdits, dont le Parti du peuple pakistanais de l'ex-premier ministre Ali Bhutto). Les manifestants ont dénoncé les « fausses promesses » du

Sri-Lanka

LES TAMOULS POURRAIENT NÉGOCIER AVEC LE GOUVERNEMENT DE COLOMBO PAR L'INTERMÉDIAIRE DE NEW-DELHI

New-Delhi (Reuter). - M. Appapillai Amirthalingam, secrétaire général du principal parti tamoul sécessionniste, le Front uni de libération tamoul (TULF), a déclaré, dimanche 14 août à New-Delhi, que sa formation envisageait de revenir sur son refus de négocier avec le gouvernement de Colombo. Il a fait cette déclaration à la presse à son arrivée dans la capitale indienne, où il doit s'entretenir des problèmes intercommunautaires de l'île avec le premier ministre, M. Indira Gandhi.

M. Amirthalingam a jugé possible que le TULF engage des pourparlers maintenant que l'Inde a entrepris une médiation entre le gouvernement de Sri-Lanka et la minorité tamoule. Les États du sud de l'Inde avaient fait pression sur M. Gandhi pour l'amener à défendre la cause des Tamouls auprès de Colombo. Vendredi, elle annonçait avoir offert ses bons offices dans la recherche d'une solution politique du problème tamoul. Selon M. Amirthalingam, dont la parti a été mis hors la loi par le Parlement cinghalais, les violences intercommunautaires auraient fait deux mille morts chez les Tamouls sri-lankais.

Pologne

Des milliers de partisans de Solidarité ont manifesté à Gdansk

Gdansk (A.F.P., U.P.I.). - M. Lech Walesa a reçu, samedi 13 août, un accueil enthousiaste de la part de plusieurs milliers d'habitants de l'ancienne cité hanseatique venus assister à une veillée de prières pour commémorer le déclenchement des grandes grèves d'août 1980 qui se soldèrent par la création du syndicat indépendant Solidarité, aujourd'hui hors la loi.

Au cours de la messe, le Père Jerzy Popieluszko, aumônier des aciéries de la capitale Huta Warszawa, venu de Varsovie pour marquer son soutien aux travailleurs des chantiers navals du littoral, a affirmé que les dirigeants du pays avaient « gâché une chance qui s'offrait pour parvenir à une véritable entente nationale » en « promettant une amnistie partielle ».

Menace de grèves « à l'italienne »

Le lendemain, après la messe du matin, plusieurs milliers de personnes sont descendues dans les rues se dirigeant vers les chantiers navals en criant le nom de Lech Walesa.

Les forces de l'ordre, qui avaient bouclé toutes les voies d'accès au monument à la mémoire des victimes des révoltes ouvrières de décembre 1970 situé à l'entrée des chantiers navals, ont repoussé la foule et procédé à de nombreux contrôles d'identité.

Une véritable mise en demeure a été adressée au gouvernement par la commission Solidarité des chantiers navals Lénine. Datée simplement d'août 1983, elle « enjoint aux autorités de la Pologne populaire d'ouvrir, d'ici au 22 août, des négociations avec M. Lech Walesa et ses conseillers, sous l'arbitrage de l'épiscopat polonais ».

Faute de quoi, la commission envisage d'organiser « les travailleurs du littoral et de toute la Pologne à simuler le travail (grèves perçues, dites à l'italienne) du 23 au 31 août et à organiser d'autres actions de protestation ».

Italie

Les débats préalables à l'investiture du gouvernement ont été marqués par la polémique P.C.-P.S.

De notre correspondant

Rome. - Le débat parlementaire qui a précédé le vote de confiance de la Chambre des députés (361 voix pour, 243 contre) puis du Sénat (185 voix pour et 120 contre) au gouvernement Craxi a été dominé par la polémique entre socialistes et communistes.

Si le débat au Sénat a été principalement consacré le samedi 13 août, celui de la Chambre des députés avait été beaucoup plus vif et s'était achevé vendredi à une heure avancée de la nuit. La coalition gouvernementale en sort cependant apparemment renforcée.

Dans son dernier discours devant les députés, M. Craxi est apparu très résolu et n'a cherché en rien à esquiver les attaques des communistes. Pour ces derniers, le ton et les propos de M. Craxi, parfois « provocateurs », confirment que le président du conseil est l'usage de sa majorité. En revanche, l'organe de la démocratie chrétienne qualifie de « réaliste et responsable » le discours du chef du gouvernement. Il

semble en fait que le P.S.I., qui, au cours de ces dernières années, a mené un jeu pondéré entre D.C. et P.C., a, cette fois, choisi son camp.

C'est essentiellement en matière de politique étrangère que les accords P.C.-P.S. ont été les plus vifs. Les déclarations de M. Craxi selon lesquelles la « démonstration de force » de la marine américaine au large du Nicaragua n'est pas comparable à l'invasion soviétique en Afghanistan (« qui a coûté des centaines de milliers de vies humaines ») ont provoqué un brouhaha sur les bords des communistes, tandis que les députés du P.S.I. ripostaient au cri de « stalinistes ! ».

Sur la question des missiles et des négociations de Genève, les communistes ont accusé M. Craxi d'être en contradiction avec lui-même, étant en même temps favorable à l'installation des missiles Cruise à Cosimo et à la négociation. M. Craxi a réaf-

firmé sa confiance dans les négociations de Genève et ajouté : « Etant donné que nous avons devant nous une période de quatre ans pour l'application intégrale du programme prévu, il y a et il y aura le temps nécessaire pour négocier ».

Je sens réémerger les menaces d'excommunication », a déclaré ensuite M. Craxi, accusant les communistes de faire la même erreur qu'il y a vingt ans à l'égard des gouvernements de centre gauche.

Tant au sein du P.S. que du P.C., certains courants tendent pourtant à minimiser l'ampleur de la polémique. Du côté socialiste, certains veulent à ce que leur parti ne soit pas effectivement prisonnier de ses partenaires de coalition. Dans les rangs du P.C., le courant qui se reconnaît en M. Napolitano, président du groupe parlementaire, plus nuancé vis-à-vis du P.S.I. que M. Berlinguer, estime qu'il faut juger le cabinet Craxi « non pas sur des formules mais sur des faits ».

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN, M. Enrico Berlinguer, était attendu, ce lundi 15 août à Pékin, pour une visite de deux semaines en Chine. Après un voyage privé avec sa famille en province, M. Berlinguer, qui était venu en Chine il y a trois ans pour normaliser les relations de Pékin et du P.C.I., doit avoir dans la capitale des entretiens politiques. - (A.F.P.)

Etats-Unis

LES ÉTATS D'AMÉRIQUE DU NORD, M. SHULTZ. - Le secrétaire d'Etat, « exaspéré et mécontent » se serait plaint auprès du président Reagan, il y a deux semaines, que des décisions importantes de politique étrangère aient été prises sans lui, et se serait dit prêt à « rentrer en Californie », écrit le magazine Newsweek dans son édition publiée ce lundi 15 août. Le colère de M. Shultz aurait été notamment provoquée par l'ampleur

Iran

vingt-deux personnes ont été tuées, et environ deux cents autres, blessées samedi matin 13 août, lorsque les forces iraniennes ont tiré deux missiles sur la ville d'Andimchek, près de Dezfool, au Khouzistan. - (A.F.P.)

Haute-Volta

REOUVERTURE DES FRONTIÈRES. - Les points de passage avec les pays voisins ont commencé à rouvrir dimanche 14 août à la suite de la réouverture des frontières. Celles-ci avaient été fermées dans la nuit du 4 au 5 août lors de la prise du pouvoir par le capitaine Thomas Sankara. L'évacuation des touristes bloqués dans le pays depuis le coup d'Etat a commencé par le vol des avions. Des appareils de la compagnie charter Le Point de Mulhouse sont arrivés à Lyon vendredi venant de Ouagadougou et des appareils d'U.T.A. et d'Air Afrique y étaient attendus incessamment. - (A.F.P.)

Israël

LES SUITES DU MASSACRE DE SABRA-SHATILA. - Le général Yehoshoua Saguy, ancien chef des renseignements militaires de l'armée israélienne, a annoncé le 14 août qu'il quittait le service actif de l'armée israélienne. Le général Saguy avait été mis en cause pour son « inaction » face aux massacres de Sabra et Shatila par la commission Kahane, et avait démissionné de la direction des renseignements militaires le 28 février. Par la suite, l'état-major israélien lui avait proposé de prendre la direction de l'école supérieure de guerre. Le général Saguy avait accepté cette proposition, puis s'était rétracté. - (A.F.P.)

Le Monde

politique

LE SILENCE DES INTELLECTUELS DE GAUCHE

Les bruits du porte-parole

Les mots d'un manuel de droite

(Suite de la première page.)

Attribuer, comme s'y essaye le silence de la gauche intellectuelle à ses déboires idéologiques, ou à l'assoupissement des contestataires soixante-huitards dans le confort bourgeois, ne manque pas d'exactitude. Compromis avec trois ou quatre des plus sanglantes dictatures de l'histoire moderne, le marxisme condamne ses adeptes au mutisme ou à légaliser. Difficile d'avoir en ce cas, « l'homme est, pour l'homme, l'être suprême » pour ne plus l'apercevoir qu'à travers une plus de sang. Quand à l'installation des anciens agités de Nanterre dans de molles carrières, elle montre qu'ils ne désertaient pas autant qu'ils le prétendaient cet univers consommateur si propice à leur promotion.

En même temps qu'elle s'évapore devant le Goulag ou se reconstruit dans le commerce, l'Utopie découvre un monde bien compliqué pour son esprit simple. M. le Porte-Parole en signale un peu l'existence lorsqu'il évoque en quatre mots - quatre ! - « l'émiettement de la société » comme une cause partielle du désastre. Et si c'était la principale ?

Quand MM. Sartre, François Mauriac, Jean-Jacques Servan-Scriber, Claude Bourdet, Jean Danier et quelques autres militaient pour l'indépendance algérienne, leurs campagnes contre l'armée, les tortures, les responsables politiques, ceux qu'ils nommaient « les ultras » convergèrent vers un mot-symbole : colonialisme. Durant des dizaines d'années, le communisme mobilisa parallèlement des tréfonds d'abstraction contre un ennemi lui aussi très identifiable : le capitalisme.

En 1983, les passions ne se fixent plus sur des principes aussi

aisément définissables. Le chômage, l'opposition giscard-chiracienne, la hausse des taux d'intérêts aux Etats-Unis, les missiles russes, la Pologne, les voyages de M. Georges Marchais à Moscou, la communauté européenne, les légions espagnoles et les vins italiens, le deutchmark, pour ne rien dire de l'insécurité ni des mégascopes japonais, conditionnent l'avenir politique sans qu'il soit possible de ramener leurs influences complexes à une seule explication.

Avec un robuste optimisme, ou une belle dose de mauvaise foi, certains orateurs de la majorité condensent tous ces embarras dans une formule magique. Elle se résume en deux syllabes claquantes pourvu qu'elles se coussent plus qu'elles ne se prononcent, et contiennent alors toute l'abomination du scandale public : la droite. Hé ! oui, la droite... Lancez-donc ce mot-là, furieusement, comme eux, et vous entendrez peut-être à votre tour des corbeaux dans le ciel ! Triste labeur pour l'intelligence.

Cette fétiche droite, c'est pourtant vrai qu'elle existe. Mais réduite à une incantation conjuratoire, son nom vaut liquide comme un rien les autres difficultés de l'époque. Il suffit de parler d'elle pour ne plus les voir. M. le porte-parole pratique cet étrange exercice lorsqu'il annonce qu'en 1981, les élections présidentielles et législatives assurèrent « paradoxalement » une « victoire idéologique » remarquable aux adversaires de François Mitterrand. « Le phénomène n'a d'ailleurs rien d'inédit », ajoute-t-il en guise de preuve. 1789 survint quand le mouvement des Lumières était battu en brèche. Par qui, par quoi, M. le Porte-Parole ? Il

faudrait tout ignorer du dix-huitième siècle pour déformer ainsi l'histoire. Mais, justement, l'incantation anti-droitière autorise tous les abus.

De gauche, également, fidèle au marxisme du Livre contre celui de l'expérience, M. Henri Lefebvre en donne la confirmation, dans sa réponse à M. Max Gallo (1), lorsqu'il porte un jugement tout contraire sur cette droite où, pour lui, « personne n'a la taille, la consistance, l'emvergure qui mériteraient une réfutation ». D'accord sur les principes essentiels de la coalition gouvernementale, les deux hommes se séparent complètement sur la nature de l'opposition, et leurs divergences révèlent à quels dévergondages se sujet-l'entraîne la gauche philosophe.

Dans sa fantasmagorie intérieure, le recours à la droite libère les incohérences de son inconscient. A la fois terrible et pitoyable, ingénieuse et idiote, dépensière et sordide, inexistante ou omniprésente « la droite » autorise tous les arguments possibles s'ils servent la bonne cause. Mais à cette école de haute fantaisie, la gauche a fini par perdre la notion du juste, et cette infirmité s'étend aux autres sujets qu'elle examine.

Ostracisme

« L'émiettement de la société », entrevu par M. Max Gallo, voue les destinataires de sa mercenaire au mutisme bien davantage qu'une quelconque rennaissance de la droite idéologique. Dans un univers quotidiennement rempli de rumeurs tragiques, la prolifération des nouvelles réduit à rien l'analyse et déconcentre le commentaire. Grande préteresse des médias. M. Christine Okrent expliquait, cet hiver : « le temps coûte cher à la télévision » (2). Pas assez pour interdire

l'antenne à ces témoins de hasard ramassés dans la rue pour bredouiller trois mots sur un fait divers. Mais toujours suffisamment pour exclure ces représentants d'une culture « littéraire », trop respectueuse « du beau parler », pour reprendre quelques autres expressions significatives de la même zone, américains notamment. Nous, Français, qui aimerions réfléchir à notre avenir, ne trouverions-nous donc que des livres étrangers pour alimenter notre réflexion ?

Il est vrai que la tâche est difficile : « On ne peut marcher en regardant les étoiles quand on a un caillou dans son soulier », dit un proverbe chinois ; la crise est ce caillou qui nous oblige à un regard sur nos problèmes basement matériels : tenir le franc, financer nos déficits. Mon Dieu ! que tout cela est terre à terre et peu propice aux envolées lyriques !

GILBERT COMTE.

(1) Le Monde du 6 août 1983.
(2) Le Monde du 13 janvier 1983.

(Suite de la première page.)

Si eux ne le font pas, qu'on ne s'étonne pas de voir ce vide - dont la nature a horreur - comblé par les penseurs français de seconde zone de la « nouvelle droite », dont je me sens infiniment éloigné, ou par les intellectuels étrangers de première zone, américains notamment. Nous, Français, qui aimerions réfléchir à notre avenir, ne trouverions-nous donc que des livres étrangers pour alimenter notre réflexion ?

Il est vrai que la tâche est difficile : « On ne peut marcher en regardant les étoiles quand on a un caillou dans son soulier », dit un proverbe chinois ; la crise est ce caillou qui nous oblige à un regard sur nos problèmes basement matériels : tenir le franc, financer nos déficits. Mon Dieu ! que tout cela est terre à terre et peu propice aux envolées lyriques !

Attente du prince

Grave erreur ! Comme l'a montré Albert Cohen avec son immense génie, le vrai amour romantique est plus celui de Mangelou, regardant sa femme faire ses besoins sur son pot, que celui de Vronsky, débattant ses fadaïses à Anna Karénine. Ce qui est vrai de l'amour vaut aussi pour la philosophie : nous avons besoin pour demain d'une réflexion intellectuelle profondément ancrée sur le quotidien d'aujourd'hui. Dix ans de crise ont bouleversé la France, remis en cause la société industrielle plus que mai 68, répandu l'incertitude, l'inquiétude et l'angoisse : angoisse du terrorisme, angoisse du chômage, angoisse d'être. Qui écrira les Paroissiens de Palente de 1983 ? Qui saura répondre à ces investigations nouvelles ?

Croyez-moi, monsieur Gallo, les Français ne semblent être de droite ou de gauche que parce que les élections ne leur ont jusqu'ici pas proposé d'autre choix. Que vienne quelque un capable de tenir un langage nouveau sur l'avenir - et, à cet égard, le langage socialiste du pouvoir actuel est plus éculé que tout ce qu'on a entendu jusqu'ici - et l'on verra les forces vives et la jeunesse française se réveiller pour participer à la construction de cet avenir, dès lors qu'on leur en aura proposé un. Le silence des intellectuels et de beaucoup d'autres gens de gauche, de droite ou d'ailleurs n'est autre que le sommeil de la Belle au Bois dormant : il n'est qu'apparence, il n'est qu'attente du prince qui saura trouver les mots capables d'y mettre fin. Et, monsieur Gallo - autant vous faire une raison tout de suite, - ce prince ne sera pas François Mitterrand.

LIONEL STOLERU.

* Sur ce thème « Le silence des intellectuels de gauche », le Monde a publié, dans ses éditions du 26 juillet, un point de vue de M. Max Gallo ; du 27 et du 28 juillet, une enquête de Philippe Boggio ; du 29 juillet, un point de vue de M. Marc Riglet ; du 30 juillet, des points de vue de M. Jean-Pierre Bonnel, Jean Chesneau et Guy Sorman ; du 31 juillet, un article de Jacques Cellard ; du 1er août, un article d'Alfred Grosser et un billet d'Henri Guillemin ; du 2 août, des articles de Jean-Pierre Faye, Henri Lefebvre et Vercors ; du 3 août, un article de Claude J. Allègre ; du 4 août, de Catherine Clément, Jean Duvinage, Jean Guigueno et Jean-Edouard Hallier ; du 5 août, les articles de Léon Schwarzenberg, Madeleine Rebérioux et Paul Séran ; du 6 août, les articles de Julio Cortázar, Hélène Parmelin, Jean-Claude Barreau et d'Henry Chapier.

Le Monde

société

LE PÈLERINAGE DE JEAN-PAUL II A LOURDES

Accueilli dimanche 14 août, peu après 15 heures, à l'aéroport de Tarbes-Ossun par M. François Abadie, maire M.R.G. et ancien secrétaire d'Etat au tourisme, lui a souhaité la bienvenue.

Traversant la ville à bord de sa « papamobile », véhicule surmonté d'une cabine transparente et blindée, Jean-Paul II a gagné les sanctuaires où, agenouillé devant la grotte, il a prié puis bu l'eau de la source miraculeuse. Ensuite, répondant à Mgr Douze, évêque de Tarbes et de Lourdes, le pape a évoqué notre monde « où le sens même du péché a en partie disparu parce que le sens de Dieu se perd ».

Tarbes, le pape a rejoint en hélicoptère Lourdes, où M. François Abadie, maire M.R.G. et ancien secrétaire d'Etat au tourisme, lui a souhaité la bienvenue.

Traversant la ville à bord de sa « papamobile », véhicule surmonté d'une cabine transparente et blindée, Jean-Paul II a gagné les sanctuaires où, agenouillé devant la grotte, il a prié puis bu l'eau de la source miraculeuse. Ensuite, répondant à Mgr Douze, évêque de Tarbes et de Lourdes, le pape a évoqué notre monde « où le sens même du péché a en partie disparu parce que le sens de Dieu se perd ».

Après un dîner au chalet épiscopal, Jean-Paul II a conduit la procession aux flambeaux sur l'esplanade du Rosaire devant une foule estimée par les observateurs à moins de cent mille personnes, jusqu'à la basilique illuminée dont il a gravi à pied les rampes d'accès.

Temps fort de cette première journée du pèlerinage papal, l'allocution a été prononcée vers 22 h 30, face à la statue de la Vierge couronnée. Dans ce discours entrecoupé de prières et retransmis en Mon-

division, Jean-Paul II s'est adressé à tous ceux qui souffrent pour le nom du Christ.

Ce lundi matin, pour la grande messe de l'Assomption sur la prairie, Jean-Paul II a été acclamé par cent cinquante mille personnes environ selon les évaluations de la police. Pour cette célébration, la foule était nettement plus nombreuse que celle de dimanche dans les rues de la cité mariale et dans l'enceinte des sanctuaires, où on était loin des deux cent cinquante mille à trois cent mille pèlerins que sou-

Le spectacle de la foi

(Suite de la première page.)

Sur tout elles illustrent assez mal l'impact, sensible ce 14 août par sa qualité, de la rencontre du saint homme avec la sainte et l'immaculée Conception. Cent mille environ ? La foule est restée assez éloignée des normes de sucoés que le sanctuaire marial s'était imposées.

La moitié des présents seraient venus, de toute manière, avec ou sans Jean-Paul II, participer au pèlerinage national qui réunit, chaque

année à l'Assomption, près de soixante mille pèlerins. Parmi ceux-ci, des milliers d'Italiens, d'Espagnols et d'Anglais, certains pèlerins diocésains du troisième âge, et un millier de jeunes gens à cheveux rasés courts, en cravate et blazer bleu marine, en lisière d'intégrisme.

D'autres fidèles dans leur foi avaient favorisé le cent vingt-cinquième anniversaire des apparitions selon l'Eglise catholique à la grotte de Massabielle, ou encore le

cinquantième anniversaire de la béatification de Bernadette Soubirous (1933-1983), comme cet Irlandais à la bannière surchargée de médailles, infatigable arpenteur des lieux saints, « de Fatima à Saragossa, en passant par Lisieux », expliquait-il, dimanche matin, avec la fierté du poète égrenant ses champs de bataille. La venue du pape pour lui n'était qu'une bonne surprise de plus, « la marque d'un beau 15 août », une étape mémorable de son tour du monde des apparitions.

Les pèlerins, bien avant l'arrivée de Jean-Paul II à Lourdes en fin d'après-midi, sur le parcours pontifical, hors et dans l'enceinte du sanctuaire, ont d'ailleurs vite saisi le sens que l'évêque de Rome donnait à sa venue. « Il désire prier avec nous, c'est tout, dit une religieuse. Prendre sa force en même temps que nous la nôtre, faire pénitence, comme nous cherchons à nous purifier de nos péchés. » Un simple pèlerinage donc, prévu déjà en 1981 et retardé après l'attentat du 13 mai sur la place Saint-Pierre à Rome.

blanc cabote dans les allées, sur les rampes de la basilique, mais le danger, en termes de sécurité, ne s'efface pas. Comme si Jean-Paul II, allant d'un point à un autre du sanctuaire, consentait à un « bain de foule » de plusieurs heures.

La procession des flambeaux, surtout de la grotte à la prairie, de la prairie à la basilique, a fait passer dimanche soir de bien mauvais moments au service d'ordre. La « papamobile » roulait, cette fois, à pas d'escargot au milieu d'une marée humaine, insaisissable dans l'obscurité. Les formes des sanctuaires, les silhouettes des pèlerins, vacillaient à la lueur de plusieurs dizaines de milliers de cierges. Les policiers aux portes de l'enceinte avaient bien tenté de fouiller les sacs de certains fidèles. Mais les pèlerins avaient forcé les contrôles, flambeaux allumés, en chantant l'Ave Maria. « Un cordon de C.R.S. ne peut rien contre cela », devait constater un gradé, avant de se laisser porter avec ses hommes, désabusé, par le flot de la procession.

Une soirée délicate, donc. Mais aussi le temps fort, sans doute, du séjour à Lourdes du « pèlerin Jean-Paul II », le spectacle vu et vécu - le spectacle de la foi exprimée ensemble - d'un pèlerin comblé de joie à suivre ainsi le pape le long des allées. « Un Son et Lumière qui marquera les mémoires des croyants présents. Des plus simples, surtout, des plus pauvres - pour lesquels, expliquera le pape, la cité mariale de Lourdes doit être particulièrement accueillante », qui composent les gros bataillons de ces rassemblements du 15 août : des dizaines de milliers de femmes, mères ou bien portantes, seules ou en groupes, omniprésentes dans le culte de l'immaculée Conception, qui, au-delà de leur bonheur d'une rencontre avec le pape, témoignent d'une intimité avec la Vierge de Massabielle, d'un fervent complice, que n'expriment ni les hommes ni les jeunes.

C'est aussi cette piété d'icône, très méditerranéenne dans son apparence (« Cette grille particulière à Lourdes », « message sobre et clair, mais fondamental », dira encore le chef de l'Eglise catholique, core le chef de l'Eglise catholique, souriant, semblait apprécier, dimanche, en bégayant longuement ses compagnons de pèlerinage.

PHILIPPE BOGGIO.

A NOTRE-DAME DE PARIS

« Vlan pour le goulag ! »

« Ne restez pas sur votre petit écran ! Venez sur le parvis de Notre-Dame. » Fidèles des paroisses parisiennes, où ce papillon avait été largement distribué, chrétiens pratiquants mais aussi curieux et touristes se sont rassemblés, dimanche soir 14 août, devant la cathédrale pour assister collectivement au discours de Jean-Paul II retransmis depuis Lourdes sur un écran géant.

Sous la nef étoilée du ciel de Paris, ils étaient quelques milliers, foule claquante soigneusement parquée par les policiers entre des rangées de barrières métalliques anti-panique. Mais le public, bientôt pétrifié par la « présence » de cet homme qui parlait à des centaines de kilomètres de là, n'était que silence et recueillement. La télévision participait elle aussi au miracle.

Après une petite heure de prière où n'avaient été oubliés ni les malades de l'Hôpital-Dieu tout proche ni les nombreux touristes étrangers appelés à s'unir à la célébration, le pape a commencé à parler, l'image de la basilique de Lourdes s'est inscrite sur l'écran taillé aux dimensions du portail central de la cathédrale.

La nuit est tombée, et de la Seine les projecteurs des bateaux-promenade peuplaient la célèbre façade de superbes ombres mouvantes. Toutes le cérémonial allait se dérouler en contrepoint de celle de Lourdes : aux applaudissements déclenchés dans la cité mariale par l'apparition du pape répondant ceux, plus discrets, des Parisiens ; à la prière faisait écho la prière tendue que la voix forte et rythmée de Jean-Paul II résonnait en plein cœur des Parisiens. Sur le parvis, l'orfèvre d'or et de la Légion de Marie et le portrait de Jean-Paul II surmonté du drapeau irlandais venaient rompre l'uniformité d'une foule placide, presque froide. « On voit bien mieux ici que sur un écran de télévision », notait simplement un jeune catholique mais ouvert, qui a applaudi le « courage » du pape, tout comme cette dame âgée, inamoviblement souriante et vissée sur un pilier de toile.

Le spectacle, qu'aucun incident ni le moindre chuchotement ne viendrait perturber, n'était pas seulement suivi par des inconditionnels du pape. Un jeune homme aux frisées allures de rocker, « libertaire mais croyant », a jugé « complètement plat » le discours de Lourdes et a refusé que l'on puisse « accepter la souffrance ».

Plus loin, les développements de Jean-Paul II sur les persécutions antireligieuses ont fait mouche : « Vlan pour le goulag ! », a murmuré un garçon avec jubilation. Choquée par cette réflexion, une Parisienne, « petite fille de communiste », a prié le caractère universel des propos du pape et le symbole de cette voix qui parlait de liberté devant Notre-Dame de Paris, là où, s'est-elle rappelée, on s'est battu pour chasser les nazis.

PHILIPPE BERNARD.

A L'AÉROPORT DE TARBES

M. MITTERRAND : « Votre voix va loin dans les consciences des hommes »

A l'aéroport de Tarbes-Ossun, M. François Mitterrand a accueilli Jean-Paul II en saluant l'« inspirateur infatigable des nobles tâches de notre temps ». Soulignant que « c'est de grand cœur » qu'il accueillait en Jean-Paul II, « le souverain et le chef de l'Eglise catholique », le président de la République a déclaré : « Fortes et multiples sont les formules d'esprit qui dialoguent ou se confrontent au sein de la nation française. Notre loi, notre devoir et notre volonté appellent à préserver, comme un bien très précieux, la liberté pour chacun de croire et de suivre sa foi ou de suivre son idéal, dans le double respect de la communauté qu'ensemble nous formons et de l'Etat qui la rassemble ».

M. Mitterrand a ensuite salué dans l'Eglise « l'institution qui a si profondément marqué l'histoire universelle », et, particulièrement, l'histoire de la France. Il a souligné que la France accueillait « l'homme qui s'est fait l'apôtre des grandes causes comme la paix, la solidarité et la justice », ajoutant que la paix, mémoire de tous côtés « par la volonté de domination, par l'intolérance, et par le surarmement des plus puissants, avait besoin d'être défendue ».

« Votre voix, a-t-il dit à Jean-

Paul II, va loin dans les consciences des hommes. Ce qu'elle dit est entendu par ceux qui croient et ceux qui ne croient pas, chaque fois qu'elle rappelle et condamne l'injustice sociale, l'insolence des privilégiés ».

Dans sa réponse, le pape a qualifié son pèlerinage de « moment privilégié pour le progrès de l'Eglise et pour le bien de la France ». Après s'être déclaré « sensible » à l'hommage rendu par le président de la République à sa « mission en faveur de la paix et de la justice dans le monde », Jean-Paul II a évoqué Lourdes, « rendez-vous mondial de ceux qui prient, souffrent (...) et aspirent à retrouver dans l'Eglise les racines de leur communion de foi et de charité ».

« Evoquant », les difficultés que la France rencontre « et la complexité des problèmes économiques et sociaux », Jean-Paul II a affirmé que leur solution supposait notamment la fidélité de chacun à sa conscience, « une conscience sensible au message de l'Evangile, transmis par l'Eglise, de génération en génération, au sein de votre nation, et qui a marqué de ses valeurs sa culture, son art et ses mœurs. Lourdes est précisément cette source où la conscience devient ou redevient limpide ».

LE DISCOURS DE LA « PROCESSION AUX LUMIÈRES »

« La détresse de ceux qui souffrent pour leur foi »

Dans son discours, à Lourdes, à l'occasion de la « procession aux lumières », Jean-Paul II a notamment évoqué : « Ces hommes et ces femmes qui, en quelque lieu de l'univers, souffrent de la famine ou d'autres fléaux, des ravages de la guerre, de déplacements de population ; ceux qui sont victimes du terrorisme, politique ou non, frappant sans scrupule les innocents, de la haine, d'oppressions diverses, d'injustices de toute sorte, enlevés, séquestrés, torturés, condamnés sans garantie de justice ; tous ceux qui subissent des atteintes intolérables à leur dignité humaine et à leurs droits fondamentaux, qui sont entravés dans leur juste liberté de penser et d'agir, humiliés dans leurs légitimes aspirations nationales ».

Le pape a, ensuite, invité les fidèles à prier « pour ceux qui connaissent de graves difficultés par suite de leur situation d'immigrés, du chômage, de la maladie, de l'infirmité, de la solitude. C'est le Christ, le fils de l'homme, qui souffre en eux ».

Puis le pape a évoqué la « détresse spirituelle particulièrement flagrante (...) de ceux qui souffrent pour leur foi », avant d'ajouter : « Je voudrais embrasser par la pensée et avec le cœur de l'Eglise tous ceux qui subissent des persécutions à notre époque (...). Elles prennent diverses formes de discrimination des croyants et de toute la communauté de l'Eglise. Ces formes de discrimination sont parfois appliquées en même temps qu'est reconnu le droit à la liberté religieuse, à la liberté de conscience ».

Jean-Paul II a poursuivi : « Aujourd'hui, à la prison, aux camps d'internement ou de travail forcé, à l'expulsion de sa propre patrie, se sont ajoutées d'autres peines moins remarquées, mais plus subtiles : non pas la mort sanglante, mais une sorte de mort civile, non seulement la ségrégation dans une prison ou dans un camp mais la restriction permanente de la liberté personnelle ou la discrimination sociale ».

« Il y a, aujourd'hui, des centaines et des centaines de milliers de personnes de la foi très souvent ignorés ou oubliés de l'opinion publique (...) ».

« Il s'agit de croyants contrainsts à se réunir clandestinement parce que leur communauté religieuse n'est pas autorisée. Il s'agit d'évêques, de prêtres, de religieux auxquels il est interdit d'exercer le saint ministère dans les Eglises ou dans des réunions publiques. Il s'agit de religieuses dispersées, qui ne peuvent mener leur vie consacrée. Il s'agit de jeunes gens gênés, empêchés d'entrer dans un séminaire ou dans un lieu de formation religieuse pour y réaliser leur propre vocation. Il s'agit de jeunes filles auxquelles on ne donne pas la possibilité de se consacrer dans une vie commune vouée à la prière et à la charité envers les frères. Il s'agit de parents qui se voient refuser la possibilité d'assurer à leurs enfants une éducation inspirée par leur foi. Il s'agit d'hommes et de femmes, travailleurs manuels, intellectuels ou exerçant d'autres professions, qui pour le simple fait de professer leur foi affrontent le risque de se voir privés d'un avenir intéressant pour leurs carrières ou leurs études ».

Folle de Dieu

De notre envoyé spécial

Lourdes. — Si d'aventure, à la nuit tombée, vous apercevez, aux abords de la grotte de Massabielle, une silhouette frêle et voûtée, passez votre chemin : Marie-Rose prie. Cette année encore, elle a quitté son village natal, aux premiers jours de juillet, pour rallier Lourdes à pied, faisant halte, chaque soir, au hasard des halles de gare. Le 7 septembre prochain, elle fêtera ses quatre-vingt-trois ans.

Ratatinée sur le siège de Skat fauve du Little Flower, un café où elle a ses habitudes, Marie-Rose reprend des forces avant la procession du Saint-Sacrement. Vêtue d'une robe sans âge, enveloppée dans une pèlerine bleu marine, elle serre dans la main gauche un chapeau de toile rouge et blanc. A son côté, elle a déposé toute sa fortune : un sac à main en simili cuir et un pifant. Dans son regard, que voile le poids des ans, passent de temps à autre, furtivement, des éclairs malicieux. Lui parle-t-on de Dieu ? Aussitôt, son visage frêlé s'illumine, ses yeux gris-vert pétillent : Marie-Rose bourlingue pour lui et prie pour nous.

Avec une minutie qui laisse pantois, elle raconte sa vie : soixante ans de vagabondage apostolique. En une occasion, pourtant, sa mémoire la trahit : « Combien de pèlerinages à Lourdes ? »

« Je n'en sais rien, des centaines sans doute. Mais le premier, je m'en souviens : c'était en novembre 1923... »

M^{lle} Simonon a vu le jour avec le siècle, dans la « cité des papes ». La décès de sa mère, trois ans plus tard, transforme son enfance en calvaire. « Mon père ne fréquentait pas l'église, raconte-t-elle. Il courait les femmes et les bistrotiers, me battait. »

A dix-sept ans, elle le fuit, trouve à s'employer dans un hôpital puis s'octroie le titre d'infirmière à domicile. « Alors, la grâce divine m'a touchée. Vous savez, explique-t-elle d'une voix douce, la lumière du Saint-Esprit, on n'y résiste pas. »

Après une courte expérience dans une congrégation de religieuses cloîtrées, elle rejoint la

Conversion de la femme, une œuvre marseillaise qui accueille « les filles de mauvaise vie », puis opte pour le tiers ordre des dominicaines.

Dès lors, elle ne lâche plus son bâton de pèlerin, ratisse les villes et les campagnes, proposant ici un recueil de cantiques, là une médaille miraculeuse : sobrite ans d'une errance irradiée par la foi. « Dieu nous aime, il nous a créés pour la sainteté, l'amour, la charité », s'exclame-t-elle en martelant chaque syllabe.

« Rejoindre celui que j'aime »

L'intendance suit, cahin-caha. Marie-Rose vit de la générosité des amis de rencontre, comme cette jeune brandebourgeoise qui, ce midi, lui a glissé un billet de 100 F, de quoi payer une nuit à l'hôtel. A ce moment, Marie-Rose extrait de son portefeuille une petite pochette de papier glacé où elle range de minuscules effigies de la Vierge. « Tenez, prenez celle-là, dit-elle avec un sourire radieux. Mais il faudra la faire bénir, je n'ai pas eu le temps. Je vais partout, même dans les boîtes de nuit. Une fois, le patron m'a giflée, en me traitant de vieille folle. »

L'an prochain, Marie-Rose ne reviendra pas. « Il fait si froid la nuit dans la grotte. Je souffre des pieds. Je dois avoir le cœur fatigué. » Mais pour rien au monde elle n'aurait manqué la venue de Jean-Paul II, ce pape « qui n'a peur de rien ».

Au soir de sa vie, Marie-Rose parle de la mort comme d'une compagnie. « Je serai tellement heureuse de rejoindre celui que j'aime. Et puis, glisse-t-elle sur le ton de la confidence, je crois avoir choisi le voie qu'il a voulu pour moi. Alors... »

A la sortie du café, un grand gaillard l'apostrophe : « Alors, m'mie, tu repars en vadrouille ? » La réponse s'élève : « Je vais implorer la Vierge pour ta conversion, couillon de la lune ! »

VINCENT HUGUEUX.

LA VEILLÉE DES PÈLERINS VAROIS

Ferveur sans fard

De notre envoyé spécial

voix profonde et monocorde de Jean-Paul II s'élève, emplit l'espace. Sur la prairie scintillent déjà des milliers de petites flammes protégées par les corolles de papier qui couronnent les cierges.

Quelques pèlerins varois s'agenouillent ; l'un égrene un chapelet de bois verni ; son voisin, la tête enfouie dans les mains, prie en silence. Nul débordement. Pas le moindre geste extérioritaire : une ferveur émue, intense, authentique. Aux premières mesures de l'Ave Maria, tous se lèvent et brandissent leurs cierges aussi haut que possible.

Au coude à coude, les fidèles convergent vers les allées pour la procession aux flambeaux. Devant, un groupe venu de Guyane française ; derrière, quelques pèlerins asiatiques rassemblés autour d'une bannière où l'on peut lire : « Korea is praying for you, holy father ». Juchoie sur les épaules paternelles, Anne-Laure, une blondinette à la frimousse enjouée, reprend à pleine voix le *Laudate*. Yvon et Marie, ses

parents, en vacances à Brignoles, ont choisi d'accompagner le groupe.

Bientôt, la « papamobile » s'engage dans une allée voisine. Dans cette atmosphère empreinte tout à la fois de recueillement et de complaisance, son vitrage blindé paraît incité, comme hors de propos. « Quelque chose de fort, de vrai émane de lui », observe Yvon en désignant le pape. A tel point que son message touche autant les non-croyants que les croyants ».

Lorsque, enfin, le groupe progresse de quelques pas, le pape a déjà rejoint la basilique du Rosaire. A 23 heures, les dernières mesures du *Credo* se perdent dans la nuit. Aussitôt après la bénédiction finale, un prêtre varois réunit à grand-peine ses pèlerins devant le pont qui enjambe le gîte, histoire de rallier le camp des jeunes sans tarder : demain, la journée sera longue. Deux religieuses britanniques ont résolu le problème à leur manière : elles dormiront à la belle étoile, à deux pas du podium que l'on devine encore dans l'obscurité.

V.H.

Les nations en déval
le contrôle des

D

Il y a cent ans
d'histoire de Paris

Yvon

A LOURDES

Après avoir été, pendant longtemps, une ville de pèlerins, Lourdes est devenue une ville de touristes. C'est ainsi que, pour la première fois, la ville a été visitée par un pape, Jean-Paul II, le 15 mai 1983. Le pape a été reçu par le maire de Lourdes, Jean-Paul II, et par le cardinal de Tarbes, Jean-Paul II. Le pape a été reçu par le maire de Lourdes, Jean-Paul II, et par le cardinal de Tarbes, Jean-Paul II.

A L'AÉROPORT DE TARDES

M. MITTERRAND : « Votre voix va dans les consciences des hommes »

À l'aéroport de Tarbes-Montaudan, le Président de la République, François Mitterrand, a été reçu par le maire de Tarbes, Jean-Paul II, et par le cardinal de Tarbes, Jean-Paul II. Le Président a été reçu par le maire de Tarbes, Jean-Paul II, et par le cardinal de Tarbes, Jean-Paul II.

M. Mitterrand a prononcé un discours devant les journalistes et les habitants de Tarbes. Il a déclaré que sa voix allait dans les consciences des hommes.

LE DISCOURS DE LA « PROCESSION AUX LUMIÈRES »

« La détresse de ceux qui souffrent pour leur foi »

Le Président de la République, François Mitterrand, a prononcé un discours lors de la « Procession aux Lumières » à Lourdes. Il a évoqué la détresse de ceux qui souffrent pour leur foi.

CAME DE PARIS

« Le goulag ! »

Le Président de la République, François Mitterrand, a prononcé un discours lors de la « CAME de Paris ». Il a évoqué le goulag.

Le Président de la République, François Mitterrand, a prononcé un discours lors de la « CAME de Paris ». Il a évoqué le goulag.

Le Monde ECONOMIE

LE RECUL DES ÉCHANGES NORD-SUD

Les nations en développement subissent davantage le contrôle des transferts de technologie

Les décrets de brevets et les licences reflètent la dépendance de l'industrie technologique d'une nation. M. Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, l'a souligné à l'occasion du conseil des ministres du 3 août pour la France, en présentant une série de mesures en faveur de ce pays.

Voilà bientôt dix ans que les pays en voie de développement s'efforcent de contrôler les transferts de technologie. Ils demandent — en vain — une révision du texte de la

convention de Paris, signée en 1883, qui définit le cadre de la législation internationale en matière de brevets et qui leur est défavorable.

Les pays industrialisés, après avoir insisté sur le fait qu'ils étaient prêts à faire des concessions, sont revenus l'an dernier à une position de veto. C'est que le temps de la diffusion des fruits de la science est terminé. La technologie est devenue le nerf de la guerre économique.

« **DONNEZ-LEUR** vos technologies, ils deviendront vos concurrents et menaceront vos emplois. » Ce raisonnement sur les transferts technologiques Nord-Sud refait surface. Raisonnablement ? Plutôt cette idée reçue, car rien ne prouve, pas plus aujourd'hui qu'hier, qu'il soit exact. Seulement il fait partie d'une panoplie plus globale, d'une idéologie qui, nommée « technocratie », ou « de droite », s'affirme, et en tout cas, n'a plus peur de s'afficher. La crise, la montée du Japon et de nouveaux pays industriels, la politique américaine et l'affaiblissement de l'Europe en constituent pêle-mêle les arguments. Le tiers-mondisme ? Dépassé, à mettre au rang des « utopies dangereuses ». Aujourd'hui, c'est la guerre !

Et la guerre a un nerf : la technologie. Aussi convient-il de contrôler attentivement la diffusion des brevets et des licences, qui, avec les usines clés en main et les coopérations techniques, sont l'essentiel de ce qu'on appelle les « transferts de technologie ».

Il y a cent ans la convention de Paris

Les premières règles du droit international des brevets remontent à 1883. C'est il y a cent ans que, sur initiative française, fut approuvée (à l'époque par onze pays, aujourd'hui par quatre-vingt-deux) le texte de la convention de Paris. Depuis, un Office mondial de la protection intellectuelle (O.M.P.I.), organisation des Nations unies située à Genève, a été créé.

Le tout texte ne constitue pas *stricto sensu* un droit international : aucune obligation n'est faite, ni aucune sanction pour non-respect n'est prévue. Au contraire même, pourrait-on dire, puisqu'il stipule que les droits des brevets sont « territoriaux » (il faut les déposer dans chaque pays (1)). La convention définit simplement un cadre général de bonne entente que les pays signataires s'engagent à respecter.

L'idée de base de la convention est que, pour favoriser le développement des sciences et des techniques dans le monde, il faut protéger l'inventeur. Celui-ci ne peut publier les détails de son invention qu'en échange d'une protection internationale concédée par un monopole d'exploitation (s'il ne désire pas exploiter lui-même, le brevet peut être cédé à un tiers, mais les termes sont négociables). Toutefois, la convention limite cette protection en précisant qu'un pays ne peut pas empêcher un tiers d'exploiter un brevet sous des conditions précises.

Voilà l'enjeu, car ces conditions ont ensuite été rendues de plus en plus difficiles à remplir lors de révisions successives de la convention de Paris. Le droit de l'inventeur, propriétaire de la technologie, s'en est trouvé à chaque fois renforcé au détriment de celui qui pouvait être l'intéressé. En cas d'abus, aujourd'hui, un pays ne peut prononcer la déchéance d'un brevet qu'après un long parcours : constat de l'abus, puis, au bout d'un délai de trois ans après déchéance du brevet, donner une licence à des tiers (licence obligatoire non exclusive (2)) et constater enfin la subsistance de l'abus après un nouveau délai de deux ans.

Aussi les pays en voie de développement demandent-ils vers 1976 une

révision de cette procédure de déchéance (art. 5A de la convention). Pour la première fois historiquement, il s'agit de restreindre le droit de l'inventeur, le droit du propriétaire. L'époque est au « nouvel ordre économique mondial ». La CNUCED, suite à un rapport de 1974 (3), encourage les États du Sud à adopter des législations nationales restrictives, ce que font la plupart d'entre eux, comme la Corée, le Mexique, l'Inde ou le Brésil.

Des abus

On découvre que 85 % des technologies des pays en voie de développement proviennent des pays occidentaux, 10 % des pays de l'Est, et que « les abus » existent bel et bien. En Inde, par exemple, dans les années 70, où les multinationales pharmaceutiques, protégées par tout un arsenal de brevets, pratiquent des prix abusifs sur les médicaments. En Amérique latine aussi, où les groupes nord-américains ont déposé des brevets d'extraction de minerais dans le but de laisser les mines inexploitées.

Pour faire passer ce « contrôle des marchés » par le Nord et le contraire à transférer réellement ses technologies, les pays en voie de développement ont donc un arsenal de brevets, pratiquant des prix abusifs sur les médicaments. En Amérique latine aussi, où les groupes nord-américains ont déposé des brevets d'extraction de minerais dans le but de laisser les mines inexploitées.

Au Nord, les réactions sont diverses. On admet que le système n'est pas favorable au Sud et que ses aspirations sont « légitimes ». A la « conférence diplomatique » de Nairobi, en octobre 1981, un « consensus » minimal semble assez proche, même si aucun texte n'est signé. Mais les États-Unis s'opposent à tout changement, parlent de « spoliation », d'« expropriation » et craignent l'exclusivité de la licence obligatoire, qui ferait naître de réels concurrents au Sud. Des concurrents qui pourraient être locaux, mais aussi des Soviétiques ou des Japonais attirés par la libre disposition du brevet et venus « conseiller ».

On craint surtout au Nord, les nouveaux pays industriels (N.P.I.), qui, parmi le groupe des 77, « poussent » le plus activement à la révision. Taiwan, Singapour, l'Algérie et certains pays d'Amérique latine pourraient effectivement seuls tirer des bénéfices d'une révision qui apparaît de toute façon insuffisante aux pays les moins avancés. Les négociations se perdent un moment en bataille de définition — qu'est-ce qu'un pays en voie de développement ? — pendant que l'Espagne, le Portugal, la Turquie réclament les mêmes avantages au sein du groupe B (pays industrialisés).

Veto

A Genève, en octobre 1982, le débat tourne court : veto net. La quatrième conférence prévue pour mars 1984 s'annonce mal. Depuis, en effet, la crise s'est aggravée, et l'on a réalisé que la technologie était un bien précieux pour l'emploi et les profits du Nord. Les États-Unis de plus en plus protectionnistes en la matière montrent une voie qui devient peu à peu générale. Qu'en pense la France socialiste ? « Il faut une réforme raisonnable de la convention de Paris », a déclaré M. Fabius, indiquant l'ambiguïté de la position de la France, qui, il est vrai, ne décide pas seule et ne peut guère s'avancer plus que les autres, sauf dans des accords limités (avec l'Afrique par exemple).

Sur le droit des brevets, le dialogue Nord-Sud est bloqué. Sans doute les brevets ne pouvaient-ils pas faire exception aux difficultés observées sur tous les sujets. Le risque est ici celui d'une scission en bloc du Sud qui créerait, poussé par la CNUCED, une convention parallèle. Ou bien d'une multiplication de législations nationales « dures » calquées sur l'exemple brésilien. Ce

Les pays industriels peuvent moins compter sur le soutien des marchés du tiers-monde

par JEAN LEMPÉRIÈRE (*)

ÀUX difficultés cruciales des pays du tiers-monde, pour tant soulignées dans tous les rapports, le front des pays industriels, maintenu à la V^e CNUCED de Belgrade, a choisi de n'apporter aucun soulagement d'ensemble. Une éventuelle reprise apparaît alors d'autant plus hypothétique, surtout pour l'Europe, qu'elle devra s'appuyer sur la seule demande du monde industriel, prévue partout de faible ampleur et compenser en même temps un recul considérable des livraisons au Sud.

L'évolution des grands courants d'échanges pendant les années de crise 1981 et 1982, les retournements constatés en 1982 d'après les données actuellement disponibles, viennent étayer et préciser cette perspective. Les économies industrielles ne peuvent plus compter sur le soutien appréciable que le développement des marchés du tiers-monde leur apportait encore en 1981, en période de contraction des échanges.

Quatre principaux exportateurs

La position des pays exportateurs du Sud souligne leur dynamisme, mais confirme leurs difficultés actuelles. Comme fournisseurs de produits manufacturés, ces pays ont gagné en 1981 plus de 1 % sur l'ensemble des marchés industriels, et leur position s'est encore améliorée en 1982. Sur les marchés du tiers-monde, les échanges Sud-Sud avaient encore en 1981 poursuivi leur progression remarquable depuis 1976. L'année 1982 est marquée par un recul de ces échanges Sud-Sud, assez prévisible compte tenu de leurs difficultés multiples.

Pour éviter tout amalgame ou interprétation abusive, rappelés d'embellie le manque d'unité du tiers-monde et la diversité de niveau économique des pays qui le composent. Même parmi les plus développés, les plus gros producteurs (Brésil, Inde, Mexique) n'orientent vers l'exportation qu'une faible part de leur production, tandis que plus de la moitié des produits manufacturés exportés par le Sud sont fournis par quatre pays (Taiwan, Corée du Sud, Hongkong et Singapour) dont la production est en forte croissance.

ERIC LE BOUCHER.

- (1) Depuis 1883, certains pays ont signé d'anciens accords, qui donnent un caractère supranational aux brevets sous certaines conditions, par exemple, les pays du pacte andin ou l'Europe. D'autres pays ont également signé des accords pour simplifier les procédures. C'est le cas du Patent Cooperation Treaty (P.C.T.) depuis 1978.
- (2) La licence obligatoire par l'inventeur est dite volontaire. Elle impose à un Etat est dite obligatoire. On parle de licence non exclusive quand plusieurs firmes peuvent l'obtenir et qu'il leur suffit d'en faire la demande. Ce brevet est alors quasiment public et libre.
- (3) Le rôle du système des brevets dans le transfert des techniques aux pays en voie de développement, 1974, CNUCED.
- (4) F. Machlup : *Die Wirtschaftlichen Grundlagen des Patentrechts*. Munich, 1962, cité par Bernard Ramiche, *Le rôle du système des brevets dans le développement*. Les cas des pays andins, Librairie technique, 1982.

(*) Conseiller commercial.

EN ATTENDANT LE PÉTROLE

Cuba dépend toujours du sucre et de l'U.R.S.S.

CUBA exportateur de pétrole ? Cela devrait être le cas dans une dizaine d'années. L'événement pourrait alors bouleverser les données économiques et avoir des conséquences pour l'indépendance du pays.

« Les gisements découverts sont importants. Les perspectives sont solides et sérieuses », déclare M. Carlos Rafael Rodríguez, vice-président cubain. L'ampleur des travaux requis pour la prospection et l'infrastructure fait penser que les choses se cristalliseront entre 1990 et 2000. « Les sondages ont été effectués par des Mexicains, des Soviétiques et des Cubains, principalement sur la côte nord, face aux États-Unis. L'île produit déjà 280 000 tonnes par an pour une consommation de 10 millions de tonnes environ. »

M. Rodriguez s'est refusé à donner des estimations chiffrées sur les réserves. Il se contente de dire : « Nous voyons pour l'avenir une source de devises certaine pour le pays. » Certains experts occidentaux font preuve de plus de prudence dans la mesure où, selon eux, la structure géologique des gisements connus est « plus fracturée que celles du Texas et du golfe de Campeche ».

En attendant cette manne, qui ne saurait tout résoudre, la révolution doit faire face à une situation économique difficile. Le premier signal d'alarme avait été donné, le 1^{er} septembre, lorsque le directeur de la Banque nationale avait demandé le rééchelonnement d'une partie de la dette extérieure à l'égard des pays occidentaux.

Crise financière

Cette crise financière a entraîné un freinage brutal et momentané des relations commerciales avec l'Ouest du fait de la suspension — pour le temps des négociations — des crédits normaux.

Sont venues s'ajouter des intempéries qui ont sérieusement affecté la production agricole : sécheresse en 1982, puis inondations au début de 1983. Résultat : la récolte de sucre ne sera que de 7,1 millions de tonnes (au lieu de 8,3 millions de tonnes en 1982 et de 9 millions de tonnes prévues pour cette année). La production de tabac a été largement dérivée (ce qui se fera sentir en 1984) et celle de légumes sérieusement

tion est destinée principalement aux marchés extérieurs. Sur les marchés industriels, les difficultés économiques se sont manifestées en 1981 par une sensible contraction des importations de produits manufacturés (1) traduite par une réduction de 38 milliards de dollars des échanges entre pays industriels. Dans cette conjoncture très défavorable, la progression des livraisons du Sud apparaît d'autant plus remarquable.

De l'ordre de 65 milliards de dollars, leurs ventes aux marchés industriels se sont accrues de 6 milliards, et la part du Sud progresse de 1,3 point. Ce progrès concerne tous les grands secteurs : chimie, fer et acier, équipement (+ 1,6 milliard), biens de consommation (+ 3,2 milliards). Il profite aux deux grandes régions exportatrices : l'Amérique latine (+ 1,7 milliard) redresse sa part dans les livraisons au Nord, mais pour 78 % les livraisons de produits manufacturés du Sud aux pays industriels sont fournies par l'ensemble des pays d'Asie du Sud et du Sud-Est.

Les échanges Sud-Sud de produits manufacturés ont été aussi touchés par la crise et les difficultés de trésorerie très sensibles dans tout le tiers-monde dès 1981. Malgré ces handicaps, pour l'ensemble des produits manufacturés, ces échanges ont progressé de plus de 5 milliards de dollars, dépassant 42,7 milliards de dollars en 1981. Croissance très ralentie certes (+ 13,5 % en 1981 contre + 30 % en 1980), assez inattendue malgré tout dans une situation de crise qui frappe en premier lieu les pays du tiers-monde !

Ce mouvement témoigne d'une activité générale en cette période difficile. Il concerne toutes les grandes catégories de produits, s'étend à toutes les grandes régions du Sud, sauf le Proche-Orient, et profite à toutes les régions exportatrices : Asie (+ 3,3 milliards), Amérique latine (+ 1 milliard), mais aussi Proche-Orient et Afrique.

Toutefois, le développement des débouchés du tiers-monde en 1981 a procuré une aide non négligeable aux économies industrielles en cette période de contraction des échanges.

(Lire la suite page 8.)

(1) Ne comprennent pas les produits des industries alimentaires et les métaux non ferreux.

Maîtriser le Minotaure

AU sein du système fermé que constitue désormais l'économie mondiale, la récession est un piège : les différents pays de la planète ne voient d'issue que dans son contraire, la croissance. Fondé sur la consommation d'objets — de « choses » — qui est pratiquement le seul but des sociétés, avancées ou non, du sud comme du nord, de l'est comme de l'ouest, le système a, pour fonctionner, toujours besoin de nouveaux aliments. Minotaure moderne.

Le commerce fait dès lors figure d'impératif vital. Il s'agit de vendre toujours plus pour acheter davantage, de prêter pour vendre, d'emprunter pour acheter. Toute baisse de régime entraîne des perturbations en chaîne, qui ne passent pas sans être dépassées que par une nouvelle accélération. Il faut donc casser l'enlèvement de la machine dans une sorte de fuite en avant, faite de concevoir et de présenter une autre philosophie.

Pris dans l'engrenage comme les autres, les pays en développement tiennent, à des degrés divers, une place de plus en plus importante de fournisseurs et de clients. Et ils ont donc subi la dégradation du climat : en 1982, pour la première fois depuis 1975, les recettes d'exportation du tiers-monde ont baissé de 10 %. Avant représenté 304 milliards de dollars, elles ont été inférieures de 6 % à leur niveau de 1981 — 18 % pour l'Afrique ; — 8 % pour l'Amérique latine ; — 1 % pour l'Asie, selon les statistiques du F.M.I. De même, les importations ont, pour la première fois depuis 1958, diminué. S'étant établies à 379 milliards de dollars, elles ont baissé de 12 % — 24 % pour l'Amérique latine ; — 15 % pour l'Afrique ; — 5 % pour l'Asie.

La forte contraction des échanges alarme les esprits. De fait, ses conséquences immédiates sont graves dans la mesure où ce recul dégrège un certain ordre, volontiers critiqué des dommages dans la vie des nations et des individus. Il contribue ainsi aux très grandes difficultés qu'éprouvent les pays d'Amérique latine à rembourser leurs dettes.

Aussi la tentation est-elle grande de se référer au passé, les responsables politiques ayant toujours quelque mal à inventer l'avenir. On cultive la nostalgie des années dites fastes, où les échanges s'accroissaient allègrement, plutôt que d'essayer d'en faire un bilan réaliste. La commerce n'est pas obligatoirement source de développement pas plus qu'il n'est facteur de paix. Il peut aussi bien entraîner la guerre que causer des inégalités ou renforcer des dominations.

Les États-Unis achètent davantage aux pays en développement que les autres nations industrielles, volontiers critiquées à l'égard de Washington ; mais ce fait peut traduire un souci d'intégration. L'U.R.S.S. permet à la Havane de moins subir de turbulences ; mais l'industrialisation cubaine est gérée par la division socialiste du travail.

Tout est rapport de forces. Aussi peut-il s'agir, pour la plupart des pays du monde, de mieux maîtriser leurs relations économiques extérieures, afin de diminuer des vulnérabilités et de desserrer des dépendances. Toutefois, à l'évidence, entre un libre-échange oppressant et un dirigisme aveugle, le sort du labyrinthe est délicate.

MICHEL BOYER.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bonneau-Méry (1964-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie :
du « Monde »
5, rue de Valenciennes
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437.
ISSN : 0395 - 2037.

FRANCIS PISANI.
(Lire la suite page 8.)

NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

JACQUES FONTANEL — L'Économie des armes.

Sur ce vieux sujet, traité si souvent de façon affective, cet ouvrage excellent, réfléchi, documenté, d'un économiste spécialiste, montre les divers aspects des relations entre les efforts en vue de la satisfaction des besoins et une activité qui se propose d'autres objectifs.

L'évaluation des charges militaires, en divers pays, pose, ce qu'on oublie trop souvent, une question de définition. Suit une documentation sérieuse, claire, précise, accompagnée d'un tableau concernant la France et d'un curieux énoncé du prix de diverses armes.

Vient ensuite l'analyse économique : présentation des différentes théories sur ce sujet et analyse particulière de l'économie américaine. Une attention spéciale est accordée ensuite aux pays en développement. Peut-être la corrélation entre P.I.B. et dépenses d'armement aurait-elle gagné à être accompagnée, de façon plus nette, d'une observation sur la confusion fréquente entre la cause et l'effet.

Plus sujettes à débat, évidemment, mais bien ouvertes cependant, les relations entre l'économie et la guerre des produits non destructeurs peuvent être étudiées, comme dans le cas de l'arme alimentaire.

Les effets économiques du désarmement opposent, tout comme ceux de l'armement, les « classiques » (S. Melman) à Galbraith et aux marxistes (Baran, Sweezy). La technique des scénarios utilisés, semble en tout état de cause, trop sommaire en matière d'emplois. Au comité des Nations unies (W. Leontief, pour les États-Unis), les possibilités de reconversion n'avaient pas soulevé d'objection fondamentale.

Conclusion bien conforme à l'attente, mais encore... attendue dans les faits.

★ La Découverte-Maspero, Paris, 1983. 113 pages, 28 F.

DJILALI BENAMRANE — L'Émigration algérienne en France : passé, présent, devenir.

Un livre important, sur un sujet délicat entre tous, rédigé avant même les récents incidents et appuyé sur une solide documentation.

Après un historique qui fait ressortir les incertitudes, les changements d'attitude, du seul côté français d'abord, puis des deux côtés, depuis l'indépendance, est décrite avec minutie et, sous ses divers aspects, la situation des travailleurs algériens. Ce remarquable plaidoyer est assorti, inévitable-

ment, de critiques à l'égard du gouvernement français, plus que des citoyens. Mais, de temps à autre, comme en tout ouvrage de ce genre, la partie adverse se voit, en somme, reprocher de défendre ses propres intérêts.

L'évocation du passé traduit souvent le contraste entre les intentions exprimées et les résultats. Ces migrants, disait-on naguère, acquerront une solide formation technique, qui leur permettra, au retour dans leur pays, d'être armés d'une qualification favorable au progrès de l'industrie. En fait, si grave que soit la situation de l'emploi en France, la réinsertion dans le pays d'origine se heurte à des obstacles sérieux, que l'économiste algérien entend soulever par de solides propositions.

Que le gouvernement Mitterrand ait suscité, chez les Algériens, une désillusion ne paraît pas contestable et ne tient pas au seul passage au pouvoir. Sur cette question, comme sur d'autres, l'été 1981 a été entaché d'illusions sur l'élasticité de la production et de l'emploi.

Une attention particulière est portée à juste titre sur l'enseignement. Sans doute, l'auteur n'avait-il pas encore pu prendre connaissance de l'étude importante de l'INED (M. Bastide) sur l'enseignement des enfants étrangers. Il évoque bien le problème de la langue nationale (l'arabe), mais non celui des langues maternelles. Avec raison il pousse ensuite jusqu'à l'an 2000, et cette date devrait même être dépassée, tant le malaise est profond. N'est-il pas, d'ailleurs, assez vain de vouloir donner, à une question où convergent le droit, l'histoire, la démographie, l'économie, etc., une solution autre que politique ?

★ Société nationale d'édition et de diffusion, Alger, 1983. 410 pages, 21 annexes et bibliographie. 54,50 dinars.

C.F.D.T. AUJOURD'HUI — Changement social en France et en Europe ?

Résultats d'un colloque organisé en octobre 1982, donc après les déceptions économiques. Vingt et une personnalités (dont Jean Le Garrec, Jean Boissonnat, Jacques Delors, Pierre Rosanvallon, Bernard Drunon) auteurs d'interventions devenues articles, sur quatre sujets : chômage, intégration, mouvement syndical et Etat, intervention des travailleurs sur le changement. Une conclusion d'Edmond Maire. Ce sont les deux premiers sujets qui retiennent surtout ici notre attention.

Dès l'abord, et tout au long des débats, se dégage un double esprit de solidarité et de progrès, qui s'éloigne résolument du pur idéalisme. Cependant l'expérience et l'ob-

servation des faits y tiennent une place qu'on peut juger insuffisante.

C'est ainsi que, sur le chômage, le dogme resté ferme, éternel et spontané, la réponse agressive « réduire la durée du travail » fait regretter plus encore l'absence d'étude réfléchie sur la question (les modèles de l'INSEE, eux-mêmes, laissent de côté des facteurs importants) et l'oubli de l'expérience d'autres pays (Suède, Suisse, Autriche, etc.). M. Le Garrec a, cependant, eu le grand mérite de citer un fait aussi heureux que « déplaisant » : l'augmentation de douze millions d'emplois aux États-Unis, pendant la période d'autonomie et d'information. M. Jean Boissonnat est, sans doute, de tous les auteurs, celui qui se tient le plus près des faits ; cette plate-forme solide lui permet, à la fois, de combattre les néolibéraux et de préconiser une réduction des charges sociales.

Au sujet des inégalités, unanimité sur les objectifs, bien plus que sur les moyens. M. Jacques Delors conteste la liaison, souvent invoquée, entre inégalité et efficacité (des développements, et sans doute des nuances, auraient été ici bien utiles), mais n'aborde que superficiellement l'inégalité devant l'enseignement, sans tenir compte des études de l'INED ni de l'expérience des pays socialistes sur ce sujet.

L'intervention remarquable de M. Rosanvallon sur la fiscalité fait contraste avec les vues de M^{me} Hélène Goldet, qui semble notamment ignorer la condition antifiatale de l'impôt sur la fortune. M. Jacques Delors la contredit sur la réforme fiscale, mais se montre assez embarrassé sur la question des privilèges de certains fonctionnaires, dénoncée par M. Delvalle. L'ombre de François de Closets apparaît discrètement à cette occasion.

L'ensemble a le grand mérite de dissiper ou de combattre des symtômes qui s'avèrent, en fait, conservateurs. Mais la distance paraît grande, encore, entre les faits et les hommes qui entendent en maîtriser le cours.

Une haute lecture, très recommandée. ★ Syros, Paris, 1983. 213 pages, 69 F.

JEAN CLUZEL — Les Pouvoirs publics et le Thermalisme.

Celui qui a agi, avec tant de constance, en faveur de la décentralisation en général et du développement du Bourbonnais en particulier compte aujourd'hui une sérieuse lacune, car la bibliographie fondamentale sur le sujet reste disproportionnée à son importance.

Les stations thermales ont, depuis longtemps, retenu l'attention des pouvoirs publics. Trois ministères sont aujourd'hui particulièrement intéressés : santé, sécurité sociale et temps libre (tourisme). A cette diversité s'ajoute celle des modes de gestion des stations, qui vont depuis la gestion d'Etat (Aix-les-Bains, etc.) à la société privée ou au particulier (Uriage, etc.), en passant par diverses formes d'économie mixte.

La deuxième partie nous montre l'action politique récente : le rapport du docteur Ebarat, remis en janvier 1981, n'a été que très partiellement suivi par M. Ralitz, qui a insisté surtout sur la prévention et la recherche thermique. La parole est alors donnée au professeur de pharmacologie médicale Duchêne-Marcellaz, qui n'hésite pas à répondre directement à des questions parfois indiscrètes sur l'efficacité des médicaments et des places et parfois précises, par exemple sur les principales indications en matière de thermalisme.

La troisième partie prend pour témoin la station de Vichy : pittoresque historique (notamment les hôtes de marque), convention entre l'Etat et son fermier, droits de l'Etat, fonctionnement, situation économique.

En conclusion, le thermalisme français pose de sérieux problèmes non seulement de gestion, mais d'investissements. La balle est renvoyée aux pouvoirs publics.

★ Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1983. 356 pages, 95 F.

LOUIS ROCHE, JEAN SABATINI et RENÉE SÉRANGE-FONTERME — L'Économie de la santé.

Sur ce sujet immense et naguère presque inconnu, trois universitaires lyonnais liés à l'Association lyonnaise d'économie médicale nous donnent une bonne mise au point, divisée en deux parties : la production de biens et de services médicaux (remarquable la carte, presque classique, de la densité médicale en France) et l'acquisition de ces biens et services (consommation médicale, financement). Si la description est fidèle et riche, les interprétations sont parfois plus contestables ; en particulier, les propositions formulées en conclusion alibent quelque peu le caractère scientifique d'un petit ouvrage précieux.

★ Presses universitaires de France, Paris, 1982. 127 pages, 20 F.

VICTOR SCARDIGLI — La Consommation, culture du quotidien.

Il y a quinze ans était lancé le célèbre anathème contre la « société de consommation ». Elle constitue, nous dit le maître du C.N.R.S., le troisième ordre de société, avec l'ordre « culturel » (la plupart des sociétés traditionnelles) et l'ordre politique (idéologie collective, un peu l'U.R.S.S., mais bien davantage la révolution culturelle chinoise et la plupart des utopies : la Cité du Soleil, le phalanstère, etc.).

Dans notre système économique, le progrès est la valeur suprême. Ce sont les objets produits qui produisent la société, entraînant derrière eux besoins comme un coursier cycliste derrière une moto. Très différent de la crise de 1929, notre trouble actuel n'arrête pas la marche vers la santé et le loisir.

An tiers-monde, nous avons communiqué notre besoin de consommer, mais non notre infécondité. Sans être ignoré, le facteur démographique est jugé de façon bien sommaire, du moins dans ses conséquences : la marche à la famine est bien en vue, mais non la grande migration, écrite dans les statistiques de l'Etat civil et d'ailleurs déjà commencée partout, même en Nouvelle-Zélande.

Consacrée à l'automobile, la deuxième partie, pénétrante par ses vues psychosociales, se ressent de la contre-information si largement donnée sur l'économie du sujet. Est, en particulier, ignorée la faveur accordée aux carburants, lors des deux hausses du pétrole, bien qu'elle ait été dénoncée par le F.M.I. La Banque mondiale et l'O.C.D.E. Nous sommes ici en pleine mythologie, mais le terme « religion », employé ici, n'a pas la même signification. Les milliers de morts et les révélations de M. Beauvais sur le coût de l'encombrement auraient eu ici leur place, pour mesurer l'étendue de l'holocauste sur l'autel de la divinité.

Plus axée sur les problèmes de santé, la troisième partie nous montre — discrètement — la nécessité d'une certaine hygiène sociale à l'égard de la longévité. La société de consommation reste, est-il conclu, notre seul avenir ; seulement le phénomène essentiel, le vieillissement de la population, n'est pas pris dans le champ.

★ Presses universitaires de France, Paris, 1983. 254 pages, 145 F.

RECTIFICATIF. — L'excellent ouvrage *Les Disparités sociales de consommation médicale* est de Renée Sérange-Fonterme (et non Fontaine).

Cuba dépend toujours du sucre et de l'U.R.S.S.

(Suite de la page 7.)

Mais elles contiennent, impertinamment, à prévoir une croissance du produit social global de l'ordre de 2,5% en 1983, conformément à ce qui avait été annoncé à la fin de 1982. Leur optimisme se fonde sur l'augmentation du prix du sucre (il est passé de 6,20 centimes de dollar pour une livre en janvier à 11,50 en juillet) et sur les progrès de la productivité et de l'organisation économique en général.

Les observateurs occidentaux sont, pour leur part, sceptiques. Ils remarquent que la renégociation de la dette n'est pas terminée, et que les prévisions cubaines reposent sur un grand nombre d'hypothèses optimistes. Ils craignent que les difficultés sectorielles, si elles se multiplient, ne finissent par avoir un effet cumulatif. Outre l'emploi, cela pourrait perturber certains secteurs essentiels de l'économie.

Appel à l'Ouest

De source officielle, selon l'évolution prévue de la répartition des importations en provenance des pays à économie de marché, la part des biens de consommation, qui représentait 10% du total en 1982, devrait passer à 13,4% en 1983. Celle des biens d'équipement, de 42,6% du total, chuterait à 15,8% au profit des biens intermédiaires, qui passeraient de 47,4% à 70,8% de l'ensemble.

La grande question que soulèvent ces données est la détermination de l'importance relative des relations économiques de Cuba avec l'Ouest, dans le cadre de son intégration croissante à l'économie du camp socialiste. Pour certains diplomates occidentaux, l'aide considérable accordée par l'Union soviétique à pour fonction d'assurer l'essentiel : la survie, l'énergie, les grands équilibres. En revanche : « Tout ce qui est développement, notam-

ment, de la diversification, de l'accroissement de l'autonomie relative, se fait grâce aux relations avec l'Ouest. C'est cette frange qui est menacée par la crise ».

Les comparaisons quantitatives sont difficiles à faire, faute de chiffres sur les rapports avec les pays socialistes. M. Fidel Castro a estimé à 20% du total les échanges effectués avec les pays à économie de marché, tout en leur accordant une importance spécifique plus grande. Autre indicateur : la dette extérieure de Cuba en devises est de 3 165 millions de dollars contre 7 500 millions de dollars (estimation occidentale) à l'égard du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM).

La formulation avancée par M. Carlos Rafael Rodríguez est sensiblement différente, on s'en doute. Selon le vice-président, « le développement dépend fondamentalement des relations avec les pays socialistes (les grands projets en cours, dont une centrale nucléaire, ne sont pas abandonnés) et se complète dans le sens de l'amélioration du niveau de vie grâce aux relations avec les pays capitalistes ».

Exemple avancé : tout appartement construit à Cuba contient un nombre réduit, mais réel, d'éléments importés de l'Ouest, le plus souvent du fait d'un manque de disponibilité à l'Est. Ainsi l'achat de robinets est-il la plupart du temps indispensable. Malgré l'incidence peu élevée sur le coût d'ensemble de la construction, c'est l'acquisition du nombre nécessaire d'éléments à l'Ouest qui permet la réalisation d'un programme de cent mille logements au lieu des cinquante mille dont on est obligé de se contenter quand on manque de devises.

L'intégration économique croissante au camp socialiste ne fait de doute pour personne. Elle a pour avantage de mettre l'île à l'abri rela-

tif des turbulences du monde capitaliste. Ainsi la crise, qui n'épargne aucun des pays de la région, ne se fait-elle guère sentir sur le niveau de vie des Cubains. Les relations avec l'Est sont en outre exceptionnelles-ment avantageuses, comme l'indique l'accord sur la revente du pétrole non consommé. Mais, vingt-cinq ans après le triomphe de la révolution, Cuba est encore dépendante d'un pays et de deux produits.

Lente diversification

La diversification se fait lentement. L'industrialisation est facilitée par la perspective d'accès à des marchés énormes, mais doit respecter le rythme imposé par le CAEM, et la division du travail telle qu'elle est conçue en Europe de l'Est. C'est un thème qui revient fréquemment dans les conversations privées de certains fonctionnaires cubains.

Le maintien de l'importance quantitative et qualitative des relations avec les pays à économie de marché est donc essentiel. Cela s'applique même à des domaines prioritaires comme celui de la santé. Les Cubains, qui ont pour objectif de passer au premier rang mondial en l'an 2000, acquièrent une partie substantielle de leur équipement et de leurs matières premières à l'Ouest.

Ces rapports sont pourtant mis en danger par les difficultés financières du pays. Bien des stratégies sont à revoir, notamment celles qui reposent sur les grands projets, au détriment d'insertions plus « pointues », comme celles effectuées par le Japon ou la Suède dans l'industrie sucrière, par exemple. Les meilleures cartes des Cubains, dans cette affaire, sont le sérieux et la rigueur avec lesquels ils ont affronté la crise, et la taille de leur économie comparée à celle des autres pays de la région (Mexique et Venezuela mis à part).

Dilemme pour ceux qui veulent exporter. Les experts économiques occidentaux pensent volontiers que la croissance économique cubaine est « artificielle ». Ils ne se feront jamais au poids excessif de la bureaucratie, et ils ont raison de dire que les efforts se perdent souvent faute d'un système flexible d'inter-relations ». Mais, au moment de faire les comptes, il semble bien que Cuba soit « un des moins mauvais risques en Amérique latine ». Faut-il dégoûter de renvoyer la responsabilité de la décision aux politiques.

FRANCIS PISANI.

Les pays industriels et les marchés du tiers-monde

(Suite de la page 7.)

La part du Sud dans nos exportations de produits manufacturés est passée de 26% à 28%. De 15 milliards de dollars environ, le progrès des livraisons au Sud compense, à concurrence de 40%, la diminution des échanges entre pays industriels. Les bénéficiaires ont été les États-Unis et surtout le Japon (+9 milliards de dollars). La part de l'Europe décline sensiblement sur les grands marchés du tiers-monde, surtout en Afrique et au Proche-Orient même compte tenu des fluctuations monétaires.

Les comparaisons internationales sont rendues de plus en plus délicates par l'ampleur et la diversité des fluctuations monétaires. La hausse rapide du dollar impose naturellement beaucoup de précautions dans l'interprétation des statistiques américaines et plus encore dans celle des tableaux d'organismes internationaux convertissant en dollars les données nationales. L'évolution des parts du marché en monnaie nationale semble, dans la mesure du possible, le meilleur indicateur sur les tendances récentes du commerce international et sa répartition.

Sur les marchés industriels, les pays du Sud ont encore amélioré leur position en 1982 comme fournisseurs de produits manufacturés, essentiellement par leurs progrès sur le marché des États-Unis, qui absorbe à lui seul plus de la moitié de leurs ventes aux pays industriels. Les livraisons à la C.E.E. se sont accrues de plus de 1,6 milliard d'ECU, mais cela correspond à une quasi-stabilisation des positions du Sud de 1981. Sur le marché du Japon également, l'augmentation des ventes des pays exportateurs du Sud (Corée, Taiwan et Hongkong pour plus des deux tiers) suit la progression modérée des importations japonaises.

Aux États-Unis, la part du Sud a encore progressé de deux points en 1982, passant de 23,3% à 25,3% (les chiffres américains indiquent la poursuite de cette progression au premier trimestre 1983 : 26,4%). Ce progrès est dû presque uniquement à l'augmentation des livraisons porte les biens de consommation et l'équipement (essentiellement matériel électrique et pièces détachées). Ces deux secteurs prennent une place croissante dans l'ensemble des ventes du Sud aux États-Unis hors pétrole : 56% contre 48% en 1981, tandis que les envois de demi-produits sont en repli. La nature des livraisons et leur origine laissent penser qu'il s'agit souvent de productions intégrées en fait au cycle de production américain plus que de véritables échanges commerciaux.

Les livraisons de produits manufacturés du Sud aux États-Unis dépassent 36,8 milliards de dollars en 1982, en progrès de 11,5%. Elles seraient inférieures de 900 millions aux livraisons de l'Europe. Dans les publications américaines, la valeur en dollars des envois de produits manufacturés de l'Europe comme du Japon n'a pratiquement pas changé par rapport à 1981, ce qui entraîne une diminution de leurs parts. Le rôle des monnaies préfixes pour le règlement des échanges est indéniable : la bonne tenue des livraisons des pays exportateurs du Sud sur le marché américain est en partie liée à l'utilisation du dollar par la plupart d'entre eux, en particulier par les filiales de sociétés américaines.

Coup de frein en Amérique latine

Les menaces de banqueroute du Brésil et du Mexique soulignent en 1982 la situation précaire de pays pourtant riches en ressources, et en expansion manifeste. Avec les mesures prises par le F.M.I., l'orthodoxie financière domine une rude coupe de frein aux échanges, sensible bien au-delà du tiers-monde. Les exportations des pays industriels au Sud ont été directement touchées par une forte chute des ventes de l'Europe comme du Japon sur l'Amérique du Sud et les principaux marchés d'Afrique (Nigeria, Algérie, Libye, Côte d'Ivoire).

Les conséquences sont sensibles, surtout pour les États-Unis. Aux chutes des ventes enregistrées sur tous les grands marchés industriels (9 milliards de dollars) s'ajoute en 1982 un recul de 6 milliards de dollars des livraisons de produits manufacturés au Sud. L'effort fait depuis plusieurs années en Asie a pourtant permis d'y enregistrer encore quelques progrès appréciables (+1,3 milliard d'équipement), et les livraisons au Proche-Orient sont demeurées stables.

Sur l'Amérique latine, qui recevait plus de la moitié des livraisons des États-Unis au Sud, les ventes américaines ont diminué de 25%, suite logique des mesures imposées, dont les conséquences doivent être longtemps ressenties par l'économie des États-Unis. Le département du commerce annonçait pour l'ensemble de l'année 1982 une baisse des ventes des États-Unis de 60% sur le Mexique, de 40% sur l'Argentine, de 36% sur le Chili, de 23% sur le Nigeria. Le recul des positions américaines sur la grande majorité des marchés mondiaux est souligné par de multiples associations, et la

hausse du dollar ne leur paraît pas suffire pour expliquer cette dégradation.

Les résultats publiés par les grands pays exportateurs du Sud concordent pour indiquer un net recul des échanges Sud-Sud en quantité et en valeur. Quelle est la part de ces échanges dans les importations du tiers-monde ? Les reculs sont-ils relativement plus importants pour les fournisseurs du Sud ou ceux du Nord ? Il est encore trop tôt pour le savoir.

La Corée et Taiwan n'indiquent qu'une faible réduction de leurs livraisons au Sud. Bien plus que les chiffres annuels, l'effritement de leurs ventes au tiers-monde, très net de mois en mois depuis le milieu de 1982, montre la dégradation récente des échanges Sud-Sud. Ces indications sont encore plus nettes à Hongkong (chute des ventes de 8%). A Singapour, les livraisons de produits manufacturés ont diminué dans tous les secteurs, et les réexportations importantes sur la Malaisie diminuent en partie l'ampleur de la réduction des ventes au Sud.

Les indications moins détaillées d'autres grands pays exportateurs ne sont pas moins significatives : baisse de 14% des exportations de produits manufacturés du Mexique portant sur tous les secteurs, sauf la sidérurgie ; chute de plus d'un tiers des exportations globales du Brésil sur l'ensemble des pays d'Amérique du Sud. Les progrès enregistrés sur les principaux marchés asiatiques sont très loin de compenser les reculs du Brésil, dépassant souvent 40% sur les principaux partenaires de l'ALADI (Argentine, Mexique, Paraguay, Chili, Uruguay). La chute des ventes brésiliennes est aussi sensible sur les trois principaux clients du tiers-monde hors d'Amérique latine : Nigeria, Inde et Algérie, dont la part a diminué de moitié dans les exportations du Brésil.

Deux questions se posent à partir de ces données, aussi cruciales pour les pays développés que pour le tiers-monde :

— alors que se multiplient les mesures d'austérité, la seule demande interne des pays industriels est-elle capable de soutenir une éventuelle reprise en compensant le recul des ventes au Sud ?

— l'intransigence des pays industriels, les difficultés de trésorerie et les pressions sociales croissantes dans les pays du tiers-monde ne détourneront-elles pas progressivement ces pays de leurs fournisseurs du Nord, pour les orienter vers l'aménagement d'un système d'échanges par compensations qui éviterait un recul important de leur production ?

JEAN LEMPERIÈRE.

SOBERA

GRUPE SAINT-GOBAIN

nous sommes, dans toute la France, au service des collectivités locales

M. Jean-Charles Lignel

démontre tout contact avec M. Robert Hertz

De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

1-10 - Si vous avez vu le visage de M. Robert Hertz, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Dactyl, démontre tout contact avec M. Robert Hertz. De notre correspondant régional

Lundi 15 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 45 Cinéma : Le voyage au bout du monde. Film français de J.-Y. Cousteau, P. Cousteau et M. Flam (1976). Le récit d'une expédition dans l'Antarctique par le commandant Cousteau, son fils Philippe (monté tragiquement) et l'équipage de la Calypso. Prises de vues sous-marines révélant un monde inconnu, fascinant. Montage pour le cinéma, d'images d'une série télévisée.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Le grand échiquier. De Jacques Chancel. Une sélection des grands moments de cette émission : Maurice Genevoix, le commandant Cousteau, Pablo Neruda, Herbert von Karajan, Raymond Devos.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Film : La bataille de San- Sebastian. Film franco-italo-mexicain de H. Verneuil (1968). Avec A. Quintan, A. Comer, C. Bronson, S. Jaffe, S. Pinal (réalisation).

Mardi 16 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h Vision plus. 12 h 30 Le bar de l'éclat. 12 h 35 Série : Sésame, agent spécial. 12 h 40 Croque-vacances. 12 h 45 Les rendez-vous. 12 h 50 Revolver : Histoire de l'aviation. 12 h 55 Météorologie. 12 h 58 Émissions régionales. 12 h 59 Jeu : Super-défi. 12 h 59 45 Jou : Marion-Les. 12 h 59 45 Journal (à 21 h 45). 20 h 35 Médiavertissement : Formule 1. Émission de M. et G. Carpentier. Avec Mireille Mathieu et Patrick Duffy (Bobby Swing). Réalisation.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE. 12 h 30 Journal (à 12 h 45). 12 h 40 Platiné 46. Avec Phil Collins, Taxi Girls, Secret Service. 12 h 45 Série : Les amours des années grises. 12 h 50 Série : La Virginie. 12 h 55 Aujourd'hui la vie. Passion d'enfants. 12 h 58 Dessin animé : Tom et Jerry. 12 h 59 Sports 46. Équitation, vol à élastique. 12 h 59 45 Récit A 2. 12 h 59 45 Flash info. 12 h 59 45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 12 h 59 45 Émissions régionales. 12 h 59 45 Le théâtre de Boulevard. 20 h 35 Téléfilm : Elvis. De J. Carpentier. Avec K. Russell, S. Winters, R. West. La lente ascension du grand chanteur de rock Elvis Presley, de 1955 à 1968, interprétée par le comédien Kurt Russell. Version intégrale (140 minutes), émission diffusée en 1979 par la chaîne américaine A.B.C.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal. 19 h 15 Émissions régionales. 19 h 35 Pour les jeunes. Trois petites faces : Alpes en fleurs. 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31. 20 h Les jeux. 20 h 35 Film : Le Gaspier. Film français de R. Fiquet (1975), avec C. Brasseur, M. Keller, G. Ferretti, J. Steiner, V. Sanipoli, F. Guio.

rebel prend l'habit d'un français qui l'a protégé et vient de mourir. Sous cette fausse identité, il organise la défense d'un village menacé par des indiens pillards. Une composition intéressante d'Anthony Quinn, dans un film à grand spectacle où Verneuil prouve, une nouvelle fois, qu'il peut égaler la maîtrise technique des super-productions américaines.

FRANCE-CULTURE

20 h 15 La chanson de Volcans. 21 h 15 Les châteaux de documentaires, ou Surprises de vœux, par P. Esnault. 22 h 15 Un rêve de mots : Gaston Bachelard. 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 2 août 1983 lors du Festival de Salzbourg) : Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Brahms, Les Tableaux d'une exposition de Moussorgski, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. C. Abbado, sol. V. Ashkenazy, piano. 22 h 30, Fréquence de nuit : Madagascar ; œuvres de Ravel, Louchard.

FRANCE-CULTURE

20 h 15, La chanson de Volcans. 21 h 15, Les châteaux de documentaires, ou Surprises de vœux, par P. Esnault. 22 h 15, Un rêve de mots : Gaston Bachelard. 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 2 août 1983 lors du Festival de Salzbourg) : Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Brahms, Les Tableaux d'une exposition de Moussorgski, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. C. Abbado, sol. V. Ashkenazy, piano. 22 h 30, Fréquence de nuit : Madagascar ; œuvres de Ravel, Louchard.

FRANCE-CULTURE

20 h 15, La chanson de Volcans. 21 h 15, Les châteaux de documentaires, ou Surprises de vœux, par P. Esnault. 22 h 15, Un rêve de mots : Gaston Bachelard. 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 2 août 1983 lors du Festival de Salzbourg) : Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Brahms, Les Tableaux d'une exposition de Moussorgski, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. C. Abbado, sol. V. Ashkenazy, piano. 22 h 30, Fréquence de nuit : Madagascar ; œuvres de Ravel, Louchard.

FRANCE-CULTURE

20 h 15, La chanson de Volcans. 21 h 15, Les châteaux de documentaires, ou Surprises de vœux, par P. Esnault. 22 h 15, Un rêve de mots : Gaston Bachelard. 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 2 août 1983 lors du Festival de Salzbourg) : Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Brahms, Les Tableaux d'une exposition de Moussorgski, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. C. Abbado, sol. V. Ashkenazy, piano. 22 h 30, Fréquence de nuit : Madagascar ; œuvres de Ravel, Louchard.

FRANCE-CULTURE

20 h 15, La chanson de Volcans. 21 h 15, Les châteaux de documentaires, ou Surprises de vœux, par P. Esnault. 22 h 15, Un rêve de mots : Gaston Bachelard. 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 2 août 1983 lors du Festival de Salzbourg) : Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Brahms, Les Tableaux d'une exposition de Moussorgski, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. C. Abbado, sol. V. Ashkenazy, piano. 22 h 30, Fréquence de nuit : Madagascar ; œuvres de Ravel, Louchard.

FRANCE-CULTURE

20 h 15, La chanson de Volcans. 21 h 15, Les châteaux de documentaires, ou Surprises de vœux, par P. Esnault. 22 h 15, Un rêve de mots : Gaston Bachelard. 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 2 août 1983 lors du Festival de Salzbourg) : Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Brahms, Les Tableaux d'une exposition de Moussorgski, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. C. Abbado, sol. V. Ashkenazy, piano. 22 h 30, Fréquence de nuit : Madagascar ; œuvres de Ravel, Louchard.

FRANCE-CULTURE

20 h 15, La chanson de Volcans. 21 h 15, Les châteaux de documentaires, ou Surprises de vœux, par P. Esnault. 22 h 15, Un rêve de mots : Gaston Bachelard. 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 2 août 1983 lors du Festival de Salzbourg) : Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Brahms, Les Tableaux d'une exposition de Moussorgski, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. C. Abbado, sol. V. Ashkenazy, piano. 22 h 30, Fréquence de nuit : Madagascar ; œuvres de Ravel, Louchard.

FRANCE-CULTURE

20 h 15, La chanson de Volcans. 21 h 15, Les châteaux de documentaires, ou Surprises de vœux, par P. Esnault. 22 h 15, Un rêve de mots : Gaston Bachelard. 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 2 août 1983 lors du Festival de Salzbourg) : Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Brahms, Les Tableaux d'une exposition de Moussorgski, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. C. Abbado, sol. V. Ashkenazy, piano. 22 h 30, Fréquence de nuit : Madagascar ; œuvres de Ravel, Louchard.

FRANCE-CULTURE

20 h 15, La chanson de Volcans. 21 h 15, Les châteaux de documentaires, ou Surprises de vœux, par P. Esnault. 22 h 15, Un rêve de mots : Gaston Bachelard. 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 2 août 1983 lors du Festival de Salzbourg) : Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Brahms, Les Tableaux d'une exposition de Moussorgski, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. C. Abbado, sol. V. Ashkenazy, piano. 22 h 30, Fréquence de nuit : Madagascar ; œuvres de Ravel, Louchard.

Le rôle ambigu de Jean-Maurice Agnelet

(Suite de la première page.)

Quarante ans, une certaine allure, le vertige rapide, le débit sauté, Agnelet, franc-maçon, socialisant, adepte du yoga, l'a littéralement enroulé. Il a promis souvent de « racrocher sa robe » et d'aller vivre avec elle, loin de tout. Mais il n'a jamais tenu parole. Toute trace d'Agnelet et de sa Range-Rover a été perdue le 30 octobre 1977.

Agnelet, c'est la première anomalie de son comportement, sera le seul à ne jamais s'inquiéter de la disparition de la jeune femme. Entendu d'abord par la police pendant quarante-cinq heures d'horloge, les 20 et 21 septembre 1978, puis, à de nombreuses reprises par les magistrats instructeurs successivement chargés du dossier, il ne cessera de tisser et de mentir.

Par deux fois, en quarante-huit heures, les 4 et 6 octobre 1977, Agnelet a voulu apparemment se suicider.

Sa première tentative : quelques cachets de barbituriques pour faire peur à son amant trop hésitant. La seconde : on l'a découvert étendu sur son lit, inconscient, portant une égratignure aux poignets. Une confidence de l'avocat nigéri à une amie d'Agnelet, Nicole Dormann de la Croix-Rouge, « Coco », rend plus épais encore le mystère de ce second « suicide ». Agnelet, le 8 octobre, a fait sortir Agnelet de l'hôpital, « elle avait pu aussi bien, dit-il à Coco, appeler la police et moi, ajoutait-il, en joignant les poignets, comme pour stimuler la pose de menottes, je me réveille comme ça... ».

Agnelet lui indique, par ailleurs, qu'il a découvert au domicile d'Agnelet, le 7 octobre, un message de la jeune femme ainsi rédigé : « Désolé. Mon chemin s'arrête là. Je veux que ce soit Maurice qui s'occupe de tout. » Ce mot d'adieu ne sera trouvé par la police qu'en mars 1978, bien en évidence sur un bureau et décoloré par le soleil. Or, ni les policiers, qui ont été les premiers sur les lieux le 7 octobre, ni Coco, qui a passé deux longues heures le samedi 8 octobre dans l'appartement d'Agnelet, ne l'ont aperçu. Circumstance plus étrange encore : la photocopie du même message amputé de la date d'origine (6 octobre) sera saisie par la police dans le coffre d'Agnelet à son cabinet.

Cinq livres

Dans l'ouvrage (2), Roger Bianchini cite à ce sujet les termes de l'audition d'Agnelet par le juge Richard Bouazis, le 6 décembre 1978. Le magistrat instructeur fait tout d'abord remarquer à l'ex-avocat que l'amputation de la date « a pour objet de rendre le document intemporel et d'accrocher l'idée d'un troisième suicide fin octobre 1977 ».

« Or, ajoute-t-il, qui peut être l'auteur de cette amputation ? Vous ? (...) ». Agnelet : « C'est Agnelet elle-même, devant moi, alors que je refusais de prendre ledit document, en a découpé la partie supérieure. »

Le 17 septembre 1979, la P.J. a saisi au domicile personnel d'Agnelet à Cantaron, près de Nice, cinq livres de la collection « La Pléiade ».

Sur la page de garde de chacun de ces ouvrages figurent des annotations de la main de l'ex-avocat, sans références à des dates-clés de l'affaire. Sur le premier (Montaigne, Œuvres complètes), Agnelet a écrit : « 17 mai 1977. Genève. PM/PV. Amite ». Sur le deuxième (André Gide, Journal) : « 30.6.1977. Sécurité PM/PV ».

Sur le troisième (Rimbaud, Œuvres complètes) : « le 7 octobre 1977 : classement dossier PM/PV ». Sur les quatrième et cinquième ouvrages enfin (Hemingway, tomes 1 et 2) : « Mercredi 2.11.77 : recensement dossier PM/PV. Liberté ».

Les initiales PM/PV sont celles, toujours employées par Agnelet, du Palais Vénitien, nom de la société propriétaire des murs du casino. Le 17 mai (amitié), Agnelet et son ami sont effectivement en Suisse. Ils dé-

posent, partie sur un compte à numéro, partie dans un coffre de l'Union des banques suisses (U.B.S.) de Genève - pour lesquels Agnelet disposait d'une procuration - une somme d'environ 1 700 000 francs. Cet argent correspond au premier versement effectué par Fraton. Le 30 juin (sécurité), c'est le fameux jour de l'assemblée générale du Palais de la Méditerranée où Fraton parvient à prendre le contrôle de l'établissement.

Le 7 octobre (classement) se situe au lendemain de la seconde tentative de suicide, éminemment suspecte, d'Agnelet. La dernière date, celle du 2 novembre 1977 (recensement, libération) coïncide avec la disparition brutale et définitive. Le juge Michel Mallard, qui a succédé à Richard Bouazis, n'entendra Agnelet que quatre mois après la découverte des livres annotés et se contentera de réponses évasives de l'ex-avocat. « En premier lieu, explique notamment Agnelet, le terme de « liberté » s'applique exclusivement à l'auteur et à sa vie. Quant aux termes de « classement et recensement », je les entendais au sens de remise en ordre, de synthèse... ».

Aucune loi il est vrai ne réprime le péché d'extorsion. C'est le même magistrat qui, le 21 avril 1980, rendra une ordonnance de refus d'informer concernant une autre plainte, nominative celle-ci, pour homicide volontaire déposée le 10 janvier de la même année par M^{me} Renée Le Roux (3).

Le volet canadien

Le rôle d'Agnelet n'aura cessé en fait d'être ambigu et la justification de ses actes sujets à caution. L'information judiciaire ouverte sur la disparition d'Agnelet Le Roux avait rapidement permis d'établir par exemple qu'il s'était livré en Suisse, et postérieurement au 30 octobre 1977, à une série d'opérations bancaires complexes dont le but a totalement échappé à la justice... Sa version : il n'était pas seulement séquestré des fonds de sa cliente, mais il aurait reçu aussi l'ordre de les faire fructifier. Sans s'inquiéter, au demeurant, du sort de son mandant... Agnelet déclarait d'autre part avoir été présent à Paris lors du week-end précédant la disparition d'Agnelet Le Roux, afin d'assister au congrès de la Ligue des droits de l'homme. Une commission rogatoire spéciale a permis cependant d'établir qu'il n'y avait pas retenu son pouvoir.

Reste le volet canadien de l'enquête. Les policiers qui ont traversé l'Atlantique en décembre 1982 ont recueilli en effet sur place de nouvelles informations complétant le faisceau de présomptions tissé autour de l'ancien avocat nigéri. A son arrivée à Montréal, en avril 1980, Agnelet a d'abord obtenu, grâce à ses relations franc-maçonniques, un emploi de cadre commercial dans une société d'assurances. Quelques mois plus tard, il a été rejoint dans son exil par Françoise Lauseur, la seule femme, dit-on, à laquelle il ait jamais été attaché. Et la seule personne aussi qui lui a fourni un « alibi ». Agnelet s'est installé avec une autorisation de résidence provisoire valable jusqu'en avril 1983. Mais sa préoccupation est d'acquiescer la nationalité canadienne, comme le démontre son mariage « blanc » le 22 avril 1982 avec une Québécoise complaisante, M^{me} France Chevrete. Les témoins de cette union : le concubin de la dame Chevrete et Françoise Lauseur elle-même.

Lors de leur séjour au Canada, les policiers découvrent surtout que la maîtresse d'Agnelet a fait quelques mois auparavant l'acquisition de la majorité des actions d'un restaurant de Montréal. Avec quel argent ? Agnelet, qui a perdu son emploi dans la société d'assurances, ne vit officiellement que de quelques subsides retirés de travaux agricoles et d'allocation de chômage. Françoise Lauseur, elle, n'a d'autres ressources connues que la pension alimentaire versée par son ex-mari et une aide intermittente de sa famille... Les fonds nécessaires à la transaction (221 000 dollars cana-

diens, soit environ entre 1,2 et 1,3 million de francs) proviennent en fait de plusieurs virements effectués par la Société des banques suisses (S.B.S.) de Vevey sur un compte ouvert par Françoise Lauseur à la Banque de commerce canadienne impériale de Montréal. On apprendra plus tard qu'ils ont été transférés à partir d'un compte dont le titulaire est le frère de la maîtresse d'Agnelet. En suivant cette piste, on remonte à un autre compte, au nom du même, à la Banque Leclerc de Genève. Mais la cessation d'activité de ce dernier établissement s'oppose à une identification plus précise des capitaux... D'où, vraisemblablement, la décision prise le 12 août par le juge Boissieu de renvoyer à inculper Agnelet d'abus de biens sociaux et Françoise Lauseur de complicité et recel du même délit.

A qui, en définitive, pouvait profiter l'« escamotage » d'Agnelet Le Roux ? Jean-Dominique Fraton, si toujours éternel, pour sa part, à démontrer que l'absence prolongée de la jeune femme a compromis la bonne fin de ses subtils entre-pries (4).

Quoi qu'il en soit, les intérêts d'Agnelet étaient objectivement liés à ceux de l'ancien P.D.G. du Ruhl. Et un revirement d'Agnelet qui eût tout remis en question était toujours possible (elle avait repris contact avec sa mère fin septembre 1977).

En s'efforçant de retracer la trajectoire sinuée des millions de Fraton, le juge Bouazis considérait, comme Molère, que l'argent est la clé de tous les ressorts. L'ancien patron du Ruhl avait espéré, en mars 1982, récupérer une partie de sa « mise » (1 040 000 francs) grâce à une requête discrète et infructueuse auprès des autorités judiciaires suisses. Agnelet, lui, rêvait, bien avant qu'il ne fût inculqué, d'héritages et de puissances.

inspiration - insiste aujourd'hui Madame Le Roux - n'est pas un aboutissement. Je veux savoir ce qui est devenu ma fille et connaître toutes les implications de l'affaire de sa disparition... ».

GUY PORTE.

(2) Initiale : Enquête sur la disparition d'une jeune femme riche, cet ouvrage doit paraître prochainement aux Presses de la Cité. Journaliste à l'« Est-Matin », Roger-Louis Bianchini y analyse notamment une dizaine de lettres écrites par Agnelet et destinées à Agnelet. Il émet, d'autre part, plus que des réserves sur le fonctionnement de la justice dans cette affaire, tout en s'interrogeant sur le « climat de protection » dont aurait, selon lui, bénéficié l'ex-avocat nigéri.

(3) Le parquet et la partie civile ont contesté cette décision devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence qui a désigné M. Mallard, celui-ci avait même été désigné à nouveau pour instruire la plainte de M^{me} Le Roux.

(4) Agnelet Le Roux s'était engagé à obtenir la dissolution de la société constituée en 1967 à Monaco par sa mère pour la gestion du patrimoine familial. La procédure a évidemment été interrompue.

Dans le Jura

UN GITAN EST TUÉ PAR UN GENDARME

Une information a été ouverte, dimanche 14 août, par le parquet du tribunal de Dole après la mort d'un jeune gitan âgé de dix-huit ans, Laurent Weiss, qui a été tué par un gendarme lors d'un contrôle de routine dans la nuit de samedi 13 au dimanche 14 août à Chamblay (Jura).

Vers minuit, quatre gendarmes avaient mis en place au centre du village de Chamblay un barrage pour procéder à des contrôles d'identité. Une voiture occupée par trois frères gitans qui sortaient d'un bal s'arrêta. Mais le conducteur, Joseph Weiss, vingt-neuf ans, refusa de se soumettre à l'alcootest. Une vive discussion éclata, et deux des gendarmes sortirent leurs armes. Un coup de feu éclata et atteignit Laurent Weiss à la poitrine.

Le procureur de la République, M. Bruno Gestermann, qui a fait procéder à une rapide reconstitution, dimanche matin 14 août, a déclaré que les gendarmes s'étaient cru menacés, mais il semblait qu'aucun coup n'ait été échangé avant que ces derniers ne sortent leur arme. Une expertise balistique est en cours ainsi qu'une autopsie. Le gendarme meurtrier a été maintenu en service et son identité n'a pas été révélée - par souci de sécurité.

● Suicide d'un détenu. - Un détenu de la maison d'arrêt de Fresnes, Boualem Lakrouf, vingt-trois

Le Monde

sports

LES CHAMPIONNATS DU MONDE D'ATHLÉTISME

La courte victoire des États-Unis devant l'U.R.S.S. et la R.D.A.

En tombant, dimanche 14 août, dans le troisième relais du 4x400 mètres, Willie Smith a privé l'équipe américaine d'une vingt-cinquième médaille. Les athlètes des États-Unis sortent cependant vainqueurs des premiers championnats du monde qui ont lieu du 7 au 14 août : une courte victoire puisqu'ils totalisent vingt-quatre places de podium dont huit titres, l'U.R.S.S. et la R.D.A. obtenant respectivement vingt-trois et vingt-deux médailles.

Les sprinters noirs Lewis (100 mètres, 4x100 mètres, longueur), Smith (4x100 mètres, 200 mètres), Foster (110 mètres haies) et Moses (400 mètres haies) ainsi que la spécialiste de demi-fond Mary Decker (1500 mètres et 3000 mètres) ont été particulièrement en vedette dans une équipe américaine qui a reconquis, un an avant les Jeux de Los Angeles, la

suprématie qui lui avait été contestée depuis 1972.

Individuellement, c'est l'Allemande de l'Est Maria Koch qui a gagné le plus de médailles - trois d'or (200 mètres, 4x100 mètres et 4x400 mètres) et une d'argent (100 mètres) - à la tête d'une équipe féminine qui a remporté huit titres sur dix-sept épreuves et qui a réalisé un superbe triplé à l'heptathlon avec Nemert, Baez et Vater.

La Tchèque Slovaque Kratochvílová s'est, elle aussi, distinguée en doublant sur 400 et 800 mètres et en obtenant la médaille d'argent au 4x400 mètres.

Les compétitions ont été d'une grande intensité mais le niveau d'ensemble des performances a été assez moyen : deux records du monde seulement ont été améliorés

(4x100 mètres hommes et 400 mètres féminin). Trois raisons à cela : le contrôle antidopage systématique entraîne une baisse d'environ 10 % des résultats des lanceurs ; le titre comptant plus que le temps, les épreuves de demi-fond se sont jouées dans les derniers tours après des courses tactiques ; les conditions atmosphériques n'ont pas été très favorables aux sauteurs.

Dans ce contexte, la délégation française qui comprenait vingt-cinq sélectionnés s'est contentée de six places de finalistes (c'est-à-dire classement dans les huit premiers). La meilleure performance est à mettre au crédit de Mahoud, 4^e du 3 000 mètres steeple et qui a amélioré le record de France. Déception, en revanche, pour les perchistes avec Abada (6^e), et Vigoron (8^e) alors qu'ils visaient la victoire.

Anatomie d'un échec

De notre envoyé spécial

Helsinki. - La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre dans la tribune de presse du stade olympique : « Perrin laisse tomber ; il démissionne ! »

Jean-Claude Perrin, c'est l'entraîneur des sauteurs à la perche nationale. Un personnage. Ancien des commandes en Algérie il s'est retrouvé, un beau jour, moniteur de sport au Racing-Club de France. Après des débuts en demi-fond, il s'est intéressé à la perche : « Un sport de combat », dit-il. Cette discipline qui, en effet, est enseignée dans les écoles de guerre prussiennes pour forger le caractère des futurs officiers, il l'avait étudiée dans ses moindres recoins en tant que metteur en scène de la perche olympique.

Plus qu'un technicien, Perrin est cependant un meneur d'hommes. A Colombes, il attrape par l'oreille les gars qui traînent autour du stade et leur met une perche dans les mains. On se moqua de lui. Quelques années après, certains vont devenir les hommes parmi les plus hauts du monde. Ceux-là surnommeront « Bill » cet entraîneur aux man-

nères peu ordinaires, un cow-boy dans l'athlétisme français.

L'aventure des perchistes nationaux commence, en effet, comme la conquête de l'Ouest. Les sauteurs font des performances, battent des records. Perrin, rompu aux techniques de communication, renforce l'éclat de ses réussites auprès des médias. La manœuvre est habile qui permet d'obtenir plus de facilités pour cette discipline naguère marginale. Elle n'est pas pour autant sans danger : en brisant le projet de la perche, alors que les autres disciplines souffrent en France d'une pénurie de champions, la « bande à Perrin » se trouve, à chaque occasion, investie de la lourde responsabilité de gagner des médailles. C'est une pression terrible qui s'ajoute à celle de la compétition. Les gars de Colombes ne la supportent pas : échec aux championnats d'Europe de Prague, aux Jeux Olympiques de Moscou, aux championnats d'Europe d'Athènes, et hier aux championnats du monde d'Helsinki. Ce n'est plus la conquête de l'Ouest, c'est Fort Alamo.

Après les précédents échecs on a beaucoup travaillé. C'est une troisième année consécutive. Je n'ai pas peur des mots : quand on ne peut pas obtenir mieux qu'une sixième et une huitième place, on fait autre chose », déclare à chaud l'entraîneur déçu par le comportement des gars. Cette fois, il pensait pourtant avoir tous les atouts dans son jeu.

Catapulte sur commande

L'entraîneur a passé un accord avec le fabricant de perches américain Pacer qui doit équiper gratuitement, jusqu'en 1984, les sauteurs français. Principal avantage : les perchistes reçoivent leur catapulte fabriquée sur commande en une semaine au lieu d'attendre plusieurs mois. En ce qui concerne l'entraînement, une programmation avait été élaborée : « On s'est préparé comme des pros dans les meilleures conditions », reconnaît Abada qui précise : « en 1976 lorsque j'ai été quatrième aux Jeux de Montréal, je faisais trois ou quatre séances par semaine, maintenant on en fait deux par jour ».

Restait à savoir ce que cela donnerait sur le terrain. Le concours n'a pas eu lieu dans les meilleures conditions. Vendredi d'abord, les qualifications ont dû être interrompues à cause du mauvais temps, puis annulées. La situation ne s'est pas améliorée samedi matin, vingt-sept concurrents se présenteront donc sur l'aire de saut dimanche matin à dix heures pour une sorte de concours-marathon. Une stratégie avait été mise au point par les Français.

Fragile nerveusement, Vigoron devait attaquer une barre relativement basse à 5,25 mètres pour prendre ses marques et se mettre en confiance. Appliqué à la lettre, ce plan ne donna pas les résultats espérés. Après avoir passé 5,40 mètres il attaque 5,50 mètres avec une perche beaucoup trop souple.

Quinon qui est le meilleur performeur de l'année avec 5,80 mètres devait, lui, commencer à 5,40 mètres. Trois fois il échoua à cette hauteur. « Il a abordé le concours comme s'il allait franchir 6 mètres. Il était parti au-dessus de ses moyens et il a explosé », commente l'entraîneur qui a des mots assez durs pour ces deux gars.

En revanche, Abada trouve grâce à ses yeux. Plusieurs fois opéré au genou depuis 1980, celui-ci revient, à vingt-neuf ans, à la compétition. Dans son état, seul un coup de poker était envisageable : le moins de tentatives possible, le plus haut possible. Il passa 5,50 mètres à deux essais et échoua ensuite à 5,60 mètres. Patrick saute avec de véritables mats de bœuf. Quand j'ai vu sa course d'élan j'ai vraiment cru que c'était possible, mais le vent l'a gêné », dit l'entraîneur qui envisage de se consacrer exclusivement à ce sauteur désormais.

Le goût de la tourmente

Les conditions atmosphériques ont aussi gêné les sauteurs américains Olson et Tully qui avaient dominé la saison en salle et au plein air. Toutefois le Bulgare Tare et le Soviétique Volkov ont réussi à franchir 5,60 mètres tandis que Budka, à peine débarqué de Leningrad, passait 5,70 mètres avant de tenter de porter le record du monde à 5,82 mètres. A dix-neuf ans et sans expérience des grandes compétitions, ce Budka-là doit aimer la tourmente.

Fripou pas, c'était donc le vent de la déroute qui soufflait dimanche à Helsinki pour les perchistes français. « J'en tire les conséquences. Pour ne pas mettre dans l'embarras le directeur technique national j'assumerai l'entraînement pour la Coupe d'Europe et les Jeux méditerranéens, mais après je rends mon tablier », assure Perrin.

Sous le choc de la déception, l'entraîneur a-t-il « craqué » ? Il est trop

madré pour céder ainsi à une impulsion. La ville de Nice lui a fait des propositions intéressantes et ce n'est pas sans plaisir qu'il quitterait le stade de Colombes. En tout état de cause, il lui faudrait modifier son statut à la Fédération française d'athlétisme. En prenant les devants, il coupe court aux reproches qu'on aurait pu lui adresser et il incite la Fédération à lui demander au contraire « de signer un nouveau bail » jusqu'aux Jeux olympiques de 1984. Le directeur technique national, Jean Pocobut, n'était pas dupe.

Le bonheur de Lillak

Helsinki. - Attentif mais assez réservé dans l'ensemble depuis le début des championnats, le public finlandais a véritablement chaviré de bonheur, samedi 13 août, lorsque Tina Lillak expédia son javelot à 70,82 mètres.

La belle et robuste Finnoise, âgée de vingt-deux ans, qui avait récemment porté le record du monde à 74,75 mètres, donnait l'unique médaille d'or de ces championnats à son pays dans la discipline qui est la plus chère au cœur des Finlandais.

Lillak a pris la tête du concours au système et dernier essai, tout comme l'avaient fait la Tchèque Slovaque Fibingerova et la Polonaise Serul au lancer du poids.

A.G.

qui déclarait : « Il faut se méfier des réactions à chaud. Notre équipe est normalement en place jusqu'à Los Angeles. Perrin n'est, au demeurant, pas le seul animateur dans cette discipline, en France : à l'INSEP (Institut national du sport et de l'éducation physique), il y a Maurice Houvion qui continue tranquillement son travail avec ses fils Philippe, Leveur et Cattaui. Entre autres.

ALAIN GIRAUDO.

AUTOMOBILISME

APRÈS LEUR VICTOIRE DANS LE GRAND PRIX D'AUTRICHE

Un titre mondial en vue pour Alain Prost et Renault

De notre envoyé spécial

Zeltweg. - Alain Prost (Renault-EF) a gagné, dimanche 14 août, le Grand Prix d'Autriche devant René Arnoux (Ferrari) et le Brésilien Nelson Piquet (Brabham-BMW). La quatrième victoire de la saison du pilote français lui permet de consolider sa première place au classement provisoire du championnat du monde, où il compte désormais 51 points, devant Nelson Piquet (37 points), René Arnoux (34 points) et Patrick Tambay (31 points).

Bernie Ecclestone a quitté précipitamment le paddock, dimanche, après la défaite de ses couleurs. L'œil sombre, éternel pantalon bleu marine et chemise blanche, le patron de l'écurie britannique Brabham n'avait effectivement pas de quoi se réjouir de sa journée sur le circuit autrichien. Son pilote numéro un, Nelson Piquet, candidat au titre mondial, avait non seulement dû s'incliner devant deux de ses adversaires - Alain Prost et René Arnoux - mais son deuxième pilote, Ricardo Patrese, avait été contraint d'abandonner.

Au même moment, Gérard Larrousse, directeur général de Renault Sport, pour sa part, n'a pu s'empêcher d'esquisser un sourire en sortant du stand de son écurie. M. Bernard Hanon, P.D.G. de la Régie Renault, qui aime assister aux courses de formule 1, a lancé joyeusement, après la victoire de son équipe : « On arrive ça ! ». On a même profité de l'occasion pour arroser aussi la quatrième place de l'Américain Eddie Cheever et la cinquième place du Britannique Nigel Mansell, dont la Lotus est équipée, depuis le Grand Prix de Grande-Bretagne, du Renault turbo compressé.

Alain Prost était d'autant plus heureux, dimanche soir, que sa victoire avait été le fruit d'une conduite intelligente. Les séances d'essai de sa monoplace avaient été pourtant perturbées par l'apparition d'un problème de surchauffe : il n'avait pas pu de place mieux qu'en troisième place sur la grille de départ. Le phénomène, qui s'était déjà manifesté quinze jours plutôt, au Grand Prix d'Allemagne, n'affectait, cette fois, que la voiture de rechange, dite « mulet ». Aussi l'écurie française dut-elle jouer la prudence. Prost avait réalisé un temps convenable - mais, d'une part, Patrick Tambay et René Arnoux s'étaient offerts, eux, la première ligne et, d'autre part, Nigel Mansell et Nelson Piquet s'étaient intercalés à la deuxième. Réservant sa machine pour la course, le pilote de la Régie Renault devait se servir du « mulet » pour la deuxième séance d'essais.

Les techniciens ont fini par découvrir les raisons de la surchauffe de certains moteurs : des échangeurs obstrués, qui sont des organes de refroidissement du moteur turbo. Les pièces défectueuses

étaient changées, l'écurie française possédait alors deux machines en état de fonctionnement. C'était presque inespéré. Et elles ont bien fonctionné, les Renault. La difficulté, pour Alain Prost, était surtout de se dégager de sa position de départ. Pas facile à faire sur un circuit où la vitesse moyenne du vainqueur a atteint près de 225 kilomètres à l'heure.

Et pourtant, les ravitaillements passés, que les techniciens de la firme de Boulogne-Billancourt ont réalisés dans des temps records - 10 sec. 77, notamment pour Eddie Cheever - Alain Prost se retrouvait dans le sillage de René Arnoux et de Nelson Piquet. Patrick Tambay et Ricardo Patrese étaient, eux, obligés de rentrer à leurs stands.

Le Brésilien, rejoint et dépassé parce que sa Brabham était moins fiable que les Renault et les Ferrari sur le circuit autrichien, Alain Prost n'avait plus, pour dernier adversaire, que son ancien coéquipier René Arnoux, devenu son frère ennemi depuis l'édition 1982 du Grand Prix de France. Prost, dit-il cette fois : « Arnoux est un pilote comme les autres : j'avais décidé de le dépasser dans les derniers tours ; il ne fallait pas qu'il ait la possibilité de me doubler à son tour ».

Le pilote de Ferrari dut ainsi céder la première place, après avoir, semble-t-il, mal passé sa quatrième vitesse. La course alors était jouée. Elle permettait au pilote de la Régie d'asseoir sa position de leader du championnat du monde.

Rien n'est encore joué, a pourtant déclaré le champion français : à quatre tours de la fin de la saison. Le monde fermé de la formule 1 ne s'ouvre pas seulement au titre que le Français pourrait gagner mais aussi à l'avenir du pilote. Le contrat d'Alain Prost avec la Régie Renault arrive, en effet, à échéance à la fin de la saison. Les rumeurs vont alors bon train sur son éventuel départ pour d'autres couleurs. L'intéressé n'a pas formellement démenti : il a même indiqué que cette hypothèse était prématurée. « On verra, a-t-il dit, en septembre prochain. » A des intimes, il a même confié que monnayer un titre mondial ne l'intéressait pas. Il a seulement pour objectif de conduire la meilleure voiture l'année prochaine. Affaire à suivre.

GILLES MARTINEAU.

Les résultats

Athlétisme

CHAMPIONNATS DU MONDE

HOMMES

200 mètres

1. Smith (E.U.), 20 sec 14 ; 2. Quow (E.U.), 20 sec 41 ; 3. Memes (It.), 20 sec 51.

1 500 mètres

1. Cruz (G.B.), 3 min 41 sec 58 ; 2. Scott (E.U.), 3 min 41 sec 87 ; 3. Anaita (Mar.), 3 min 42 sec 02.

5 000 mètres

1. Czeplian (It.), 13 min 28 sec 53 ; 2. Schildauer (R.D.A.), 13 min 30 sec 27 ; 3. Valino (Finl.), 13 min 30 sec 34.

110 mètres haies

1. Foster (E.U.), 13 sec 46 ; 2. Bryggare (Finl.), 13 sec 46 ; 3. Gault (E.U.), 13 sec 48.

Hauteur

1. Avdielenko (U.R.S.S.), 2,32 m ; 2. Peacock (E.U.), 2,32 m ; 3. Zhu Jianhua (Chine), 2,29 m.

Percus

1. Bubka (U.R.S.S.), 5,70 m ; 2. Volkov (U.R.S.S.), 5,60 m ; 3. Turev (Bul.), 5,60 m ; 4. Adams (G.B.), 5,55 m ; 5. Himmans (Bré.), 5,50 m ; 6. Abada (Fr.), 5,50 m ; 7. Zalar (Suède), 5,50 m ; 8. Kozakiewicz (Pol.), 5,40 m.

Drapeau

1. Buger (Tch.), 67,72 m ; 2. Dolis (Cuba), 67,36 m ; 3. Valeri (Tch.), 66,08 m.

Marathon

1. De Castella (Aust.), 2 h 10 min 3 sec ; 2. Balacha (Eth.), 2 h 10 min 27 sec ; 3. Clerpinaki (R.D.A.), 2 h 10 min 37 sec.

4 x 400 mètres

1. U.R.S.S. (Louchkov, Trochilo, Chernitsky, Martin), 3 min 0 sec 79 sec ; 2. R.F.A. (Stamm, Vaihinger, Schmid, Weber), 3 min 1 sec 83 ; 3. Grande-Bretagne (Bennett, Cook, Bennett, Brown), 3 min 5 sec 53.

Déclatation

1. Thompson (G.B.), 8 666 pts ; 2. Hingsten (R.F.A.), 8 561 pts ; 3. Wentz (R.F.A.), 8 478 pts.

DAMES

200 mètres

1. M. Koch (R.D.A.), 22 sec 13 ; 2. M. Ottey (Jam.), 22 sec 19 ; 3. K. Cook (G.B.), 22 sec 37.

1 500 mètres

1. M. Decker (E.U.), 4 min 0 sec 90 ; 2. Z. Zainova (U.R.S.S.), 4 min 1 sec 19 ; 3. E. Podkopaeva (U.R.S.S.), 4 min 2 sec 25.

100 mètres haies

1. B. Jahn (R.D.A.), 12 sec 35 ; 2. K. Keabe (R.D.A.), 12 sec 42 ; 3. G. Zagoricheva (Bulg.), 12 sec 62.

Longueur

1. H. Daut (R.D.A.), 7,27 m ; 2. A. Casimir (Roum.), 7,15 m ; 3. C. Lewis (E.U.), 7,04 m.

Javelot

1. T. Lillak (Finl.), 70,82 m ; 2. F. Whitbread (G.B.), 69,14 m ; 3. A. Verouli (Grèce), 67,72 m.

4 x 400 mètres

1. R.D.A. (Waltter, Busch, Koch, Ruben), 3 min 19 sec 73 ; 2. Tchèque Slovaque (Kocembova, Moravcikova, Matcjkovicova, Kratochvilova), 3 min 20 sec 32 ; 3. U.R.S.S. (Korban, Ivnova, Bakakova, Pingina), 3 min 21 sec 16.

Automobilisme

GRAND PRIX D'AUTRICHE DE FORMULE 1

1. Prost (Renault), 314,926 km en 1 h 24 min 32 sec 74 (233,494 km/h) ; 2. à 6 sec 8, Arnoux (Ferrari) ; 3. à 27 sec 6, Piquet (Brabham-B.M.W.) ; 4. à 28 sec 3, Cheever (Renault) ; 5. à un tour, Mansell (Lotus-Renault) ; 6. à deux tours, Lancia (McLaren).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Dernière division (quatrième journée)

Groupe A

*Angoulême h. Grenoble 1-1

*Aix h. Limoges 1-1

Tennis

INTERNATIONAUX DU CANADA A MONTREAL

(300 000 dollars)

Demi-finales

Ivan Lendl (Tch.) h. Jimmy Connors (E.U.) 6-1, 6-3 ; Anders Jarryd (Suède) h. John McEnroe (E.U.) 6-3, 6-6 (7-0).

Finales

Lendl h. Jarryd 6-2, 6-2.

MANHATTAN BEACH (150 000 dollars)

Finales

Martina Navratilova (E.U.) h. Chris Evert-Lloyd (E.U.) 6-1, 6-3.

« Hercule » Thompson

De notre envoyé spécial

Helsinki. - Les épreuves du décathlon symbolisent les dix travaux d'Hercule. Diffusé dans le reste du programme, cette discipline qui consacre l'athlète le plus complet passe un peu inaperçue. Ce fut pourtant un superbe duel que se livrèrent les 12 et 13 août l'Allemand de l'Ouest Hingsten et le Britannique Thompson.

Après avoir successivement couru le 100 mètres en 10 sec. 60, sauté 7,28 mètres en longueur, lancé le poids de 15 livres à 15,35 mètres, franchi 2,03 mètres en hauteur, couvert 400 mètres en 48 sec. 12, résisté 14 sec. 37 au 110 mètres haies, atteint 44,46 mètres au disque, passé 5,10 mètres à la perche et envoyé le javelot à 65,24 mètres, Thompson ne de-

vait pas céder plus de 18 sec. à Hingsten pour égrèmenter un titre mondial non déjà prestigieux par ailleurs de champion du Commonwealth, d'Europe et des Jeux olympiques.

Ce méda, qui est né il y a vingt-cinq ans dans un faubourg minier de Londres, qui vit, pour être le plus grand décathlonien de tous les temps, grâce à l'aide financière de trois sociétés, n'a pas cédé plus de 9 sec. à celui qui lui avait ravi le record du monde (8 777 points) pour la seconde fois en juin dernier. « Hercule » Thompson totalisait 8 566 points et méritait bien le titre honorifique de plus grand athlète de ces championnats.

A.G.

De Castella, le dur

Un regard aigu, une moustache mongole, l'Australien Robert De Castella a l'air d'un dur. Et c'est un dur. Ce paillard biophysicien de Canberra âgé de vingt-sept ans, qui a une charpente peu habituelle pour un coureur de fond (1,80 mètre et 88 kilos), dispute le marathon comme un boxeur cherche le K.O.

Il a pour habitude de faire une séance de 50 ou 55 kilomètres à l'entraînement quelques semaines avant d'aborder la compétition des 42,195 kilomètres. Cela lui permet d'« assommer » ses rivaux en portant une forte accélération dans les derniers kilomètres. Il applique à la lettre cette tactique, dimanche 14 août, sur le parcours tourmenté de la capitale finlandaise. Les accélérations des coureurs éthiopiens et tanzaniens au 25^e kilo-

mètre ne l'ayant pas plus épuisé que l'an dernier à Brisbane lors des Jeux du Commonwealth, De Castella attaque au 37^e kilomètre au pied d'un raidillon et se détache irrésistiblement pour conclure dans le temps excellent de 2 heures 10 minutes 3 secondes devant l'éthiopien Balacha et l'Allemand de l'Est Clerpinaki, champion olympique en 1976 et 1980.

Crédité en 1981 du deuxième meilleur temps mondial (2 h 8 min. 18 sec.) sur cette distance, le champion du monde ne doit plus courir de marathon jusqu'aux Jeux de Los Angeles où il affrontera le détenteur du record, l'Américain Salazar (2 h 8 min. 13 sec.), qu'il a d'ailleurs battu un an avant à Rotterdam. Un fantastique duel en perspective.

A.G.

ADIEU, LES PETITS ! par Roger COUDERC

Dernière le Roger Couderc du petit élan, conteur de talent, commentateur chaleureux et trépidant, se cache un homme sensible et généreux, l'ami préféré de millions de téléspectateurs. Sa carrière audiovisuelle est légendaire. Roger Couderc s'est toujours étonné d'être identifié à tous ses reportages, avec une émotion qui ajoutait une dimension supplémentaire à sa présence.

Avec ADIEU, LES PETITS ! Roger Couderc va au fond de lui-même. Il jette un regard touchant sur les choses de sa vie, sa passion pour le rugby d'abord, pour les autres sports aussi, ses diverses activités, etc.

Bref, ADIEU, LES PETITS ! n'est pas seulement un document exceptionnel par sa charge émotionnelle, ses anecdotes pittoresques, ses portraits attachants, ses multiples révélations. C'est avant tout le livre-clé de la vie et de la carrière d'un homme, sans qui la télévision n'aurait pas été ce qu'elle est. Naguère, Roger Couderc fut baptisé « le seizième homme du XIV^e de France ». Ce titre, plus justifié et plus authentique que jamais, Roger Couderc l'assume comme une décoration que personne ne pourra lui ravir. Préfacé par Pierre Albouze, ADIEU, LES PETITS ! est un livre que tous les fanatiques du rugby et de Roger Couderc voudront lire.

Éditions Solar

65 F

TROISIÈME AGE
L'image des personnes âgées

« L'image des personnes âgées » est un livre de 128 pages, paru chez L'Éditions du Seuil, qui traite de la représentation des personnes âgées dans la culture, la littérature, le cinéma, la télévision, la presse, etc. L'auteur, Jean-Pierre Laroche, est un sociologue et un écrivain. Le livre est divisé en quatre parties : la première traite de la représentation des personnes âgées dans la culture, la deuxième dans la littérature, la troisième dans le cinéma, la quatrième dans la télévision, la presse, etc. Le livre est écrit de manière accessible et intéressante, et il est une lecture recommandable pour tous ceux qui s'intéressent à la vieillesse et à la culture.

« L'image des personnes âgées » est un livre de 128 pages, paru chez L'Éditions du Seuil, qui traite de la représentation des personnes âgées dans la culture, la littérature, le cinéma, la télévision, la presse, etc. L'auteur, Jean-Pierre Laroche, est un sociologue et un écrivain. Le livre est divisé en quatre parties : la première traite de la représentation des personnes âgées dans la culture, la deuxième dans la littérature, la troisième dans le cinéma, la quatrième dans la télévision, la presse, etc. Le livre est écrit de manière accessible et intéressante, et il est une lecture recommandable pour tous ceux qui s'intéressent à la vieillesse et à la culture.

« L'image des personnes âgées » est un livre de 128 pages, paru chez L'Éditions du Seuil, qui traite de la représentation des personnes âgées dans la culture, la littérature, le cinéma, la télévision, la presse, etc. L'auteur, Jean-Pierre Laroche, est un sociologue et un écrivain. Le livre est divisé en quatre parties : la première traite de la représentation des personnes âgées dans la culture, la deuxième dans la littérature, la troisième dans le cinéma, la quatrième dans la télévision, la presse, etc. Le livre est écrit de manière accessible et intéressante, et il est une lecture recommandable pour tous ceux qui s'intéressent à la vieillesse et à la culture.

INFORMATIONS « SERVICES »

AUTOMOBILISME

APRÈS LEUR VICTOIRE DANS LE GRAND PRIX D'AUTRICHE Un titre mondial en vue pour Alain Prost et Renault

De nous envoyer spécial

Strasbourg. — Alain Prost (Renault-F1) a gagné, dimanche 14 août, le Grand Prix d'Autriche devant René Arnoux (Ferrari) et le Brésilien Nelson Piquet (Williams). La quatrième victoire de la saison pour Prost, qui se rapproche de son premier titre mondial, est le premier pas vers la conquête du championnat du monde, qui se disputera le 17 septembre à Suzuka, au Japon. Prost a obtenu 51 points, Arnoux 34 points et Piquet 22 points.

René Arnoux a été précipité du podium, dimanche, par la défaite de son coéquipier. À son tour, Prost a obtenu la victoire et a obtenu le titre de champion du monde. Prost a obtenu 51 points, Arnoux 34 points et Piquet 22 points.

Alain Prost a obtenu la victoire et a obtenu le titre de champion du monde. Prost a obtenu 51 points, Arnoux 34 points et Piquet 22 points.

Alain Prost a obtenu la victoire et a obtenu le titre de champion du monde. Prost a obtenu 51 points, Arnoux 34 points et Piquet 22 points.

Alain Prost a obtenu la victoire et a obtenu le titre de champion du monde. Prost a obtenu 51 points, Arnoux 34 points et Piquet 22 points.

Alain Prost a obtenu la victoire et a obtenu le titre de champion du monde. Prost a obtenu 51 points, Arnoux 34 points et Piquet 22 points.

Alain Prost a obtenu la victoire et a obtenu le titre de champion du monde. Prost a obtenu 51 points, Arnoux 34 points et Piquet 22 points.

Alain Prost a obtenu la victoire et a obtenu le titre de champion du monde. Prost a obtenu 51 points, Arnoux 34 points et Piquet 22 points.

Alain Prost a obtenu la victoire et a obtenu le titre de champion du monde. Prost a obtenu 51 points, Arnoux 34 points et Piquet 22 points.

Alain Prost a obtenu la victoire et a obtenu le titre de champion du monde. Prost a obtenu 51 points, Arnoux 34 points et Piquet 22 points.

TROISIÈME AGE L'image des personnes âgées

« On présente de la personne âgée une image passive, négative ou repoussante, souvent tendancieuse. Nous serions des assistants. Les spots publicitaires nous ridiculisent. Les médias ne cherchent que le sensationnel, le scandale. Il y a un vide immense entre l'esprit des générations actuelles de personnes âgées et le langage et le « baratinage » des médias. » C'est la synthèse — partielle — des réponses de clubs de troisième âge à l'enquête menée par le FIAPA (1) sur « La personne âgée : image et réalité », et réalisée à l'occasion de son troisième colloque international, ne mène pas ses mots. Il est vrai qu'aujourd'hui, le vocabulaire « personnes âgées » recouvre deux générations — les soixante — soixante-dix ans et les quatre-vingts — quatre-vingt-dix ans — et des situations bien différentes. Autant de différences, autant de différences de traitement. On ne peut pas parler d'innovation et de modernité pour une presse en mal de mensurations de la voir incarner le double message « innovation et tradition ».

Mme Jacqueline Freyssen, de l'université de Paris-1, est allée à la recherche des personnes âgées à travers la publicité parue dans les magazines. S'il s'agit de femmes, elles sont utilisées dans la sphère des tâches domestiques : les confitures inimitables, les casseroles à choisir de préférence, ou le café délectable. Elles savent faire et nous livrent leur secret. Tout comme le vieux berger qui recommande la laine de ses moutons à la joliesse femme ou le paysan qui vante la « maturité » de ses fromages. Si l'on mène personnes âgées et jeune génération, c'est pour parler d'avenir : elles symbolisent alors la sérénité obtenue grâce à leur esprit de prévoyance. « La représentation la plus nouvelle du troisième âge que j'ai trouvée dans la publicité est celle du couple seul, sans enfants. Étendu sur un matelas confortable avec une expression de béatitude, il lit, avec, à son côté, un chat blanc : autre symbole de la sérénité s'il en fut », conclut Mme Freyssen.

Quant à la presse, elle montre des personnes âgées et des images en fonction, semble-t-il, de ses rubriques, d'autres études le prouvent (2). L'illustration de l'aspect politique. Souvent dénoncée : l'utilisation de la censure, du gâchis des anciens ou les visites inopinées dans les maisons de retraite ou les hospices en période électorale ou difficile. Les termes les plus employés viennent en droite ligne du vocabulaire charitable : les « vieux », les « têtes blanches ».

Quant aux hommes politiques, leur longévité n'est soulignée que pour mieux marquer leurs caractéristiques exceptionnelles, tels M. Piquet ou le président Mao. Les anonymes, eux, doivent, en règle générale, attendre d'avoir connu quelques années de plus pour que leur grand âge soit glorifié.

En matière de sport, il y a deux attitudes. Si la personne âgée est célèbre, son âge s'affiche devant l'exploit. Sinon, il prédomine. Un alpiniste qui réussit une première : connu, son âge ne fait qu'ajouter à son expérience, à sa sagesse, à son efficacité ; inconnu, l'âge justifie que

l'on signale l'événement. Même réaction dans le domaine artistique. Les quatre-vingts ans de Picasso furent presque toujours qualifiés d'éternelle jeunesse !

C'est à la rubrique des faits divers que les personnes âgées sont les moins bien loties. Tout d'abord, elles figurent rarement en bonne compagnie. On voit fleurir le nouveau couple : la vieille dame ou le petit retraité et le jeune voyou. Le thème de l'insécurité s'en nourrit. C'est la dignité dans la misère, bafouée, en butte à l'injustice, à la lâcheté de l'agression et de l'escroquerie. On suggère une image de pauvreté, de solitude, un climat de peur. On insiste à la pitié envers une victime démunie. Autre thème également misérabiliste, le vieillard et l'hopital, enchaîné alors parfaitement avec « sérialité », « grabataire », « gâchis », liés ou non à de mauvais traitements mais qui permettent d'évoquer le suicide ou l'euthanasie.

Le vocabulaire change radicalement lorsque l'information ne traite plus des personnes âgées en tant qu'individus, mais en tant que groupe ou collectivité.

En matière économique et sociale, plus l'article est technique et financier, plus les termes deviennent abstraits, s'écartant de la réalité quotidienne au profit d'un langage quasi administratif : « retraités » (qui s'emploient alors au pluriel), « retraite » (qui comporte l'idée d'exclusion), le « ressortissant », l'« ayant droit », le « soixante-cinq ans et plus ». Si on parle de « personnes âgées », c'est le plus souvent dans une tonalité marquant une quelconque insuffisance : de ressources, d'informations, d'équipements, etc. Parler de la « politique de la vieillesse » consiste plus à évaluer, avec réalisme, le coût et les conséquences que la philosophie.

Par contraste, le « troisième âge » donne une image de jeunesse, d'activité, de dynamisme, s'opposant aux aspects négatifs de la vieillesse et les repoussant loin dans l'avenir. Ce « troisième âge », consommateur de voyages, de vacances, de tourisme, de loisirs, n'est pas doué de revenus plus confortables. Le « troisième âge », en quelque sorte, c'est les « Bédouins » qui font pièce à « Lourdes ».

CHRISTIANE GROUET.

MÉTÉOROLOGIE

Évolutions probables du temps en France entre le lundi 15 août à 0 heure et le mardi 16 août à minuit.

Le minimum d'altitude situé à l'ouest de l'Espagne ramène vers le nord-est, ce qui renforce l'advection de masses d'air chaud, humide et instable sur notre pays. L'activité orageuse associée est faible à modérée.

Mardi matin, des Pyrénées au Bassin parisien et au Nord, le temps sera souvent nuageux, et quelques rares orages orageux pourront être observés. Sur les autres régions, le ciel sera clair à peu nuageux avec formation de brouillards locaux sur la Vendée, la Bretagne et la Normandie. Au cours de la journée, la nébulosité restera souvent forte et quelques foyers orageux d'évolution diurne se formeront sur les Pyrénées, le Massif Central, la Bourgogne, le Bassin parisien et les régions du Nord-Ouest et du Nord-Est.

Le temps restera beau et très chaud sur le quart sud-est. Un peu plus frais et peu nuageux de l'ouest de l'Aquitaine à la Bretagne et à la Normandie. Les vents seront faibles sauf sur les orages.

Les températures voisinent le matin de 12°C à 21°C du Nord-Ouest au Sud-Est, atteignant l'après-midi 21°C à 27°C. Sur les régions de l'ouest, 24°C à 27°C, sur le quart sud-est, 26°C à 28°C du Massif Central aux Pyrénées, et plus de 30°C sur le Sud-Est.

SPÉLÉOLOGIE

Le festival du monde de la nuit

Le sixième festival international du film de spéléologie aura lieu, du 29 août au 4 septembre, dans son fief habituel : La Chapelle-en-Vercors (Drôme).

Ce festival est né d'une constatation : une des premières caractéristiques du monde souterrain est de ne pas se donner à voir. En montrant « au grand air » la spéléologie, en rassemblant la production cinématographique mondiale en la matière, on sensibilise le public à un milieu fascinant, et on arrive à promouvoir ce domaine très spécifique du septième art. De plus, en organisant cette rencontre dans un lieu fréquenté dès la première heure par les spéléologues, on fait connaître une région, on l'occurrence le Vercors, qui possède des atouts incontestables pour négocier le virage d'un tourisme « intégré ».

Une réussite donc ? Assurément. Les spéléologues et le grand public ne s'y sont pas trompés, ils sont toujours plus nombreux chaque année à participer à la rencontre. La presse et les professionnels du cinéma et de la télévision lorgnent aussi de plus en plus vers cette manifestation. Réussir un festival, c'est attirer un public motivé autour de films de qualité : La Chapelle-en-Vercors est devenue ce lieu de rencontre privilégié. Le film de spéléologie a su y trouver un marché. Il se vend maintenant aux télévisions, tourne dans les circuits non commerciaux et étend sa portée réelle par la diffusion grand public.

On assiste à un double mouvement : la spéléologie et l'image qu'on en donne sont en constante évolution. Le spéléologue moderne a assuré les contraintes d'un milieu difficile. Plus autonome, plus performant, il commence à percevoir différemment l'activité qu'il pratique, et cette évolution a quelque chose d'extrêmement positif. Le festival devient en effet un reflet de cette tendance. On voit appa-

PARIS EN VISITES

MERCREDI 17 AOÛT

« Le Marais, de Saint-Gervais à l'Hôtel de Sens », 11 heures, façade Saint-Gervais, M^{me} Alliez.

« Le Marais de l'Hôtel de Sens à la place des Vosges », 15 heures, 62, rue Saint-Anoine, M^{me} Alliez.

« Les berges de la Seine », 15 heures, métro Bastille, rue de Lyon, M^{me} Lagrègo.

« Notre-Dame », 15 heures, portail central, M^{me} Zappie (Caisse nationale des monuments historiques).

« Retrospective des expositions universelles », 15 heures, Musée des arts décoratifs (Approche de l'art).

« Le Palais Bourbon », 15 heures, 33, quai d'Orsay (Arts et curiosités de l'art).

« La peinture néo-classique », 14 h 30, Grand Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Illuminations des hôtels du Marais », 15 heures, métro Pont-Marie (Les filiales).

« Les impressionnistes », 15 heures, Musée du Jeu de paume (M^{me} Jodet).

« Exotisme et philatélie au Père-Lachaise », 13 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise (M^{me} de Langlade).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 14 août :

DES DÉCRETS

● Du 9 août 1983 portant suppression et création d'emplois à l'administration centrale du ministère de l'Agriculture.

● Du 9 août 1983 modifiant le décret du 2 juin 1976 portant réorganisation du ministère de l'Agriculture.

● Du 11 août 1983 modifiant le décret du 25 mai 1950 fixant les maxima de service des professeurs et des maîtres d'éducation physique et sportive, titulaires et délégués.

COOPÉRATION

A LA SUITE DES NOUVELLES RESTRICTIONS DANS LES TRANSFERTS D'ARGENT

La communauté française d'Algérie est en proie à certaines rancœurs

Nous avons évoqué dans le Monde du 3 juillet la situation des communautés françaises abandonnées en Algérie. Certaines de ces communautés sont entrées en contact avec les associations de Français restés en Algérie, avec l'aide des consuls et de certaines autorités algériennes. Combien sont-ils ces Français restés ou retournés au pays ? Deux mille environ, notés au sein d'une communauté européenne composée pour l'essentiel de coopérateurs, la plupart venus de l'Est. Leur gros problème : le transfert en France des deniers algériens. Le D.A. vaut actuellement 1,55 franc.

Alger. — Certains Français travaillant à titre privé ou comme coopérateurs en Algérie étaient partis de 1962 vers la France pour tenter leur chance. Depuis par la modification des emplois offerts par le climat, par l'accueil, quelques-uns sont revenus dans un pays où ils possédaient encore une maison, un mobilier, des souvenirs, très souvent des amis. En vingt ans, leur réussite professionnelle est sûre, les salaires qu'ils perçoivent sont largement au-dessus de ceux qui leur étaient offerts en métropole, le « capital soleil » n'étant pas un atout négligeable.

Longtemps, ils ont pu transférer en France une bonne partie des deniers gagnés en Algérie, et l'opération se révélait fructueuse puisque le dinar vaut aujourd'hui 50 centimes de plus que notre franc. Tout a changé depuis l'avis n° 11 du 28 avril 1983, signé par le ministre des finances algériennes, annulant et remplaçant l'avis Finex n° 104 du 28 juin 1978, relatif aux transferts partiels des rémunérations reçues en Algérie par les travailleurs étrangers.

Les restrictions prévues par l'avis 104, qui concernaient les salariés des entreprises privées, lorsqu'ils sont actionnaires de la société, et les salariés des entreprises étrangères opérant dans le cadre de l'exécution des contrats de travaux ou d'autres prestations de services, visent maintenant les salariés d'entreprises, filiales, succursales, agences ou établissements étrangers opérant en Algérie, les salariés étrangers ayant résidé en Algérie de manière ininterrompue pendant plus de cinq ans, les conjoints étrangers

De notre envoyé spécial

président Chadli à l'Élysée, prévue en novembre prochain. Le 24 février, saisi du problème, M. Jean-Pierre Cantegrit, sénateur (gauche démocratique), attirait l'attention du ministre de l'économie, des finances et du budget sur les restrictions apportées à la vente des biens immobiliers des Français d'Algérie. Le ministre concerné lui a répondu, le 9 juin dernier, que le gouvernement français s'était déjà élevé à maintes reprises contre l'insécurité fondamentale prise sur ce chapitre lors des accords d'Évian. Les Français restés en Algérie sont « payés » pour savoir que jamais ces accords, qui garantissaient pourtant l'avenir des citoyens français, n'ont connu un commencement d'exécution, et que c'est devant la carence de l'État spolié que les spolies ont dû s'adresser à leur propre gouvernement, d'où le contentieux, notamment sur l'indemnisation, que Charles de Gaulle a toujours ignoré, que Georges Pompidou a vaguement abordé, que M. Valéry Giscard d'Estaing a juré avoir définitivement réglé... et dont M. François Mitterrand, pour la première fois sous la V^e République, a annoncé le règlement en quinze étapes, les douze premières ayant été déjà franchies.

Un appel à l'État français

Ces mesures ont provoqué des remous au sein de la communauté française d'Algérie. Au cours de réceptions mondaines ou de rencontres amicales, les résidents français (pieds-noirs ou métropolitains) avaient déjà échangé leurs rancœurs. Un exemple revenait comme un leitmotiv : « Que dirait la population algérienne en France si le droit du culte lui était limité, le droit d'association refusé, les syndicats fermés ; si les P.T.T. refusaient les mandats rédigés en francs destinés à l'Algérie ; si le permis de pratiquer le pêche sous-marin lui était refusé ? »

En Algérie, un Français est limité dans les mandats qu'il peut envoyer en France. Il ne peut adhérer à un syndicat, le droit d'association est interdit (toléré dans certains cas). Pour aller pêcher au fusil à harpon, il devra payer chaque année une contribution de 2 000 dinars, soit 3 000 francs. A Oran, par exemple, où les églises ont été transformées en mosquées (la cathédrale d'Oran va l'être dans les jours à venir), il ne peut pratiquer le culte catholique que dans deux paroisses : Saint-Esprit, au centre, et Saint-Eugène, à l'est de la ville.

Par la voix de leurs représentants (1), les résidents et coopérateurs français ont tenté de se faire entendre à Paris avant la réception du

Pour l'Amicale des Français d'Algérie (AFA), dont l'existence est

seulement tolérée par l'État algérien, les préoccupations restent grandes : pouvoir d'achat des retraités en baisse en raison de la surévaluation artificielle du dinar ; indemnités de perte au change pour les coopérateurs ; transferts bloqués ; inégalité de droits ; retraite. Les Français qui ont choisi de partir avec toutes les incertitudes de leur avenir et le long calvaire qui les attendait connaissent bien ces problèmes. Certains d'entre eux déclarent que « rien n'obligeait personne à rester » et que ceux qui l'ont accepté ont pu au moins pendant vingt et un ans percevoir des salaires confortables, dont une partie ont régulièrement approvisionné leurs comptes en banque en métropole, qu'ils ont eu le temps d'envoyer leur mobilier en France, ce qui n'a pas empêché ceux d'entre eux dont le revenu déclaré n'atteignait pas deux fois le SMIC en 1981, de percevoir quand même l'indemnité de 0,000 mille francs instituée cette année-là sur les meubles meublants.

Le problème ne porte pas seulement sur ces deux fractions de Français d'Algérie : ceux qui sont restés et ceux qui sont partis. Une scission s'est faite au plan politique. Lors du scrutin chargé de désigner les membres du Conseil supérieur des Français à l'étranger, cinq sièges ont été attribués de la manière suivante : deux à la liste de représentation des intérêts des Français en Algérie (AFA), qui se veut apolitique mais dont les adhérents se situent, pour la plupart, au centre-droit ; deux à la liste pour le soutien de François Mitterrand (Association de défense des Français, A.D.F.F.) ; un à la liste « Pour une nouvelle coopération » (tendance communiste).

Les responsables qui ont présenté les deux premières listes divergent sur quelques points, mais ils convergent sur la prise en charge immédiate, par l'État français, de leurs revendications. C'est dire que l'ensemble de cette communauté travaillant en Algérie à titre privé ou pour la coopération attend avec anxiété le résultat des entretiens entre les présidents Mitterrand et Chadli.

LEO PALACIO.

(1) Les cinq membres du Conseil supérieur des Français à l'étranger, élus désormais au scrutin proportionnel.

Les résultats

1. 100 points : M. Prost (Renault) 12 ans 11. 2. 98 points : M. Arnoux (Ferrari) 12 ans 11. 3. 96 points : M. Piquet (Williams) 12 ans 11.

1. 100 points : M. Prost (Renault) 12 ans 11. 2. 98 points : M. Arnoux (Ferrari) 12 ans 11. 3. 96 points : M. Piquet (Williams) 12 ans 11.

1. 100 points : M. Prost (Renault) 12 ans 11. 2. 98 points : M. Arnoux (Ferrari) 12 ans 11. 3. 96 points : M. Piquet (Williams) 12 ans 11.

1. 100 points : M. Prost (Renault) 12 ans 11. 2. 98 points : M. Arnoux (Ferrari) 12 ans 11. 3. 96 points : M. Piquet (Williams) 12 ans 11.

1. 100 points : M. Prost (Renault) 12 ans 11. 2. 98 points : M. Arnoux (Ferrari) 12 ans 11. 3. 96 points : M. Piquet (Williams) 12 ans 11.

1. 100 points : M. Prost (Renault) 12 ans 11. 2. 98 points : M. Arnoux (Ferrari) 12 ans 11. 3. 96 points : M. Piquet (Williams) 12 ans 11.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3515

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9.

HORIZONTALEMENT

I. Vraiment suffisant et même avare. — II. Ont besoin d'une essence de très bonne qualité. — III. Note. Épais. — IV. Marque familièrement l'accompagnement. Port de l'hélicoptère. — V. Écorce d'une tige. Long, aux États-Unis. — VI. Élevés. Trote à Pékin. — VII. Peut être assimilée à la misère. — VIII. Comme un alphabet qui facilite les opérations commerciales. — IX. Lac. Peut être ondulé. — X. Participe. Qui risque d'exploser. — XI. Un vrai poison. Tête couronnée.

VERTICALEMENT

I. Se reconnaît parfois à l'accent. Risque de crever quand il est malade. — II. 2. Rendre plus lourd. Un mot pour faire appel. — 3. Au monde. Peut se manger versé. — 4. Qui n'ont pas l'habitude de frapper fort. — 5. Peut se faire dans un polygone. Chez les Hébreux, permettait d'éclaircir. — 7. Note. Conjonction. Fera preuve d'attachement. — 8. Pronom. Parfois général quand arrive la peste. Vérifie. — 9. Un homme austère. Article étranger.

SOLUTION DU N° 3 514

HORIZONTALEMENT

I. Redistribution. II. Ecurie. Naï. Arrêt. — III. Correcteur. Race. — IV. TR. Entièrement. — V. Inha. Rit. Images. — VI. FI. Opinion. Le. — VII. II. Lactée. Liste. — VIII. El. Urée. Les. Ce. — IX. Reg. Filner. — X. Fiscalité. Ni. — XI. Pré. Ce. — XII. Néo. Poil. Cita. Ring. — XIII. Néo. Poil. Cita. Ring. — XIV. Cracole. Ouf. — XV. Liza. Le. Sentir.

VERTICALEMENT

I. Rectifier. Pénal. — 2. Économiser. — 3. Dur. Étoce. — 4. Irésoû. Ré. — 5. Sien. Participe. — 6. Teo. Tre. Se. Oc. — 7. Tête. Ciel. — 8. Inerte. Famille. — 9. Baur. Gell. — 10. Rein. Laignage. — 11. Ta. MM. Lente. — 12. Irréalisable. Raon. — 13. Oranges. Bizut. — 14. Nette. TC. Noa. FI. — 15. Te. Sleeping. car.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Ile-de-France

PORTE DE PARIS, VOIE D'ACCÈS AU MUSÉE DE LA VILLETTE

La rue de Flandre va se transformer en avenue ombragée

On a souvent déploré la laideur des accès à la capitale. La rue de Flandre qui, au-delà de la gare de l'Est, file droit vers Aubervilliers, ne fait pas exception à la règle. Étroite, pavée, bordée d'immeubles vétustes, elle trahit sur 1 600 mètres un dix-neuvième arrondissement qui a été longtemps l'un des plus délaissés de Paris.

C'était autrefois, au-delà de l'octroi, le faubourg industriel de La Villette où les fumées des fonderies de cuivre et de zinc faisaient tousser le peuple. Englobé en 1840 dans la ceinture fortifiée, il fut annexé à Paris vingt ans plus tard par Napoléon III. Au bout de la rue qui conduisait en Flandre, dans ce quartier qui, avec ses canaux et ses chemins, préfigurait les paysages industriels du Nord, on installa un marché aux bestiaux.

Cent ans plus tard, rien n'avait vraiment changé lorsqu'on échafauda l'absurde projet d'y construire un abattoir géant censé desservir la France entière. L'échec, le scandale et les ruines pharaoniques qui restent debout n'arrangèrent pas les choses. Demeurait une idée, non

moins absurde : doubler la largeur de la rue de Flandre en la portant uniformément à 50 mètres. La réalisation de cette « pénétrante » suppose la démolition de toutes les bâtisses riveraines des deux côtés. Le désaménagement au bulldozer se traduit aujourd'hui par la présence le long de la rue de plusieurs immeubles abandonnés et condamnés, que les squatters ont évidemment occupés.

Tout cela devrait changer par la double volonté de l'Etat et de la Ville. Au bout de la rue de Flandre, le premier aménagement le futur musée des sciences et des techniques, qui bordera un vaste parc. A l'Hôtel de Ville, M. Jacques Chirac affirme que, au cours des six années à venir, les aménagements du nord et de l'est bénéficieront de toutes ses forces. Le bassin de La Villette, libéré de ses douteux entrepôts, deviendra le lieu de promenade et même de sport nautique qu'il devrait être depuis longtemps.

Quant à la rue de Flandre, voie d'accès au musée de La Villette et

porte de la capitale, on va lui refaire, sinon une beauté, du moins une physionomie présentable. L'idée consiste à l'élargir aux dimensions d'un boulevard planté d'arbres, parcouru par un double courant de circulation. D'une rue à sens unique, qui fleurit encore son faubourg, on veut faire, en somme, une avenue typiquement parisienne.

Cela implique de très importants travaux fractionnés en plusieurs tranches et s'étalant jusqu'en 1989. Il faut, en effet, exproprier et démolir - mais sur un seul côté - certains pâtés de maisons, refaire le réseau d'adduction d'eau et d'égouts, tracer un mail central planté de deux à trois rangées d'arbres, et remplacer les pavés par de l'asphalte.

Le devis global établi en 1982, s'élevait à 200 millions de francs dont les trois cinquièmes seront consacrés aux acquisitions.

Au mois d'octobre va s'ouvrir sur 380 mètres, entre la rue du Maroc et la rue Riquet, le chantier de la première tranche. Il durera un an. En 1985, une deuxième tranche sera entamée entre la rue de l'Ourcq et la rue Alphonsé Karr, sur 300 mètres. Lorsque tout sera terminé, la nouvelle « avenue » de Flandre aura selon les estimations de 40 à 50 mètres de large. Elle sera bordée sur l'un de ses côtés d'immeubles neufs et sera ombragée par 550 arbres. 1 600 véhicules à l'heure pourront la parcourir dans les deux sens.

Mais les riverains apprécieront-ils cette circulation, plus lente encore qu'aujourd'hui, qui rendra invivable le mail central ? Et les deux-rues ne regretteront-ils pas qu'on ait totalement « oublié » de leur ménager une piste cyclable ?

MARC AMBROISE-RENDU.

CORRESPONDANCE

Défense du nouvel Opéra

« Pourquoi donc un Opéra à la Bastille ? », demandait André Jacob dans le Monde du 3 août. Cette question, et surtout la manière dont elle y répondait de manière négative, a provoqué la réaction de M. Jean-Claude Lointier, qui nous écrit :

La seconde partie de l'article de M. Jacob développe l'analyse déjà avancée et connue d'un organisme qui ne soutient pas les projets urbains de l'actuel gouvernement. Le sous-titre, « Manque de réalisme », apparaît ici comme un écho aux propos de M. Jacques Chirac, maire de Paris. Un examen du dossier de consultation élaboré par la « mission Opéra » évaluerait des inexactitudes.

Un quartier peu accessible ? On comprend mal comment la présence de trois lignes de métro peut rendre le quartier difficilement accessible. Sans doute l'auteur n'envisage-t-il d'autre moyen, pour se rendre à une représentation lyrique, que l'usage de sa propre voiture ; qu'il soit rassuré, il est prévu cinq cents places en sous-sol à l'intérieur de l'emprise pour les visiteurs. Précisons toutefois qu'un grand nombre de spectateurs utilisent le métro, fort pratique, rapide, pour se rendre au palais Garnier.

Suffisamment de théâtres à Paris ? Le palais Garnier est comble à chaque représentation, et il est difficile d'y obtenir deux places après une longue attente. Ne parlons pas des abonnements, inaccessibles. La configuration de l'espace scénique interdit de monter en alternance plu-

sieurs spectacles afin d'utiliser la salle quotidiennement et d'en abaisser ainsi les coûts d'exploitation. Les décors fabriqués en dehors de Paris doivent y être transportés à grands frais.

Le Théâtre des Champs-Élysées offre de bonnes conditions de confort (acoustique et visual) aux spectateurs, mais elles ne sont pas réunies pour les artistes lors des représentations lyriques du répertoire classique : les musiciens de l'orchestre, s'ils sont à l'aise sur la scène lors des concerts, sont tassés dans une fosse exigüe lors des représentations. Les chanteurs ont du mal à se mouvoir sur scène. On ne comprend alors pas comment la salle de la Gaîté-Lyrique, en dehors de son intérêt certain, pourrait remplir ces fonctions. Quant à la salle Favart, son répertoire est autre.

Un nouveau concours ? Evoquer l'idée d'un autre concours sur l'emplacement de l'ancienne gare alors que les résultats de la consultation pour le nouvel Opéra (dans laquelle se sont engagées plus de sept cents équipes nationales et internationales de professionnels) ne sont pas encore connus relève de la polémique ou simplement du manque de respect du travail d'autrui.

La véritable question est peut-être d'ordre moral et politique. Pourquoi davantage de gens se mobilisent-ils aujourd'hui contre un projet plutôt que pour sa réalisation ? Pourquoi les journalistes font-ils écho à cette attitude d'échec ?

LA COULÉE VERTE BASTILLE-VINCENNES

Une chance pour les Parisiens

L'affaire de la coulée verte Bastille-Vincennes (le Monde du 15 juin et du 8 juillet) continue à passionner certains de nos lecteurs, qu'ils habitent ou non le quartier concerné. Ainsi, le docteur Hubert Petit, qui réside dans le douzième arrondissement, nous écrit :

« Certains habitants du douzième arrondissement s'insurgent contre le tracé de la « coulée verte ». Bastille-Bois de Vincennes par la porte Dorée. Faut-il, pour autant, oublier la population de ce secteur-là ? Une pétition commence à circuler, qui recueille l'approbation d'un nombre grandissant de riverains pour le trajet vers l'avenue Daumesnil.

« En effet, une « promenade verte » en souterrain serait incommode et dangereuse. L'itinéraire par la porte Dorée a l'avantage d'impliquer la suppression, à ce niveau, du trafic ferroviaire sur la petite ceinture, source permanente de nuisances (bruits, vibrations).

« La mise à disposition de larges espaces verts s'impose donc comme la solution optimale. Cela répondrait aux vœux des élus, majoritaires et opposition réunies, sans qu'il soit nécessaire d'en rechercher la paternité.

M. Jean-Pierre Toussaint, urbaniste d'Etat et chargé de mission au ministère de l'Urbanisme et du loge-

ment, plaide pour une coulée verte qui emprunterait l'avenue Daumesnil. Voici comment il justifie son idée :

« Pour que Paris profite du bois de Vincennes, la Ville devrait être rattachée à lui par de longues racines plantées dans son tissu urbain. Ces pénétrantes, ces racines, ces chemins devraient structurer les quartiers à rénover entre le bois et le centre de Paris.

« Si on considère le bois de Vincennes comme un immense greffon de verdure de la capitale, on remarque qu'il est actuellement isolé du reste du tissu urbain. Aucun prolongement de sa circulation interne ne continue vers la ville sans changer radicalement d'esprit. L'avenue dans la verdure devient d'un seul coup l'artère bordée de maisons, de bâtiments, de murs ou de constructions de toute sorte.

« L'avenue Daumesnil, par exemple, qui est la seule à pénétrer profondément dans le bois, devient urbaine à partir de la traversée des boulevards extérieurs vers le centre de Paris. Son tracé direct et sa direction vers la Bastille feraient de cette voie un axe pénétrant possible dans la ville. Il apporterait un épanouissement au douzième arrondissement en réalisant la soudure qui manque entre Paris et le bois de Vincennes. »

Guiry, capitale du Vexin français

La lente transhumance des banlieusards de l'Ouest parisien s'arrête généralement à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). Derrière s'étale le Vexin français, un long moutonnement de blé, de bois et de rivières parsemé d'architectures nobiliaires.

A 40 kilomètres de Paris par l'autoroute A-15, le Vexin français est une des perles de l'Ile-de-France.

Ce « pays » compte, en effet, plus de cent sites et édifices classés ou inscrits.

Il offrira, dès septembre, un nouvel attrait : le Musée archéologique départemental de Guiry-en-Vexin. L'occasion pour les amoureux des week-ends champêtres de découvrir une région par ailleurs part, fort convoitée.

« On est un peu envahi par les Parisiens, avoue M. Vasseur, un habitant de Théméricourt (Val-d'Oise), membre de l'Association des amis du Vexin français. Très longtemps, la bédouille pour le Vexin a été l'absence du chemin de fer ; maintenant, avec l'autoroute A-15 et la proximité de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, l'urbanisation incoordonnée rampe, les loissements dans les villages sont de véritables atteintes à l'environnement et créent souvent deux communautés. Heureusement, de nombreuses résidences secondaires se transforment en résidences principales. »

A Berville, pourtant, l'un des villages du Vexin dont l'accroissement de population a été le plus important, les Kachouli semblent s'être parfaitement intégrés : « Nous sommes arrivés ici il y a dix ans, précise Mme Hélène Kachouli. On en avait assez de Paris ; on a repris une maison perdue au milieu des taillis. Aujourd'hui, mon mari dispose d'une solide clientèle dans la région. Je me suis, quant à moi, présentée avec la liste d'union de la gauche aux dernières élections municipales. Nous avons été battus par le maire sortant. C'était un peu le combat des anciens et des modernes. »

Une intégration réussie qui n'efface pas pour autant les différences. L'Association des amis du Vexin français, créée en 1967 et présidée par le sénateur C.D.S. Adolphe Chauvin, l'a bien compris. « Il ne s'agit pas pour nous de nous opposer à la construction dans le Vexin, précise l'Association dans son bulletin numéro 11. Outre la réhabi-

litation du parc de logements, nous souhaitons une extension des villages en habitat continu sous forme de hameaux joints. »

Il apparaît en effet aujourd'hui impossible de transformer le Vexin français en musée. L'agriculture, qui occupe 70 % des sols, doit continuer à prospérer. Elle en a les moyens : une terre riche, des méthodes d'avant-garde. C'est au mieux les intérêts du Vexin français implique donc la maîtrise du marché locier perturbé par la pression des citadins et la défense des exploitations agricoles menacées de démantèlement par des projets de grands travaux : construction d'une ligne E.D.F. à haute tension, prolongement de l'autoroute A-15.

Dans ce contexte, l'activité touristique du Vexin français ne pouvait être que rigoureusement canalisée. Un tourisme culturel a donc été privilégié. Il se traduit aujourd'hui par la présence d'un musée à Wy-dit-Joli-Village et par l'ouverture, en septembre, du musée archéologique départemental de Guiry.

Rassemblant onze salles réparties dans un bâtiment de facture récente, parfaitement intégré, le musée de Guiry offre une présentation thématique et chronologique, résultat de vingt-cinq années de fouilles dans le Vexin français, une région de passage entre Paris et Rouen, riche de plus de vingt sites archéologiques et aujourd'hui encore traversée par la chaussée Jules-César. Un symbole qui honore l'une des régions françaises les plus gauloises.

JACQUES LALLAIN.

TRANSPORTS

ELLE ACCUMULE LES PERTES : SES CONCURRENTES FONT DES BÉNÉFICES

Air France est-elle la grande malade du transport aérien ?

British Airways : + 134,3 millions de dollars ; Swissair : + 19,8 millions ; Lufthansa : + 18 millions ; K.L.M. : + 15,2 millions ; Alitalia : + 1 million ; Air France : - 120 millions de dollars... La lecture sèche des bilans des principales compagnies européennes pour l'an passé, publiés au cours des dernières semaines, donne un pincement au cœur du contribuable français. Notre compagnie nationale serait-elle devenue la lanterne rouge - pis encore : la grande malade - du transport aérien européen ?

La vérité infirme un tel manichéisme. Le bénéfice net d'une compagnie aérienne ne reflète qu'une vision simpliste, et souvent trompeuse, de son activité. Il existe bien des moyens d'annoncer, plus ou moins positifs, du plus honnête (le profit réalisé en transportant des passagers et du fret) au plus inavouable (la vente d'actifs, et notamment d'avions) en passant par les gains réalisés dans des activités plus ou moins éloignées de l'exploitation aérienne (restauration, hôtellerie, mécanique, assurances, et même banque...).

L'interprétation en est encore plus compliquée par le fait qu'à l'effort d'Europe des comptes, leur présentation varie sensiblement selon les pays. Un épiluchage des comptes réduisant en termes identiques les facteurs économiques et financiers spécifiques à l'activité de transport aérien révèle une disparité de situations bien moins forte qu'il y paraît dans les chiffres cités plus haut.

On découvre ainsi que si Air France perd indubitablement beaucoup d'argent, elle n'est, pour autant, guère plus malade que ses concurrentes, et que si elle ne devait assumer un lourd héritage accumulé dans la décennie passée, elle figurerait dans le tableau européen à une place tout à fait honorable. L'analyse des derniers bilans montre en effet, que, avant frais financiers, les résultats de la compagnie française se sont moins dégradés que ceux de ses principales rivales. En revanche, après frais financiers, Air France se retrouve en situation très défavorable.

Donc la gestion du transporteur national apparaît saine. L'évolution de ses coûts d'exploitation pendant les dernières années l'a pourtant handicapée. Entre 1978 et 1981, il lui a coûté deux fois plus vite que ceux de la compagnie allemande, sous l'effet conjugué d'une inflation plus forte et d'une dégradation des parités monétaires. Encore, Air France parvient-elle à limiter l'écart grâce à des efforts portant aussi bien sur

l'économie de carburant que sur la productivité du personnel - qui s'accroît de 5 % par an au cours de la période considérée - et, les recettes unitaires d'Air France, bien qu'en croissance plus rapide que chez les autres, sont en valeur absolue, demeurées, pour la France, très favorables.

Si bien que, pendant ce dernier lustre, difficile pour tout le monde, les coûts d'Air France augmentaient de 8,5 % par an quand ses recettes ne croissaient que de 7 %, la distorsion s'aggravait encore l'année dernière.

Le seul de rentabilité se trouve directement affecté par la réduction du profit unitaire : si chaque passager rapporte de moins en moins d'argent, il faut en transporter davantage pour arriver au même résultat final, donc remplir davantage les avions.

Mais la course au coefficient de remplissage a des limites. Celui atteint par Air France (66,5 % en 1981, contre 61,7 % à Lufthansa et 60,2 % à Swissair) peut difficilement être dépassé, surtout avec des gros porteurs, dans une activité très saisonnière. Il s'est d'ailleurs abaissé à 63,1 % en 1982, tombant ainsi, comme pour beaucoup d'autres transporteurs, en dessous du seuil de rentabilité.

Quand le coefficient de remplissage ne permet plus d'équilibrer l'exploitation, il faut agir sur les deux autres facteurs conditionnant la rentabilité, les coûts et les recettes unitaires, ce qu'on déjà fait - par blocage ou réduction d'effectifs, restructuration des réseaux, efforts en faveur des tarifs élevés... - les principales concurrentes d'Air France, laquelle devra certainement s'y résoudre à son tour. En attendant, force est de constater que, même en dégradation sensible, la rentabilité de l'entreprise française demeure tout à fait enviable dans le concert européen.

Le poids du passé

Son drame vient des frais financiers. Pertes de change exclues, ils sont passés de 215 millions de francs en 1979 (où elle n'en dégagea pas moins un résultat bénéficiaire de 214 millions de francs) à 917 millions en 1982 (à rapporter de son déficit de 792 millions). Ils dépassent désormais 4 % du chiffre d'affaires, un seuil jugé dangereux. La sous-capitalisation de l'entreprise explique en partie cette situation : des capitaux propres ne dépassant

pas 20 % du chiffre d'affaires, contre 30 % pour Swissair et Lufthansa, l'obligent à recourir de manière systématique à l'emprunt pour financer ses investissements.

Mais si ses charges financières ont connu un phénomène de boule de neige depuis quatre ans, c'est avant tout sous le poids du passé. Le maintien en exploitation, après le premier choc pétrolier, d'une flotte d'avions anciens (Boeing-707, Caravelle) peu économes en carburant a eu un double effet néfaste sur ses finances : il a plongé ses comptes dans le rouge (520 millions de francs de pertes en 1974, 420 en 1975, 502 en 1976) et il a réduit ses possibilités d'investissements propres lorsqu'elle se résolut à changer ses appareils. Elle ne put dès lors faire face à ses obligations qu'au prix d'un endettement forcé qui la pénalise encore aujourd'hui, en dépit d'une capacité d'autofinancement constamment supérieure à celle des autres grandes compagnies européennes depuis 1978.

En outre, pour l'apport de capitaux extérieurs, Air France n'est guère aidée. Certaines compagnies reçoivent des « coups de pouce » des prés d'Etat ou des collectivités publiques. Les « crédits différés » figurant dans tel ou tel bilan ne sont rien d'autre que des avances de l'Etat remboursables seulement en cas de résultats bénéficiaires. Les compagnies de certains pays à monnaie forte se procurent aussi des ressources en jouant les banquiers : elles empruntent sur le marché national des capitaux à 4 ou 5 % d'intérêt, non pour les investir, mais pour les placer aux Etats-Unis à 15 ou 16 % et empêcher la différence.

Air France serait bien en peine de faire pareil - quand bien même ses statuts l'y autoriseraient. Son actionnaire unique ne lui paie aucun « dessous-de-table », et il paraît s'accommoder de sa structure financière trop étroite qui la condamne pourtant à des emprunts massifs et coûteux. Sur le marché national, les taux d'intérêt ont atteint des sommets : 15,7 % en moyenne en 1981, contre 10,4 % en Allemagne fédérale et 5,6 % en Suisse. Sur les marchés internationaux, les conditions sont en principe les mêmes pour tous les emprunteurs, mais une entreprise française doit acquiescer en plus le prix de la dérive de la monnaie nationale.

Cependant, à moyen terme, Air France dispose de tous les atouts qui pourraient lui permettre de reconstruire une meilleure santé. Ainsi, la modernisation de sa flotte s'achève, les prochaines années seront

marquées par une pause de ses investissements. Elle recouvrera seulement trois Airbus A-310 (moyen-courrier de 200 places) en 1984, deux autres en 1985 et aucun après en 1986. Ses concurrentes vont, au contraire, acheter une avalanche d'avions neufs : vingt-cinq A-310 pour Lufthansa, dix A-310 et cinq Boeing-747 allongés pour Swissair, dix-sept Boeing-757 pour British Airways, dix A-310 pour K.L.M. et trente Douglas DC 9-80 (rebaptisés MD-80) pour Alitalia. En réduisant ses amortissements et ses frais financiers, en améliorant son cash-flow

LE BOEING-737 :

« BILAN SATISFAISANT »

Six mois après la mise en service de premier de ses deux Boeing-737, Air France se déclare très satisfait de l'introduction dans sa flotte de ce « petit » avion (cent neuf places) pour lignes courtes.

Premier appareil de la compagnie nationale piloté par deux membres d'équipage seulement, le Boeing-737 ne s'en est pas moins révéillé très ponctuel (93,1 % des vols sont partis à moins de quinze minutes de l'heure prévue), et cela, en dépit d'une utilisation intensive (une semaine : 2 870 heures de vol).

Les avions s'en sont trouvés mieux remplis sur le réseau européen où la hausse générale du trafic a, comparativement, moins affecté Air France (- 1 %) que ses concurrents (- 2,9 %).

Très appréciables sur la majeure partie du réseau, les résultats sont toutefois jugés décevants sur trois lignes, dont deux au départ de Provence (Marseille-Londres et Toulouse-Londres, la troisième étant Paris-Rio).

par un retour à l'équilibre d'exploitation attendu à partir de 1984, la compagnie peut espérer atteindre une situation sensiblement meilleure que celle de ses concurrents. A condition, pour notre porte-drapeau, que les cours du dollar et du pétrole n'en prennent pas trop à leur aise, non plus que les tarifs internationaux, souvent malmenés dans le passé. A condition aussi que les coûts (notamment de main-d'œuvre) puissent être maintenus. L'équation du redressement se manœuvre donc pas d'inconnues.

JAMES SARAZIN.

Le Monde

CONJONCTURE

PREMIER PRIX VACANCES

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

à l'été 1983

capitaine du Vexin français

Le lieutenant de la gendarmerie de la région de Paris, le capitaine du Vexin français, a été nommé à la tête de la région de Paris, le 15 août 1983. Il a succédé à son prédécesseur, le capitaine du Vexin français, qui a été nommé à la tête de la région de Paris, le 15 août 1983.

Le capitaine du Vexin français, nommé à la tête de la région de Paris, le 15 août 1983, a été nommé à la tête de la région de Paris, le 15 août 1983. Il a succédé à son prédécesseur, le capitaine du Vexin français, qui a été nommé à la tête de la région de Paris, le 15 août 1983.

Le capitaine du Vexin français, nommé à la tête de la région de Paris, le 15 août 1983, a été nommé à la tête de la région de Paris, le 15 août 1983. Il a succédé à son prédécesseur, le capitaine du Vexin français, qui a été nommé à la tête de la région de Paris, le 15 août 1983.

ES CONCURRENTES FONT DES BÉNÉFICES

le malade du transport aérien

Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants. Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants.

Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants. Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants.

Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants. Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants.

Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants. Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants.

Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants. Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants.

Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants. Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants.

Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants. Les compagnies aériennes concurrentes de la ligne Paris-Montpellier ont enregistré des bénéfices importants.

CONJONCTURE

L'OPÉRATION « POINT-PRIX-VACANCES »

Qui trouvera la tomate marmande ronde 57-67 à 3,90 F le kilo ?

De notre envoyée spéciale

Le secrétariat d'Etat à la consommation a lancé, cette année, une opération d'information intitulée « Point-Prix-Vacances » dans cinq départements touristiques (Pyrénées-Atlantiques, le Var et la Vendée). Cette opération est destinée à signaler chaque jour aux consommateurs les prix de dix produits et services effectivement pratiqués dans une ville donnée.

Quimper. — M. R. habite près de Quimper, dans le Finistère. Depuis près d'un an, il effectue des enquêtes pour différents organismes de sondage. Cet été, il est l'un des quatre enquêteurs recrutés dans le département pour le compte du secrétariat d'Etat à la consommation, dans le cadre de l'opération « Point-Prix-Vacances ».

Sa journée débute dans une des salles de la superbe préfecture de Quimper. Il doit aller à la recherche de tous les maîtres. Le responsable de l'équipe — une femme énergique — leur confie alors la liste des produits à observer et indique à chacun son secteur.

Une liste, un carnet, un stylo, une voiture, voilà tout son matériel. Il part aussitôt en campagne, car le programme est chargé : il doit visiter vingt à trente points de vente dans la matinée. L'enquêteur a reçu des consignes impératives de discrétion : quand il entre dans le premier magasin, une grande surface, son carnet est dissimulé dans son blouson et nul stylo ne dépasse de sa poche. C'est que les commerçants n'apprécient guère tout ce qui ressemble de près ou de loin à un contrôle.

Devant l'étalage de fruits et légumes, il laisse à peine entrevoir son carnet quand il note : les poires Guyot à 4,20 F le kilo, le melon à 8,90 F pièce. Le prix des pêches ne l'intéresse pas. Elles sont de calibre C alors qu'il lui faut du calibre A. En fait, dit-il, on ne trouve

AFFAIRES

La faillite de la SICA Aquitaine-Alimentaire

MM. BERNARD SERRE ET OLIVIER HAMEL SONT LIBÉRÉS SOUS CAUTION

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Agen (Lot-et-Garonne) a décidé la remise en liberté de MM. Bernard Serre et Olivier Hamel, inculpés dans l'affaire de la banqueroute de la SICA Aquitaine-Alimentaire.

M. Bernard Serre, P.-D.G. d'Aquitaine-Alimentaire, avait créé un réseau de coopératives et de SICA dans le Sud de la France. Inculpé le 11 février, à Montpellier, d'abus de biens sociaux, escroquerie et faillite frauduleuse, à la suite de la faillite de la SICA de Laxel, il était à nouveau inculpé le 15 juillet, à Agen, pour la faillite, cette fois, de la SICA Aquitaine-Alimentaire qui laisse un passif de 120 millions de francs. Incarcéré depuis le 11 février à Montpellier, il avait été transféré le 15 juillet à la prison d'Agen dans le cadre de cette deuxième affaire.

M. Olivier Hamel, directeur général de la coopérative Le Cabanon, à Camaret (Vendée), avait été inculpé de « complicité de banqueroute par détournement d'actif » le 13 juillet, et incarcéré à Montauban. Il lui est reproché d'avoir acheté pour 20 millions de francs de marchandises à la SICA Aquitaine-Alimentaire alors que cette dernière était en cessation de paiement.

Dans les deux cas, la remise en liberté est assortie d'un contrôle judiciaire avec, notamment, l'obligation de déposer des cautions. Pour M. Bernard Serre, le montant de la caution est de 60 000 francs et pour M. Olivier Hamel, de 30 000 francs. Les deux hommes sont assignés à résidence, et il est interdit à M. Serre d'exercer des responsabilités professionnelles semblables à celles pour lesquelles l'information a été ouverte.

Libez
Le Monde
PHILATÉLISTES

ÉTRANGER

En Espagne

Le gouvernement resserre sa politique monétaire

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement socialiste espagnol est décidé à appliquer une politique monétaire sévère. Le coefficient de réserve obligatoire des banques est passé, le 10 août, de 6,75 % à 7,75 % (il avait déjà été élevé d'un point en décembre 1982 au moment de l'arrivée des socialistes au pouvoir), ce qui devrait permettre d'éponger environ 150 milliards de pesetas de liquidités (7,9 milliards de francs) (1). D'autre part, le ministre de l'économie, M. Miguel Boyer, a annoncé que l'augmentation de la masse monétaire serait contenue, durant le second semestre de 1983, dans une fourchette de 6 % à 9 % face à une inflation prévue de 12 %.

Paradoxalement, ce sont les bons résultats de l'économie espagnole durant les six premiers mois de l'année — que M. Boyer vient de rendre publics — qui incitent les responsables de l'économie à la prudence. Le ministre de l'économie a annoncé que le P.N.B. avait augmenté de 1,7 % par rapport au premier semestre de 1982, un taux supérieur à celui enregistré dans bon nombre de pays européens. Cette croissance est en partie due à la progression des exportations qui a été de 4,8 % (le gouvernement avait prévu 5 %), mais aussi à celle de la demande intérieure qui a augmenté de 1,3 %. Certains secteurs en difficulté depuis plusieurs années, comme l'auto-

LA GRANDE-BRETAGNE NE S'OPPOSERAIT PLUS À L'OCTROI D'UN PRÊT D'U.F.M. À L'ARGENTINE

(De notre correspondant.)

Londres. — Le gouvernement britannique attend la réunion du conseil du Fonds monétaire international, ce lundi 15 août, avant de lever l'interdiction qu'il a faite aux banques de signer le prêt que le F.M.I. doit accorder à l'Argentine. M. Thatcher devrait donner son accord.

La suppression de toutes les restrictions mises aux transferts de fonds des sociétés britanniques installées en Argentine, annoncée par Buenos-Aires, est considérée à Londres, comme « un geste utile », bien que les Britanniques souhaitent « des actes, et non des paroles », et veulent s'assurer que la levée est « générale et permanente » avant de se débarrasser d'un moyen de pression politique. Le gouvernement argentin avait attendu près d'un an après la fin des hostilités aux Malouines pour lever les sanctions visant les banques britanniques installées sur son territoire, mais il avait maintenu les restrictions concernant les transferts de fonds des sociétés industrielles et commerciales.

On pense à Londres que le conseil du F.M.I. donnera son accord définitif au programme économique de Buenos-Aires et à l'octroi à l'Argentine d'un prêt de 1,5 milliard de dollars. La signature formelle par les deux cent soixante-trois banques occidentales et japonaises, d'abord prévue pour le vendredi 12 août, devait commencer le mardi 16 et rester ouverte jusqu'à ce que les banques britanniques participant au consortium aient donné leur accord. — D.V.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE — SONACAT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 10/83

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture de :

- Lot n° 1 - THERMOSTATS (KITS) adaptables.
- Lot n° 2 - Compresseurs hermétiques.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la Loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le Commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à SONACAT — Direction des Approvisionnements — 87, bd Mohamed V — ALGER.

Contre la somme de : 100 DA le Lot.
Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous pli anonyme cacheté à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le délai de la remise des offres est fixé à quarante cinq (45) jours à compter de la date de publication du présent avis.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement la mention d'AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 10/83.

A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

DANS UN RAPPORT REMIS AU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

Des experts dénoncent l'exploitation de Haïtiens dans les plantations dominicaines de sucre

De notre correspondante

Genève. — Le groupe des Nations unies, qui se réunit actuellement à Genève, sur l'esclavage, a été saisi, entre autres témoignages, sur la situation des travailleurs haïtiens « loués » pour la récolte de canne à sucre en République dominicaine, d'un rapport d'experts indépendants rédigé à l'intention du Bureau international du travail (B.I.T.). Ces coupeurs de cannes sont souvent recrutés en raison de contrats signés en leur nom par leur gouvernement, mais dont ni eux ni les syndicats n'ont pu prendre connaissance.

Confiants en des promesses fallacieuses ou las de la misère matérielle et morale qui sévit en Haïti, ils ont accepté de se laisser emmener. Ce n'est que dans l'enceinte des plantations dans lesquelles ils sont assignés qu'ils apprennent qu'ils n'ont pas le droit de les quitter, pas plus que les campements où ils doivent habiter. Ils doivent remettre au Conseil d'Etat du sucre leur passeport, qui ne leur est rendu qu'au moment de leur rapatriement.

Les Haïtiens sont tenus de travailler parfois jusqu'à quinze heures par jour durant les sept mois que dure la récolte. S'ils tentent de choisir la liberté, ils sont ramené de force à leur lieu de travail, et des postes de contrôle spéciaux jalonnent les routes pour arrêter les fuyards.

Durant la récolte, ils sont surveillés par des gardes armés et touchent un salaire nettement inférieur au salaire minimum des ouvriers agricoles dominicains. Une somme

SOCIAL

DANS UNE INTERVIEW A « FORCE OUVRIÈRE HEBDO »

M. Derlin (F.O.) président de la Caisse nationale d'assurance-maladie juge la tutelle de l'Etat « trop pesante »

Dans une interview publiée par Force ouvrière hebdo du 16 août sous le titre « L'assurance-maladie : le droit pour tous d'être soigné », M. Maurice Derlin, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (C.N.A.M.T.S.) et secrétaire confédéral F.O., présente un bilan de l'action de F.O. dans la gestion de la Sécurité sociale depuis seize ans.

Ainsi, selon lui, « les caisses régionales de Sécurité sociale ont financé 30 % de l'investissement global des hôpitaux en France », et cela avec des prêts sans intérêts. M. Derlin juge « catastrophique pour l'hospitalisation » la décision récente du gouvernement qui, sous couvert de budget global des hôpitaux ou autre formule, veut faire payer aux hôpitaux ces prêts au taux de 18 %. En revanche, M. Derlin souligne un progrès : le nombre des longues maladies prises en charge totalement et pour une durée indéterminée est passé de quatre à vingt-cinq.

Pour le président de la C.N.A.M.T.S., le déficit de la Sécurité sociale, sujet de polémique, appelle des précisions : « Cette année, l'assurance-maladie n'est pas en déficit. Elle est d'ailleurs venue aider financièrement la branche allocations familiales pour la première fois depuis la guerre ».

Selon M. Derlin, « il faut arrêter de voir dans les allocations familiales un moyen de dispenser des aides selon les besoins politiques du moment, à la veille d'élections, par exemple ». Enfin, « l'Etat doit prendre garde de ne pas trop chercher à accroître sa tutelle sur l'institution ». Cette tutelle était « déjà trop pesante ».

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE — SONACAT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 08/83/DEI

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : machines à café;
- Lot n° 2 : perceuseuses.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la chambre de commerce et d'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant ou de producteur.

En outre, conformément à la circulaire n° 21 DGC-IMP du 4 mai 1981 du ministère du commerce, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivants :

- Le statut de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires;
- La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social;
- La liste des principaux gestionnaires de l'entreprise;
- Les bilans des deux dernières années;
- L'attestation de non-recours à des intermédiaires, conformément à l'article 12 de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur;
- La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à SONACAT, Direction des équipements industriels, 11, route de Sidj-Moussa, Dar-el-Beiv, contre la somme de 100 DA le lot.

Les offres, établies conformément aux exigences du cahier des charges, doivent parvenir obligatoirement par voie postale sous double pli anonyme cacheté et recommandé, au plus tard le 8 septembre 1983, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement la mention d'AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 08/83/DEI - A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix jours.

Handwritten signature and stamp.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. « Thèse et thèses », par Jean-Paul Lorrain.
- « Un cœur d'appelle Amazonie, d'Anne-Sophie Theophan ». — Réplique à Christian Delcampagne : « La culture a-t-elle un sens ? »
- ÉTRANGER**
34. AFRIQUE
- La guerre au Tchad.
- « Fin de règne au Malawi » (1), par Jean-Pierre Langellier.
4. AMÉRIQUES
5. ASIE
- EUROPE
- POLITIQUE**
5. La silence des intellectuels de gauche.
- SOCIÉTÉ**
6. Le pèlerinage de Jean-Paul II à Lourdes.
11. JUSTICE
- LE MONDE DE L'ÉCONOMIE**
7. Le recul des échanges Nord-Sud.
- En attendant le pétrole, Cuba dépend toujours du sucre et de l'U.R.S.S.
8. Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.
- CULTURE**
9. SOIRÉES : souvenir tchèque au Centre Pompidou.
- CINÉMA : le palmarès du Festival de Locarno.
10. COMMUNICATION : la situation au Proche-Orient.
- SPORTS**
12. Les championnats du monde d'échecs.
- AUTOMOBILISME : le Grand Prix d'Australie de formule 1.
- RÉGIONS**
14. ILE-DE-FRANCE : porta de Paris et accès au Musée de La Villette, la rue de Flandre va se transformer.
- ÉCONOMIE**
14. TRANSPORTS : Air France est-elle la grande maudite du transport aérien ?
15. CONJONCTURE : l'opération « Point-Prix-Vacances ».
- RADIO-TÉLÉVISION (11) INFORMATIONS « SERVICES » (13) :**
- Troisième âge : « Journal officiel » ; Météorologie ; Météo croisées.
- Programmes des spectacles (10).

Selon l'IFOP LA COTE DE POPULARITÉ DE M. MAUROY CONTINUE DE BAISSER

Selon le baromètre mensuel de l'I.F.O.P., publié le 14 août par le *Journal du Dimanche*, 53 % des personnes interrogées (2055 âgés de plus de dix-huit ans, interrogés entre le 1^{er} et le 9 août) sont « mécontents » de M. MITTERRAND (contre 51 % en juillet) ; 35 % se déclarent, comme le mois précédent, « satisfaits » du président de la République.

De son côté, le premier ministre enregistre son plus bas niveau de popularité depuis sa prise de fonctions en juin 1981, avec 56 % de mécontents, contre 28 % de satisfaits.

Les résultats étaient en juillet respectivement de 51 % et 31 %.

Dans l'opposition, les cotes de popularité de MM. Barre et Giscard d'Estaing progressent de trois points (respectivement 46 % et 44 % de « bonnes opinions », contre 37 % et 41 % de « mauvaises opinions », et de 33 % à 37 % de « bonnes opinions ». Enfin 49 % (contre 45 %) de personnes interrogées ont une « bonne opinion » de Mme Veil, 27 % (contre 30 %) ont le point de vue inverse.

■ M. Pierre Mauroy s'est rendu dimanche 14 août, en visite privée, en Picardie, et a notamment visité la cathédrale d'Amiens pendant près d'une heure, quelques instants avant que ne commence la procession marquant la fête de l'Assommoir. Peu de temps après, un correspondant anonyme téléphonait au *Courrier picard* indiquant qu'une bombe avait été déposée dans la cathédrale. Les policiers ont fouillé vainement l'édifice, sans interrompre l'office.

Au Liban Le Front de l'opposition adresse une sévère mise en garde au président Gemayel

Reprenant à son compte les dix conditions posées par M. Walid Joumblatt, le président du parti socialiste progressiste, à une « entente nationale », le Front de salut national (F.S.N.), coalition de l'opposition dont M. Joumblatt est l'un des principaux animateurs, a adressé au président libanais une ferme mise en garde. La déclaration, publiée le 13 août, affirme que « la reprise de la guerre civile » serait inéluctable si M. Aminé Gemayel ne « rompt pas les chaînes qui l'attachent à son parti, les Phalanges, et n'engage pas le dialogue avec le peuple libanais ». Les principales revendications du F.S.N. portent sur la démission du gouvernement, le retrait des milices phalangistes de la montagne druze-chrétienne et le non-déploiement de l'armée régulière — qualifiée de « machine d'oppression » — dans cette région.

Dans les coulisses, cependant, les contacts se multiplient pour rechercher une formule de compromis. L'envoyé spécial du président Reagan, M. Robert McFarlane, s'y emploie. M. Joumblatt s'est entretenu le 13 août avec le roi Fahd d'Arabie Saoudite avant d'assouplir quelque peu sa position. Son porte-parole a, en effet, déclaré le lendemain que la position de M. Joumblatt avait été « déformée », car ce dernier n'était pas opposé, bien au contraire, à la réouverture de l'aéroport de Beyrouth, à condition que celui-ci ne « serve pas à des fins militaires ».

Lundi matin, 15 août, l'aéroport demeurait fermé pour la sixième journée consécutive, provoquant des ruptures de stock et un sérieux malaise parmi de nombreux Libanais qui cherchent à quitter le pays en cette période de canicule. La compagnie libanaise, Middle East Airways, enregistre de ce fait une perte de 300 000 dollars par jour. Si l'aéroport n'a pas été, dimanche, la cible des canons de l'opposition, installés sur les hauteurs, les duels d'artillerie entre milices rivales dans le Chouf druze-chrétien se sont étendus à la périphérie de Beyrouth, aux quartiers musulmans comme aux bastions chrétiens.

La crise libanaise a été évoquée par le premier ministre israélien, M. Begin, dans le premier discours qu'il prononce depuis plusieurs semaines. Il a, le dimanche 14 août, pris vivement à partie la Syrie, l'accusant d'entretenir l'impasse « en s'opposant à l'accord conclu le 17 mai entre Jérusalem et Beyrouth ».

Le même jour, plusieurs quotidiens américains publiaient une interview du président syrien, Hafez el-Assad, qui se déclarait prêt, « sans se faire prier », à retirer ses troupes du Liban à condition qu'Israël procède, au préalable, à l'évacuation de ses forces aux termes des résolutions 508 et 509 du Conseil de sécurité. Selon ces textes, approuvés par les États-Unis, l'État hébreu devait quitter le Liban dès la conclusion du cessez-le-feu (février dernier) et sans imposer ses conditions au

En Irlande du Nord NOUVEAUX AFFRONTEMENTS ENTRE JEUNES CATHOLIQUES ET FORCES DE L'ORDRE

De nouveaux et violents incidents se sont produits, les samedi 13 et dimanche 14 août, en Irlande du Nord, après une semaine de troubles. A Dungannon, une ville proche de la frontière avec la République d'Irlande, un commando de cinq hommes a attaqué samedi un policier blessé et tué un autre. Un autre membre du commando a été retrouvé mort dans la voiture accidentée, à quelques centaines de mètres du lieu de l'affrontement.

Une heure auparavant, un policier avait été blessé par balles à Markethill, dans le sud de la province, lors de l'attaque d'un autre barrage.

A Londonderry, où se déroulait la traditionnelle cérémonie protestataire de la « marche des apprentis », des jeunes gens ont attaqué les forces de l'ordre, blessant un policier et une passante.

A Belfast, une manifestation a eu lieu dimanche au Springfield, quartier où un jeune catholique, Thomas Riley, avait été abattu mardi par un soldat britannique. M. Gerry Adams, député du Sinn Féin (la représentation politique de l'Ira) a appelé les manifestants à une campagne de résistance passive contre les forces britanniques. Il a invité la population des quartiers catholiques à « protester à coups de sifflet et par des concerts de casses rythmées ». Aujourd'hui, (...) je désire plus que jamais accomplir le mandat qui m'a été confié par le pape », a déclaré l'archevêque de Santiago dans un message télévisé.

■ Trois personnes ont été incriminées à Tarbes, dans la nuit de samedi à dimanche, de destruction par explosif menaçant la sécurité des personnes, et écrouées dans les maisons d'arrêt de Tarbes et de Pau. Sophie Moulay, vingt-cinq ans, de Paris ; Christine Bernier, vingt-six ans, de Toulouse, et Jean-Marc Nicolai, vingt-six ans, de Bonifacio, faisaient partie des vingt sympathisants anarchistes interpellés, samedi matin 13 août, à Toulouse, après l'explosion qui avait détruit la veille la statue de Ponce Pilate, sur le chemin de croix de Lourdes. Selon la police, des explosifs et des détonateurs s'apparentant à ceux utilisés pour cet attentat ont été trouvés au domicile, à Toulouse, de l'une des trois personnes écrouées. Les dix-sept autres personnes ont été remises en liberté dimanche matin, à l'expiration du délai de garde à vue.

Une élection cantonale CORSE-DU-SUD : canton de Petreto-Bicchisano (2^e tour).

Inscr., 3 357 ; vot., 3 045 ; suff. expr., 3 034. MM. Toussaint Luciani, M.R.G., 1 585, E.L.U. ; Paul Donat-Poli, mod., opp., 1 449.

(M. Toussaint Luciani, vice-président de l'Assemblée de Corse, retrouve son siège de conseiller général : l'équilibre de l'Assemblée départementale, présidée par M. Jean-Dominique Cornu (M.R.G.), n'est donc pas modifié. M. Luciani avait été réélu au second tour, en mars 1982, avec 1 469 voix contre 1 452 à M. Louis Placini (R.P.R.), pour 2 927 votants et 3 392 inscrits. Le scrutin avait été annulé pour « supposition de fraude ».

An premier tour, le 7 août dernier, les résultats avaient été les suivants : MM. Poli, 1 392 ; Luciani, 1 107 ; Ollivier, P.C., 436.)

Le numéro du « Monde » daté 15 août 1983 a été tiré à 430 378 exemplaires

(Publicité)

ACHAT ou DÉPOT ?

Tous meubles, objets ou successions proposées au DÉPÔT VENTE DE PARIS sont soit achetés et payés à l'instant, soit pris en dépôt contre un prix convenu d'un commun accord pour être vendus moyennant notre commission de seulement 20 % sur le prix de vente. Qui fait mieux ?

LE DÉPÔT VENTE DE PARIS 81, rue de Lagny (20^e) tél. 372-13-81

A B C D F G H

En Angola LUANDA ANNONCE AVOIR TUÉ MILLE CENT GUÉRILLEROS DE L'UNITA DANS LE SUD DU PAYS

Huit avions militaires sud-africains ont effectué à plusieurs reprises des raids et des bombardements dimanche 14 août sur la ville de Cangamba, dans le sud de l'Angola, pour soutenir les guérilleros de l'UNITA, a rapporté l'agence gouvernementale angolaise Angop.

Angop a également affirmé que les troupes gouvernementales ont tué mille cent soldats de l'UNITA au cours de huit jours de violents combats dans la province de Moxico. L'agence précise que les forces gouvernementales ont eu de leur côté cinquante-trois tués.

Dans un communiqué publié le 4 août dernier, l'Angop, l'UNITA affirmait avoir lancé le 1^{er} août une « offensive généralisée » engageant quelque dix mille combattants dans les provinces de Moxico, Lunda, Malange, Huambo et Kuanza-Sul.

Le mouvement de M. Savimbi avait précisé que le village de Cangamba, où stationnaient deux brigades des FAPLA et une brigade cubaine, était encerclé par ses forces et qu'un avion Mig-21 avait été abattu au-dessus de la localité. — (A.F.P.-A.P.)

En Espagne VIOLENTS INCIDENTS ENTRE DES SÉPARATISTES ET LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT BASQUE

(De notre correspondant.)

Madrid. — La « guerre des drapoux » se poursuit au Pays basque et a connu un nouvel épisode, le dimanche 14 août, dans la soirée, au début des fêtes de Saint-Sébastien.

Plusieurs centaines de manifestants s'étaient rassemblés dans le centre de la ville à l'appel de la coalition indépendantiste Herri Batasuna et d'autres groupes d'extrême gauche pour réclamer l'annulation de la libération des prisonniers membres de l'E.T.A. militaire. Lorsque le président du gouvernement autonome basque, M. Garçon, est sorti de la mairie avec sa suite, il devint la cible des manifestants qui, des huées, en vinrent rapidement aux jets de tables et de chaises ramassées dans les bars des environs.

La police autonome basque dut charger pour dégager le cortège officiel. Les manifestants se regroupèrent et brûlèrent alors un drapeau espagnol en criant des slogans d'appui à l'E.T.A. La police nationale chargée à son tour, faisant plusieurs blessés. Les affrontements se poursuivirent pendant deux heures.

Si les incidents sont nombreux au Pays basque depuis la mi-juillet, c'est la première fois qu'ils opposent directement les modérés du P.N.V. (parti nationaliste basque), auquel appartient M. Garçon, et les radicaux d'Herri Batasuna. Ces derniers semblent décidés à pratiquer une politique de surenchère nationaliste, afin de rallier une frange de l'électorat modéré.

Th. M.

NOUVELLES BRÈVES

- L'allocation de rentrée scolaire a été versée, dimanche 14 août, par le service des impôts, à 10 millions de familles. Le ministre des affaires sociales a annoncé (le Monde du 11 août) la revalorisation de 12 % de cette allocation, portée ainsi de 264,60 F à 295,80 F à la rentrée 1983.
- Un incendie d'origine criminelle a ravagé, dimanche 14 août, peu avant 5 heures, les locaux de l'hebdomadaire catholique régional *la Croix du Midi*, à Toulouse. Cinq foyers ont été repérés par les sapeurs-pompiers dans plusieurs salles de la rédaction et de l'administration du journal. Le contenu de plusieurs tiroirs a servi à alimenter le feu qui a ravagé le rez-de-chaussée de l'immeuble, épargnant les rotatives installées en sous-sol.
- D'autre part, des coups de feu ont été tirés, dimanche matin, contre la vitrine de l'imprimerie de l'Institut catholique de Toulouse. Un billet manuscrit retrouvé sur la devanture avertissait : « Demain le pape : passez-pas ».
- Un géologue soviétique demande l'assistance en Norvège. Le géologue faisait partie depuis un an d'une expédition scientifique au Spitzberg et s'est placé sous la protection des autorités norvégiennes locales. Il a été emmené dimanche 14 août par un vol spécial à Oslo où il est actuellement interrogé par les services de sécurité. — (U.P.I.)
- Un officier féminin a été nommé, pour la première fois, attaché militaire. — Le lieutenant-colonel Monique Olivier, célibataire, née en 1927, engagée volontaire en 1952, officier de carrière depuis 1973, professeur d'anglais et chef des cours de langue à l'état-major, vient d'être nommé attaché militaire (armée de terre) aux États-Unis par le ministre de la défense, M. Charles Hernu. On indique au ministère que l'importance des fonctions du nouvel attaché « souligne qu'un nouveau pas est franchi dans la politique progressive de féminisation de l'armée à laquelle s'attache le ministre de la défense ».

L'État néerlandais va poursuivre Shell et Philips pour pollution toxique

De notre correspondant

Amsterdam. — L'État néerlandais poursuit devant la justice des dizaines d'entreprises dans l'industrie chimique, dont Shell et Philips, en vue de recouvrer au moins une partie des sommes gigantesques dépensées lors de l'assainissement de terrains pollués par des déchets provenant de produits toxiques.

Le ministère de l'environnement, à La Haye, en faisant part de cette initiative, cette semaine, s'est référé à une loi adoptée au début de l'année par la Chambre des députés et qui part du principe que « tout pollueur doit payer ».

Ces dernières années, les Pays-Bas ont régulièrement été perturbés par la découverte de décharges toxiques qui, depuis les années 50 et 60, ont pollué certaines terres à tel point que des quartiers entiers ont dû être évacués lors d'opérations de nettoyage du sol.

La première société à avoir reçu une assignation judiciaire est Shell, dont la branche chimique est accusée d'avoir négligemment déchargé, à la fin des années 50, plus de 10 000 kilos de produits toxiques agricoles sur un terrain appartenant au village de Gouda, dans le sud-ouest des Pays-Bas où, plus tard, un quartier résidentiel avait été construit.

La Shell n'a pas encore voulu réagir à l'action judiciaire entreprise par La Haye, mais des responsables avaient, dans le passé, décliné toute responsabilité, arguant qu'à l'époque les décharges avaient été confiées à une société de transport qualifiée pour ce genre de travaux. Shell avait, de sa propre volonté, contribué financièrement à l'examen du sol pollué, dont l'assainissement avait coûté 50 millions de florins à l'État.

L'entreprise chimique Duphar, dont la société mère est Philips, est tenue responsable pour la décharge d'une dizaine de milliers de fûts à contenu extrêmement toxique, dont de la diosine, dans un polder près d'Amsterdam. La Haye a d'ores et déjà investi 78 millions de florins dans les travaux de nettoyage, mais il n'est pas encore certain que des fermes ou des maisons qui se trouvent à proximité du lieu de la décharge ne devront pas être démolies.

RENÉ TER STEEGE.

Destiné semble-t-il à l'Ira UN STOCK D'ARMES EST SAISI AU HAVRE

Un stock d'armes et de munitions a été saisi au Havre, vendredi 12 août en début d'après-midi, par la police judiciaire et la police des frontières, dans le réservoir d'un camion Volvo porteur de plaques d'immatriculation irlandaise, qui s'apparentait à prendre place, avec une cargaison de 25 tonnes de matériel électro-mécanique, sur un ferry-boat à destination de la République d'Irlande.

Ce stock d'armes aurait été destiné à l'armée révolutionnaire irlandaise (I.R.A.). Les enquêteurs ont saisi à bord du poids lourds 28 armes de poing, 12 000 cartouches, 12 bombes allumeuses, 10,5 kilos de plastique, 450 mètres de cordon détonnant, 250 détonateurs électriques et deux grenades.

Le chauffeur et propriétaire du camion, Michael-Christopher MacDonald, âgé de vingt-sept ans, a été inculpé dimanche de « détention d'armes de première et deuxième catégorie » et a été écroué, ainsi que deux Français, inculpés de complicité. Le juge d'instruction a refusé de communiquer les noms des deux ressortissants français.

Cette saisie d'armes est le fruit d'une « longue et minutieuse enquête » de la D.S.T., de la P.J. et des douanes. Selon les policiers, les armes saisies sont de plusieurs origines et auraient été collectées dans un pays européen. Elles auraient transité « assez longtemps » en France avant d'être acheminées vers le Havre.

LES COSMONAUTES DE « SALIOUT-7 » ONT PERMIS D'ÉVITER UNE INONDATION CATASTROPHIQUE DANS LE TADJIKISTAN

Moscou (A.F.P., Reuter, U.P.I.). — Les deux cosmonautes soviétiques, qui tournent depuis le 28 juin dans le train spatial formé de la station Saliout-7 et du vaisseau Soyouz-T9, ont permis d'éviter une catastrophe qui, sans eux, aurait frappé des villages d'une vallée du Pamir, dans le Tadjikistan.

Selon la *Pravda* du 13 août, Vladimir Lakhov et Alexandre Alexandrov ont repéré un lac à près de 4 000 mètres d'altitude, non répertorié sur leurs cartes, et ils ont prévenu leur station de contrôle. Des géologues ont alors inspecté en hélicoptère. Ils ont constaté que ce lac était formé par la fonte des neiges et des glaciers et que, avec la vague de chaleur actuelle dans cette région, il se coulait de grossir, menaçant à tout moment de rompre le barrage naturel derrière lequel les eaux s'accumulaient. Les habitants des villages situés en aval ont été évacués par précaution, tandis qu'un canal de dérivation était creusé pour que les eaux épargnent ces villages.

D'autre part, le cargo spatial Cosmos-1443, qui s'était amarré à la station Saliout-7 le 10 mars dernier avec 3 tonnes de changements divers, s'est détaché du train spatial le 14 août à 16 h 4 (heure de Paris). Depuis l'arrivée des deux cosmonautes, le 28 juin, Cosmos-1443 avait servi de « pilote » supplémentaire et avait été utilisé pour des expériences de contrôle de grands complexes spatiaux. Grâce à son système de propulsion, les deux hommes avaient corrigé la trajectoire du train spatial.

D'après ce que l'on croit savoir, Cosmos-1443 était un « camion » spatial d'un type nouveau, composé de deux modules dont l'un peut transporter sur la Terre des matériels destinés aux instituts de recherche. Mais, en annonçant le 14 août le largage de Cosmos-1443, l'agence Tass n'a donné aucune explication sur cette opération.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

Nouvelles manifestations de l'opposition au Pakistan

La stratégie soviétique

Le président les pressions

L'agro-business

I. — Ne p